

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14644 - 8 F

JEUDI 27 FÉVRIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Jean-Paul II : la main tendue à l'Islam

MÊME si leur répétition les prive désormais de tout effet de surprise, les voyages de Jean-Paul II dans le tiers-monde, comme celui qu'il a clos mercredi 26 février en Afrique - après une semaine au Sénégal, en Gambie, en Guinée - gardent une utilité fonctionnelle. Parfois soupçonné, en raison de ses origines polonaises, d'avoir consacré trop de temps et d'effort à l'Europe et au choc avec le communisme, Jean-Paul II court vers d'autres lieux pour abattre d'autres ruses. Le « mur du silence », a-t-il dit à Conakry, cache au Nord la détresse de tout un continent. « Une nouvelle ère de solidarité avec l'Afrique est nécessaire », a-t-il répété en Guinée.

Le « mur » avec l'Islam aussi doit tomber, dans un continent où la religion musulmane est perçue comme agressive par un christianisme également en pleine expansion et où, dans des pays comme le Soudan et le Nigeria, éclatent régulièrement de sanglantes émeutes confessionnelles. Certes, c'est la version douce de l'Islam que le pape a rencontrée en Guinée et au Sénégal, pays musulmans tempérés par les puissantes confréries mystiques et épargnés par les infiltrations fondamentalistes. Le président musulman Abdou Diouf a loué chez Jean-Paul II le précepte infatigable et on a vu, au cours de cet étonnant voyage, des fidèles musulmans plus nombreux aux messes du pape que les catholiques, archi-minoritaires dans cet océan islamique.

CETTE situation est exceptionnelle autant que précieuse. En Afrique, le dialogue entre le christianisme et l'Islam est moins un luxe qu'une nécessité de la vie quotidienne. Comme il l'avait fait à Casablanca en 1985, Jean-Paul II, à Dakar, a rappelé que les deux religions dominantes avaient tout à gagner à se respecter, dans une Afrique déjà rongée par les divisions de toute nature, son sous-développement, sa corruption, et faisant un apprentissage laborieux du pluralisme et de la démocratie.

Sans entrer dans le détail des situations politiques du continent, il a retrouvé ses accents polonais pour se réjouir, à Conakry, de la chute du régime de Sékou Touré, tragique copie du marxisme et de l'athéisme d'Etat européen. Traditionnellement méfiant à l'égard de l'engagement politique des clercs, il a surtout couvert de son autorité des évêques africains de plus en plus sollicités pour jouer un rôle de médiation, comme on l'a vu dans les conférences nationales du Bénin, du Congo, du Togo, du Gabon, du Zaïre aussi, mais, jusqu'à présent, sans succès.

L'ÉTAPE la plus symbolique fut celle de l'île de Gorée, tragique école de la « traite des Noirs ». En posant là un acte de repentir pour un « holocauste méconnu », Jean-Paul II a ouvert, à sa façon, la commémoration du cinquième centenaire de la découverte et de l'évangélisation de l'Amérique latine.

On ne peut pas écrire l'histoire de l'Amérique latine en oubliant l'Afrique et le prix exorbitant payé par le continent noir à la conquête du Nouveau Monde. Jean-Paul II retournera en Angola au mois de juin, puis en octobre en Amérique centrale, où on peut espérer qu'il aura les mêmes gestes pour les Indiens également persécutés, mais par des missionnaires chrétiens, que pour les Africains.

M0147 - 0227 0 - 6.00 F



Tirant la leçon de l'échec de M. Gorbatchev

## La Chine veut accélérer la réforme économique

L'emportant sur les conservateurs, M. Deng Xiaoping a imposé la relance de la réforme économique en faisant, si nécessaire, « usage du capitalisme ». M. Deng entend tirer la leçon de l'échec de M. Gorbatchev, qui a conduit à l'effondrement de la patrie du communisme. Mais il s'accorde avec ses rivaux pour refuser toute libéralisation politique, comme en témoignent les dernières condamnations de dissidents.

### « Léninisme de marché »

PÉKIN

de notre correspondant

Lorsqu'il avait refait surface, le 9 juin 1989, après avoir disparu de la scène publique au moment du drame de Tiananmen, M. Deng Xiaoping avait donné pour instruction de relancer les réformes sans crainte d'innover en matière économique, mais en se gardant de laisser imaginer que le Parti communiste puisse partager le pouvoir politique. Après trente mois d'atermoiements, c'est exactement ce qui se dessine aujourd'hui.

Dans un article remarqué publié en première page, le *Quotidien du peuple*, organe du comité central

du PCC, a appelé, dimanche 23 février, le pays à « s'ouvrir sur le monde extérieur en faisant usage du capitalisme ». Le capitalisme, y apprenait-on, représente « une étape extrêmement importante dans l'histoire du développement social de l'humanité ». En conséquence, la Chine doit « développer de manière adéquate une économie capitaliste destinée à compléter son économie socialiste ».

« Il n'y a qu'en absorbant de manière critique les éléments de la culture occidentale qui nous sont utiles, plutôt qu'en les rejetant, que nous pouvons prospérer », ajoutait le journal.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 6

La décision du Conseil constitutionnel sur les « zones de transit »

## Le gouvernement rappelé à l'ordre sur le respect des libertés individuelles

Le Conseil constitutionnel a annulé, mardi 25 février, l'article 8 de la loi modifiant les conditions d'entrée des étrangers en France. Cet article, imposé par M. Marchand, ministre de l'Intérieur, créait des « zones de transit » où la police aurait pu retenir les étrangers non autorisés à pénétrer en France. Il avait été

critiqué par les organisations de défense des droits de l'homme, et aussi par les sénateurs socialistes, qui avaient obtenu de M. Cresson qu'elle saisisse le Conseil. Le premier ministre a fait savoir que « le gouvernement examine la décision avec attention afin de déterminer les améliorations à apporter au dispositif ».

### Camouflet

par Thierry Bréhier

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a fait des libertés individuelles le fondement de l'organisation de la société. Le Conseil constitutionnel, depuis qu'il a pris son autonomie, et donc son autorité, s'en est toujours voulu le gardien sourcilieux. Il vient encore une fois de le rappeler en faisant subir à M. Philippe Marchand un nouveau et cinglant désaveu. Le ministre de l'Intérieur avait pourtant été sérieusement mis en garde contre les risques qu'il prenait en tenant, à tout prix, à obtenir la création de « zones de transit ».



JE PEUX VOUS LES GARDER LA JUSQU'ÀUX RÉGIONALES... MAIS PAS APRÈS !

## Sobre anniversaire à Koweït

Un an après la libération de l'émirat, discrètement célébrée, la spectaculaire renaissance économique n'a pas dissipé le malaise politique

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

La tempête du désert, l'une des plus violentes de ces derniers hivers, s'est soudain apaisée. Opère et tourbillonnant, le nuage de sable et de poussières qui s'était abattu sur la ville de Koweït durant près de deux jours s'est dissipé à temps et la seule cérémonie officielle de la fête nationale a pu avoir lieu mardi 25 février sous un ciel bleu, mais encore pâle. Sur une vaste esplanade du front de

mer, cheikh Saad Abdallah El Sabah, premier ministre et prince héritier, représentant l'émir, a hissé les couleurs koweïtiennes au milieu d'un large cercle formé par les drapeaux de tous les pays ayant contribué à la libération, dont le premier anniversaire est discrètement célébré.

Des jeunes ont improvisé, mardi sur la corniche, un interminable défilé automobile dans un concert d'avertisseurs en brandissant aux portières presque autant de petits drapeaux américains que koweïtiens.

Le gouvernement souhaitait éviter de telles réjouissances et il a limité les festivités organisées. Il a préféré faire preuve de sobriété et placer ces deux jours sous le signe du « souvenir ». Celui, notamment, des « prisonniers de guerre », ces Koweïtiens toujours supposés détenus en Irak pour lesquels tout le pays, espérant leur retour, arbore des rubans jaunes, selon une tradition américaine.

FRANCIS CORNU

Lire la suite page 3

### La réforme de la procédure pénale

Un projet de réforme du code de procédure pénale devait être présenté, mercredi 26 février, au conseil des ministres. Parmi les propositions novatrices, la modification de la détention provisoire, qui sera confiée à un collège de trois magistrats.

page 12

### Les jeunes et la guerre d'Algérie

Trente ans après les accords d'Évian, les jeunes sont loin d'être indifférents au conflit qui a déchiré la jeunesse de leurs parents. Selon un sondage réalisé pour la Ligue de l'enseignement et l'Institut du monde arabe, ils souhaitent que leurs enseignants leur en parlent davantage et estiment que la société française gagnerait à s'intéresser à cet épisode douloureux de son histoire.

Lire notre supplément pages 10 et 11 et nos informations sur le mouvement de protestation des étudiants contre le projet de réforme universitaire, page 14

### POINT DE VUE : la réforme des institutions

## La règle du jeu

par Guy Carcassonne

A proprement parler, il n'y a pas de bonnes Constitutions. Parmi les systèmes démocratiques, pour s'en tenir à eux, il y a seulement ceux qui fonctionnent et les autres. Quels sont les critères du bon fonctionnement ? Ils sont deux, dont tout le reste se déduit : que les citoyens aient la possibilité de faire de vrais choix, que ceux qu'ils ont choisis aient la possibilité de gouverner et doivent en rendre compte.

A cette aune, indiscutablement, la V<sup>e</sup> République fonctionne. Elle a surmonté toutes les épreuves auxquelles l'Histoire l'a confrontée, dans lesquelles d'autres régimes avaient sombré. Décolonisation, putsch, crise économique, alternances, cohabitation, majorité relative, pour ne mentionner que

celles-là. Il reste à la Constitution une dernière preuve à faire, qui la distinguerait de toutes celles qui l'ont précédée : son aptitude à évoluer.

Depuis l'introduction, en 1962, de l'élection directe du président de la République, seule, en trente ans, la possibilité offerte à l'opposition parlementaire en 1974 de saisir le Conseil constitutionnel a jusqu'ici apporté une novation essentielle. Pour le reste, tout le reste, rien n'a vraiment bougé, faute d'une volonté suffisamment partagée, au risque dans l'avenir que la sacralisation ne devienne une sclérose.

Lire la suite page 2

► Guy Carcassonne est professeur de droit public à l'université Paris-X-Nanterre ; ancien conseiller de Michel Rocard à l'hôtel Matignon.

■ Cinéma : Le printemps de John Cassavetes. ■ Rencontre avec Barbara Streisand, réalisatrice du « Prince des marées ». ■ Danse : les Ballets de Bal en tournée européenne. ■ Les Mémoires de la chorégraphe Martha Graham. pages 25 à 34

### Personnalités en campagne

Jean-François Deniau, le combattant.

Lire page 9 l'article de PATRICK MARTINAT

### Le conflit commercial Europe - États-Unis

L'Allemagne s'éloigne des positions françaises.

Lire page 15 les articles d'ALAIN FRACHON et PHILIPPE LEMAITRE

### Qui sont les journalistes ?

Une enquête de la Commission de la carte professionnelle.

Lire page 17 l'article d'YVES-MARIE LABÉ

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

« Le Monde des carrières », page 17 « Le Monde insolite », pages 18 et 19

le débat

UN NOUVEL HORIZON  
PROJET SOCIALISTE POUR LA FRANCE

le débat  
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 220 DR ; Islande, 1,20 \$ ; Italie, 2,300 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

jadis par on tourna adaptation Phare du les Verne, effraction inète. itait ici, en clysme de rodés par la ours locaux fantastiques », « l'aigle », « une morte » l'inspiration pierres de la Barcelone, i fait de Cadenmontagne magi- i ces quelques ges, si proches et rélité, rassem- ous les possibles

re ce double roit d'ailleurs ives de Dali du meuble-all- i fait de Cadenmontagne magi- i ces quelques ges, si proches et rélité, rassem- ous les possibles

les cartes qui pré- s comme relié par un continent : mal- es, c'est bien une aginaire.

re envoyé spécial

Patrice Bollon

is offrir n plus.



Una pasión por la vida.

0.19.92 - Minitel : 3615 Espagne.



## DÉBATS

## Réforme constitutionnelle

## La règle du jeu

Suite de la première page

La réforme, enfin est à l'ordre du jour. Il ne paraît pas exclu qu'elle puisse triompher au-delà de clivages qui n'ont pas de pertinence lorsqu'il s'agit de définir la règle du jeu.

Encore faut-il d'abord identifier, pour s'en écarter, les impasses que seraient la nostalgie ou le faux modernisme.

Nostalgie, celle des adversaires de l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Elle n'a certes pas que des avantages - son caractère écrasant et la dérive monarchique qu'on lui impute nourrissent les principaux griefs - mais pas que des inconvénients non plus - les Français exercent directement et souverainement un choix sur leur avenir. Mais quelque appréciation qu'on porte sur cette élection, il est peu probable que les Français soient prêts, au moins à terme prévisible, à y renoncer.

Faux modernisme celui, à l'inverse, des tenants d'un régime purement présidentiel dans lequel exécutif et législatif seraient strictement séparés et indépendants l'un de l'autre. Les États-Unis sont la seule nation développée à connaître un système de ce type, et cette solitude ne doit rien au hasard. Ils ont une fédération et des traditions : ni l'une ni les autres ne sont aisément transposables.

Revenons donc en France et aux réformes. Elles peuvent être limitées. Elles doivent toucher à tout.

## Un autre calendrier présidentiel

Au mandat présidentiel en premier lieu. La cause est entendue, et la logique assez simple. Le chef de l'État tient l'essentiel de son pouvoir non du texte constitutionnel lui-même mais de la légitimité particulière que lui confère son mode d'élection. Il serait donc vain de chercher à rogner dans le texte, et il n'est de voie sérieuse, autre que le *statu quo*, que d'accroître la fréquence des rendez-vous avec le suffrage universel.

Les tenants du *statu quo* argumentent des vertus que donneraient aux présidents leur longévité même, détachés qu'ils seraient d'enjeux électoraux. S'il était juste, l'argument serait fort. Mais les présidents sont en campagne aussi pour les législatives, car si la durée de leur propre mandat n'y est plus mise en cause, c'est en substance qui est en jeu, tant ils en perdent l'essentiel s'ils perdent la majorité parlementaire. Ainsi, aucun président n'a pu dépasser cinq années sans avoir à mener un combat vital (1958, 1962, 1965, 1967, 1968, 1969, 1973, 1978, 1981, 1986, 1988, 1993, 1995). Cette durée, exceptionnelle dans le sys-

tème actuel (1981-1986), deviendrait au contraire la norme avec le quinquennat.

Est moins sérieuse encore l'hypothèse avancée du septennat non renouvelable. Les Français en seraient les victimes principales, contraints de subir longuement un président qui les aurait déçus ou, au contraire, empêchés de réélire celui qui aurait mérité leur préférence, bref, durablement pénalisés dans un cas ou obligés dans l'autre à élire du second choix !

Cela écarté, on peut épiloguer sur la durée il n'en est pas d'idéale. L'introduction du quinquennat aurait la vertu de l'auto-suffisance. Sans précision supplémentaire, superflue, la quasi-simultanéité avec les élections législatives se ferait naturellement. Soit aucun événement ne vient interrompre la simultanéité initiale soit, dans le cas contraire, cette contemporanéité sera aussitôt rétablie par la nécessité politique avérée, pour tout président nouvellement élu, de dissoudre l'Assemblée.

Reste, pour franchir une étape dans le détail technique, qu'il serait sage de prévoir que le président est élu non pour cinq ans mais jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, par exemple, de la cinquième année suivant son élection. La France vit sur le calendrier absurde consécutif à la disparition de Georges Pompidou, qui situe l'élection présidentielle

en mai, contraint à stériliser une session parlementaire et, souvent, à déplacer d'autres scrutins. Et si un président avait un jour l'idée funeste de démissionner ou de décider vers la fin juillet, toutes les élections présidentielles ultérieures auraient forcément et durablement lieu en août ! Au contraire, avec le système préconisé, l'élection se tiendrait toujours au mois de février, c'est-à-dire en tout état de cause avant les élections législatives. En outre, et de surcroît, cela fusionnerait les deux campagnes qui pratiquement ne feraient plus qu'une seule.

S'agissant en deuxième lieu du Parlement, le champ ouvert à la réforme est sensiblement plus vaste. Encore faut-il l'éclaircir de quelques remarques préalables. La première pour le Parlement français a moins subi une dévalorisation qu'un alignement sur ses homologues étrangers. Partout, ou presque, le pouvoir exécutif s'est imposé et le député britannique, allemand ou espagnol n'a pas beaucoup plus de pouvoirs ou d'influence, contrairement à tant d'idées reçues, que son collègue français.

## Retirer des pouvoirs au gouvernement

Cela dit, la situation du Parlement pourrait être sensiblement améliorée, et l'effort mériterait d'être centré sur l'exercice de la mission que lui seul peut assumer - celle de légiférer. Là, il est irremplaçable. Tandis qu'on mâtine de débat ou de contrôle,

qu'on le regrette ou qu'on s'en satisfasse, les médias et l'opinion jouent désormais un rôle que nul ne leur retirera plus.

Quant à l'objet des réformes possibles, il faut le fonder sur la cause essentielle qui a conduit aux dysfonctionnements.

En 1958, au sortir de deux Républiques instables, nul n'imaginait que pût émerger en France un système majoritaire stable. Aussi les rédacteurs de la Constitution ont-ils mis en place un arsenal sophistiqué pour permettre la survie et l'action de gouvernements que ne soutiendraient pas des groupes parlementaires homogènes et disciplinés. Or, dès 1962, déjouant les pronostics initiaux, le système, grâce au mode de scrutin, a fait émerger le fait majoritaire. Et les excès sont venus, à l'évidence, de la coexistence entre le fait majoritaire et les armes destinées à pallier son absence. Le fameux article 49-3 en est l'illustration : indispensable et légitime en l'absence de majorité, il devient infernal et oppressif lorsqu'une majorité existe. Et puisque l'existence d'une majorité, fût-elle occasionnellement relative, est le critère même du parlementarisme moderne, ce n'est certes pas cet acquis - et le mode de scrutin qui le garantit - que l'on devrait remettre en cause.

La voie, dès lors, est tracée : elle ne consiste pas à ajouter des pouvoirs à un Parlement qui, théoriquement, détient les plus importants. Elle consiste avant tout à en retirer au gouvernement.

Reprenons l'article 49-3 et commençons par lui. Un mécanisme de ce type existe dans la plupart des Constitutions modernes. Il doit être strictement limité pour en écarter l'usage abusif.

Une limitation qualitative (au budget et à quelques grands textes) semble peu opératoire. Outre que les critères seraient difficiles à arrêter, ils pourraient bien un jour être en contradiction avec une évidence de circonstance que nul n'avait prévue. Aussi la limitation quantitative paraît-elle plus sage, par exemple en précisant que le premier ministre ne peut recourir à cet article que sur trois ou quatre textes par an au plus, à charge pour lui de savoir négocier les autres ou hiérarchiser ses priorités.

Cette proposition pourrait s'enrichir d'une autre qui donnerait à l'Assemblée le pouvoir, par l'adoption d'une motion initiale, d'interdire au premier ministre le recours au 49-3 (hormis pour le budget dont l'adoption est impérative). De cette manière, les députés - notamment, mais pas seulement, ceux de la majorité - seraient détenteurs d'un pouvoir nouveau et réel, celui de dire en quelque sorte au gouvernement : « Nous ne voulons pas vous renvoyer, là n'est pas la question, mais vous ne nous contraindrez pas à adopter ce texte dont nous ne voulons pas, au moins sous sa forme actuelle ».

Ainsi l'usage du 49-3 pourrait-il être exclu dans les cas où il est le moins légitime, lorsqu'il vise non à pallier l'absence de majorité mais à soumettre purement et simplement la volonté du législateur à celle d'un exécutif incapable de convaincre.

## Un seul mandat pour les députés

Dans un domaine plus technique mais non moins important, la Constitution prévoit actuellement que le Parlement discute sur la base des textes présentés par le gouvernement. Cela signifie, en clair, que les propositions des commissions ne sont que des amendements, traités en séance comme n'importe quels autres amendements. Ce dispositif, prévu pour réagir contre la désaturation dont étaient victimes les textes gouvernementaux sous les Républiques antérieures, facilite certes la vie de l'exécutif. Mais on ne saurait plus décourager le travail en commission.

Sans doute serait-il sage aujourd'hui de redonner aux commissions un vrai pouvoir de décision, la discussion en séance publique se déroulant sur la base du texte adopté par elles. Le gouvernement détient toujours le moyen de lutter contre des dénaturations abusives, en recourant à la procédure de vote bloqué (article 44-3).

A cela se limitent certainement les modifications constitutionnelles concernant les relations entre exécutif et législatif. Le reste est affaire de vertu gouvernementale - dans le respect des délais, la perméabilité aux amendements, la maîtrise de l'inflation législative, vertu qui stimulerait la solennité et la publicité accrues des bilans de fin de session.

D'autres réformes toucheraient le Parlement seul. L'accroissement raisonnable du nombre de commissions en est une, que devrait

compléter la création de commissions spécialisées sur les problèmes européens. Par ailleurs, le choix d'une session annuelle, ouverte fin septembre et close début juillet, avec deux semaines de suspension à Noël et à Pâques, permettrait une meilleure programmation du travail législatif et un suivi plus attentif et constant des grands dossiers d'actualité.

Cela ne suffirait sans doute pas à améliorer l'efficacité parlementaire qui exige des mesures plus drastiques.

Une, au moins, semble désormais s'imposer : la prohibition pure et simple du cumul du mandat électif. Contraire aux traditions françaises, cette interdiction fonctionne, en droit ou en fait, dans nombre de pays étrangers. On ne sache pas que les citoyens s'en trouvent orphelins ou la compétence parlementaire appauvrie. On sait, en revanche, ce que le travail législatif y gagne, et de substantiel.

En outre, et ce n'est pas le moins important, l'intérêt national retrouverait un lieu d'expression face à l'intérêt, si légitime soit-il, des collectivités locales.

Le scrutin d'arrondissement suffit à assurer l'enracinement local et la proximité avec les électeurs. L'interdiction du cumul libérerait l'agenda et l'esprit pour les tâches nationales. Une autre réforme, complémentaire et nécessaire, serait de régionaliser les élections sénatoriales. Une loi ordinaire y suffirait, qui permettrait d'atteindre plusieurs objectifs d'un coup.

D'abord, moderniser le Sénat. Ce n'est pas sans une certaine appréhension qu'on l'imagine entrant dans le vingt et unième siècle sous la forme retenue à la fin du dix-neuvième. Le grand conseil des communes de France deviendrait donc le grand conseil des régions de France, ce qui est sans doute plus approprié à l'heure européenne. La France rurale - c'est-à-dire la composante territoriale de la nation - resterait sur-représentée, par l'effet mécanique du scrutin indirect, mais le serait un peu moins.

L'ensemble du Sénat serait recruté à la représentation proportionnelle (car toutes les régions devraient plus de cinq sénateurs, seuil actuel d'application de la proportionnelle). Les partis minoritaires accéderaient ainsi à un statut parlementaire que certains réclament pour eux, sans cependant mettre en danger la stabilité gouvernementale et l'efficacité législative, sauvegardées par le dernier mot laissé à l'Assemblée nationale. Ainsi pourrait être aisément introduite une novation considérable, démocratique et équilibrée.

Au-delà, et sans que cela non plus relève de la Constitution, les Assemblées gagneraient à user plus fréquemment des procédures imaginées pour permettre l'adoption de textes en commission, et à trouver les moyens de limiter l'inflation d'amendements dont le nombre excède désormais sans que le fond le justifie toujours les limites de ce que les Chambres peuvent raisonnablement examiner et digérer.

Après le président et le Parlement, le troisième chapitre des réformes nécessaires concerne évidemment l'Etat de droit sous le double aspect qu'en offrent le Conseil constitutionnel et l'autorité judiciaire.

Le Conseil constitutionnel n'a plus de preuves à faire. Antérieurement chaque citoyen a le sens, au-delà des filtres, est désormais moins une proposition qu'une évidence. Elle n'a vraiment échappé jusqu'ici qu'à une fraction du Sénat.

Toutefois, cet accroissement de compétences devra s'accompagner, tant pour des raisons de charge de travail que pour des motifs déontologiques, un renforcement des incompatibilités. Il ne serait pas sage qu'on puisse continuer à être membre du Conseil constitutionnel et, par exemple, titulaire de fonctions électives, inégalement politiques.

En ce qui concerne la justice, l'essentiel se relève certes pas de la Constitution. Mais ce n'est pas une raison pour retarder une réforme du Conseil supérieur de la magistrature qui, symboliquement au moins, marquerait l'avènement d'une ère nouvelle dans les relations entre les pouvoirs.

Le maintien du recrutement actuel serait inopportun. Son remplacement par une désignation purement corporative ou syndicale serait illégitime et, à terme, désastreux.

Dans ces conditions, puisque le mode de désignation des membres du Conseil constitutionnel a fait ses preuves, qu'il est manifestement le moins mauvais de tous ceux qui ont été imaginés ou expérimentés, le plus simple comme le

plus efficace serait de l'adopter pour le Conseil supérieur de la magistrature, en ajoutant seulement que ses membres devront être issus de la magistrature et des professions juridiques et judiciaires.

Le chef de l'Etat n'aurait plus à être le président. Le garde des sceaux n'y serait plus que le représentant de l'exécutif. Et c'est au Conseil supérieur que serait confiée la gestion de l'ensemble du corps des magistrats, les services administratifs actuellement compétents étant placés sous son autorité. Là ne s'arrêterait évidemment pas les réformes nécessaires à la justice. Mais là pourraient se limiter les réformes constitutionnelles la concernant, qui ouvriront la voie aux autres et leur donneront crédibilité.

Au passage, enfin, il serait bon qu'un processus de révision diminue les scores du passé. Il suffirait pour cela de purger le texte de ses titres XII et XIII, relatifs à une communauté qui a cessé d'exister avec les colonies. En revanche, il ne serait ni indispensable ni souhaitable de prétendre préciser ce que la Constitution a d'ambigu. Ses mérites procèdent souvent et justement de cette ambiguïté même qui en fait la souplesse.

## Référéndum consultatif

Il reste qu'en supposant débattues - pour les adopter ou rejeter - toutes ces hypothèses, elles ne concerneraient pour l'essentiel que le jeu des pouvoirs publics entre eux, les citoyens en retirant un profit réel mais seulement indirect. C'est pourquoi le référendum, moyen privilégié sous certaines conditions - d'une démocratie plus directe, ne peut être oublié. Élargir son champ est une nécessité qu'attestent d'actuelles limitations trop strictes.

Mais il serait judicieux que le référendum puisse à l'avenir porter non seulement sur un projet de loi mais aussi sur une simple question. Outre qu'il s'agit d'un bon de soumettre au vote populaire un texte éventuellement long, mal façonné et, de surcroît, impossible à amender, cela appuierait intuitivement la compétence parlementaire. Au contraire, répondant à une simple question (celle de la régionalisation en 1969 ou celle de l'approbation des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie en 1988, par exemple), le corps électoral ferait clairement connaître son choix, à charge ensuite pour le Parlement d'en tirer les conséquences en discutant et adoptant les lois nécessaires. Et si, pour une raison ou pour une autre, il fallait le faire, soit il aurait à en répondre devant les électeurs, soit l'exécutif, s'il le juge bon, pourrait convoquer un nouveau référendum destiné, cette fois-ci, à voter le projet de loi que le Parlement aurait manqué à rédiger.

Ce type de référendum, portant sur une question et non sur un projet, est ce que le constitutionnalisme moderne appelle un référendum consultatif. Les exemples étrangers ne manquent pas (l'Espagne y eut recours en 1986 sur l'OTAN), et la démocratie y gagne ce qu'y perd l'incertitude. Pour parfaire le système, l'initiative populaire devrait être organisée, dans des conditions numériques qui lui garantissent une représentativité minimale. Mais il va de soi qu'il faudrait alors attribuer au Conseil constitutionnel un contrôle préalable sur la conformité du texte - qui de la question posée - à la Constitution.

Telles sont donc quelques-unes des idées qu'un projet de révision constitutionnelle et institutionnelle pourrait conduire à débattre. Il faut les prendre pour ce qu'elles sont : une liste qui se veut cohérente sans se prétendre exhaustive. D'une telle révision on pourrait attendre ce qu'elle peut donner, et qui n'est pas négligeable, en termes de rénovation et de revitalisation de la démocratie. Mais on ne saurait y trouver le remède à tous les maux dont peut souffrir le pays.

Un président plus fréquemment élu, un gouvernement dissuadé d'arrogance, un Parlement exerçant vraiment des pouvoirs qui sont vrais, une justice revalorisée et, couronnant le tout, des citoyens actifs parce que redévois acteurs, à ces diverses évolutions la V<sup>e</sup> République pourra devoir battre tous les records de longévité, et le jeu politique sera d'autant plus digne et efficace que les règles en seront adaptées et admises.

GUY CARCASSONNE

## TRAIT LIBRE



## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Droits de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-73  
Téléc. MONDPUB 634 128 F  
Téléfax : 44-62-98-73 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Madsen et Røpke Europe SA.

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie  
du « Monde »  
12, rue de Colonne-Pierre-Aria  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-73

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc. : 251.311F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-33

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP 201 MON 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le conflit sur les garanties bancaires

# Le président Bush confirme la politique de fermeté à l'égard d'Israël

Le président George Bush a confirmé, mardi 25 février, la ligne de fermeté diplomatique adoptée par son pays vis-à-vis d'Israël. C'est une bonne politique. C'est la politique du gouvernement américain depuis très longtemps, a-t-il dit à bord de l'appareil présidentiel qui l'emmenait en Californie, où il s'entretient avec le journaliste américain de l'électorat juif. Mais, a-t-il souligné, « je ne vais pas changer de politique étrangère vis-à-vis de ce pays par opportunisme politique. Je ne peux pas faire cela. Je n'aurais aucune crédibilité internationale ».

A Washington, le secrétaire d'Etat M. James Baker a pour sa part esquivé sans broncher mardi, une volée de critiques de sénateurs démocrates et républicains sur les conditions qu'il pose à l'octroi de garanties de crédit à Israël. Il s'est contenté de réaffirmer que les Etats-Unis favorisent et soutiennent l'émigration des juifs soviétiques, mais ne voulaient pas financer directement ou indirectement une politique de colonisation à laquelle ils s'opposent depuis 1967.

A Jérusalem, M. Benjamin Netanyahu, vice-ministre chargé de l'information, a accusé mardi les Etats-Unis de « torpiller le processus de paix » au Proche-Orient en liant l'octroi à Israël de garanties du Trésor américain au gel de la colonisation dans les territoires occupés. « Les Etats-Unis, a-t-il dit, commettent une erreur morale. Car ils disent aux masses de juifs soviétiques qui vivent sur un volcan qu'ils ne pourront pas trouver un asile ailleurs ».

## Les discussions de Washington

Il a également accusé les Etats-Unis de pousser à un retour aux « frontières d'Auschwitz » de 1967 qui seraient indéfinissables et menaçaient, selon lui, à un nouvel Holocauste. Aux négociations bilatérales, délégués israéliens et arabes ont évoqué mardi la possibilité d'une prolongation des négociations entamées la veille, sans pour-

tant avoir enregistré le moindre progrès sur les questions de fond. Les délégués palestiniens et jordaniens ont proposé de reporter du 4 au 11 mars la date finale de ce quatrième tour des discussions, afin de « donner une chance supplémentaire aux négociations ».

En réponse, M. Elia Kim Rubinstein, un des chefs de la délégation israélienne, a montré plus réservé. « Nous aurons besoin de consulter notre gouvernement après deux semaines de discussions oniriques », a-t-il souligné. Il a profité de l'occasion pour souligner à nouveau la question du lien qui devra se dénouer le prochain tour des entretiens.

Les discussions avec les Syriens et Libanais, ont, de leur côté, donné lieu à des échanges encore plus acrimonieux que lors de la première journée. Un des chefs de la délégation de Jérusalem, M. Yossef Ben Aharon, a estimé que les discussions avec les Syriens avaient « fait un pas en arrière ». Il a précisé à l'AFP qu'il avait mis en cause une nouvelle fois la Syrie dans le trafic de drogue à partir de

la plaine de la Bekaa et l'aide apportée par Damas aux « organisations terroristes telles que le Hezbollah ».

Le représentant syrien, M. Mouaffak Allaf, a répliqué en accusant ses interlocuteurs de faire intervenir dans la discussion des sujets « pas directement reliés à notre effort ». Les entretiens « n'ont enregistré aucun progrès et Israël cherche à gagner du temps », a estimé pour sa part le porte-parole syrien, M. Bouchra Kanafani.

Les Palestiniens, enfin, ont vivement pris à partie mardi une nouvelle fois la teneur d'un document de travail sur l'autonomie des territoires occupés que leur avait présenté la veille Israël. « Il s'agit d'une insulte à notre intelligence », a déclaré le porte-parole palestinien, M. Hanane Achraoui. « Grâce à l'Intifada, nous disposons actuellement de pouvoirs plus importants que ce que nous propose ce document », a-t-elle ajouté. (AFP, Reuters, AP)

ÉTATS-UNIS : en remportant la primaire du Dakota du Sud

# M. Robert Kerrey a préservé ses chances pour l'investiture du Parti démocrate

M. Robert (Bob) Kerrey a remporté l'élection primaire démocrate du Dakota du Sud, qui avait lieu mardi 25 février. M. Bush n'avait pas d'opposant dans cet Etat agricole de la « Prairie ».

## WASHINGTON

de notre correspondant

Il était là en voisin, en « homme de la grande Prairie », et en remportant mardi la primaire du Dakota du Sud, M. Bob Kerrey, sénateur du Nebraska, a sans doute sauvé sa place dans la course à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 1992. Un peu à la traîne derrière MM. Paul Tsongas et Bill Clinton, M. Kerrey voyait fondre à grande vitesse un des ingrédients essentiels à toute campagne présidentielle : l'argent. Il avait confié durant le week-end que ses caisses étaient vides. Il lui fallait absolument une victoire pour redonner confiance à d'éventuels donateurs et rester en piste.

Telle est la dure loi de la campagne. Avec plus de 40 % de l'électorat démocrate, M. Kerrey l'emporte sans surprise dans un Etat moyen du Sud, dans cette « Prairie » aux 35 000 fermes ou fut tourné le film *Danse avec les loups*. C'est un pays où il importe d'avoir été à Washington, un législateur avisé en matière agricole – ce qu'il fut. Enfin, M. Kerrey bénéficie – ce qui compte aussi – du soutien du quotidien local, le bien-nommé *Sioux Falls Argus Leader*.

## Le « trésor de guerre » de M. Clinton

Venu également en voisin, le sénateur Tom Harkin, de l'Iowa, porte-parole de la gauche démocrate traditionnelle, arrive en deuxième position, avec quelque 26 % des suffrages démocrates. Même si le Dakota du Sud est d'un poids électoral modeste, M. Harkin aura maintenant beaucoup de mal à rester dans une course à l'investiture démocrate dont les favoris sont toujours MM. Clinton et Tsongas (qui arrivent en troisième et quatrième position dans cet Etat).

En remportant le New Hampshire, notamment, M. Tsongas a

consolidé sa situation financière, c'est-à-dire épuisé de nouvelles contributions. M. Clinton, gouverneur de l'Arkansas, a sans doute le plus gros trésor de guerre de tous les démocrates, trésor accumulé à l'époque où il dirigeait un des courants – moderniste – du parti, le « Democratic Leadership Council ».

Le moins bien doté est l'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, qui, pour mieux dénoncer un système de financement des partis et des candidats qu'il qualifie de « corrompu », n'accepte que des donations inférieures à 100 dollars. En principe, une législation extrêmement complexe, datant de 1974 et comprenant quelques zones floues, limite les contributions individuelles à 1 000 dollars dans la période des primaires et celles des groupes d'intérêt (syndicats, associations) à 5 000 dollars.

## Le pronostic de Ronald Reagan

Côté républicain, le président George Bush gagne le Dakota du Sud sans adversaire : la direction locale du parti avait refusé d'enregistrer son seul concurrent, le porte-parole de l'extrême droite, M. Patrick Buchanan. « Moulin noir » du parti, M. Buchanan doit remplir ses caisses avec les contributions individuelles de ses fidèles. Il y réussit jusqu'à présent fort bien, ayant réuni quelque 2 millions de dollars dans le New Hampshire en coupures de 50 à 100 dollars. Il n'est pas sûr qu'il pourra longtemps susciter pareille générosité : il lui faudra faire des choix, être présent dans tel Etat et pas dans tel autre, afin de ménager ses ressources.

M. Bush n'a pas ce problème. Le président bénéficie de la traditionnelle puissance financière des républicains. Il n'en était pas moins en Californie mardi pour y collecter plus d'un million et demi de dollars de donations. Il y préparait aussi la primaire de juin prochain dans cet Etat d'un poids électoral majeur. A en croire le *Washington Post*, le pronostic du *Washington* Ronald Reagan n'est pas favorable au président : selon l'ancien président, M. Bush risque fort de perdre la Californie...

ALAIN FRACHON

HAÏTI : après l'accord de Washington

# Controverses sur le sort du général Cédras

Le président haïtien Jean-Bertrand Aristide a-t-il ou non accepté que le général Raoul Cédras, auteur du coup d'Etat du 30 septembre qui l'a renversé, soit maintenu dans ses fonctions de chef des forces armées ? La réponse à cette question pèsera sur l'avenir de l'accord de Washington conclu dimanche entre le Père Aristide et les représentants du Parlement de son pays (le Monde du 25 février).

Bien que cet accord prévoie la ratification des mesures prises par le Parlement haïtien depuis le putsch, dont le vote confirmant le général Cédras en son poste, le Père Aristide a déclaré mardi, sur les ondes de la chaîne de télévision américaine ABC, que l'amnistie générale, qu'il a acceptée, excluait les « criminels de droit commun », parmi lesquels l'auteur du coup d'Etat, appelé à être jugé pour la mort de plus de 1 500 personnes depuis fin septembre... Ces diffé-

rences d'interprétation ont suscité de vives réactions à Port-au-Prince, où plusieurs politiciens, dont le député socialiste Pierre Dely Brutus, ont estimé que « le Père Aristide devait respecter ce qu'il avait signé ». M. Brutus a prédit que l'armée ne s'opposera pas à cet accord, soulignant qu'elle était « protégée » par celui-ci. A Washington, le président Aristide a signé mardi un autre texte avec le dirigeant communiste modéré René Théodore, qui doit devenir le nouveau premier ministre d'un gouvernement de consensus, si le Parlement haïtien ratifie l'accord de Washington. Ce dernier constitue « un pas dans le bon sens, vers un retour à l'ordre constitutionnel à Haïti », a estimé de son côté le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, M. Daniel Bernard. (AFP, Reuters, AP)

VENEZUELA

# Le président Perez a remanié son gouvernement

Trois semaines après la tentative de coup d'Etat militaire qu'il a déjouée, le président vénézuélien Carlos Andrés Perez a procédé, mardi 25 février, à un remaniement ministériel, qui n'indique pas de modification substantielle de la politique économique néo-libérale menée jusqu'à présent. Fortement critiqué, le ministre du plan, M. Miguel Rodríguez, a été nommé à la tête de la Banque centrale et remplacé par l'un de ses proches, l'économiste Ricardo

Haussman. Ce changement traduit surtout la volonté du président d'améliorer son image face à un mécontentement social qu'il n'a pas réussi à calmer.

Cinq autres ministères ont changé de titulaires, dont celui de l'intérieur, qui revient à M. Carmelo Lauria et celui de l'énergie, provisoirement attribué à M. Rafael Guevara. Ce dernier remplace M. Celestino Armas, nommé secrétaire à la présidence. (AFP, Reuters)

# Sobre anniversaire à Koweït

Suite de la première page

Ces prisonniers sont 2101 sur une liste établie par le gouvernement, 1100 seulement selon une organisation indépendante pour les victimes de la guerre; 21 ont encore été rapatriés le 9 février par le Comité international de la Croix-Rouge alors que depuis longtemps, le régime de Bagdad affirme ne plus détenir de Koweïtiens.

Un an après, malgré un grand soulagement, la plupart des Koweïtiens manifestent des sentiments mitigés qui ne se prêtent guère à des débordements de joie. Certains viennent même de reprocher au gouvernement d'exploiter le cas de ces « prisonniers » à des fins de « base politique ». On ne peut tout à fait oublier les tensions qui se sont exprimées à la libération entre les Koweïtiens « qui sont restés », subissant les multiples exactions ou services commis par l'occupant, en tentant de résister, et ceux « qui sont partis » pour se réfugier à l'étranger.

L'émir et les principaux dirigeants de la famille régnante sont rangés, avec regret ou mépris, dans cette dernière catégorie, bien que leur réinstallation au pouvoir après l'écoulement de l'occupation ait été incontestablement le symbole de la renaissance d'un Etat qui avait été purement et simplement rayé de la carte.

Même s'ils ne font pas partie d'une opposition – assez modérée – qui, dans l'épreuve, a joué le jeu de « l'unité nationale » et continue de ne pas remettre fondamentalement en cause le pouvoir de la dynastie des Sabah, les Koweïtiens demeurent aujourd'hui réservés. Pourtant, en douze mois, leur pays, dont l'économie avait été réduite à néant après le pillage et le sabotage systématiques, s'est remis en marche de façon spectaculaire. Il a retrouvé les signes extérieurs de sa flamme prospère.

En témoignage un parc automobile reconstruit avec une très forte proportion de « grosses américaines » flamboyantes, et des magasins à nouveau luxueusement garnis, dans des rues où l'on compte les rares incendies encore noircies par les incendies. Ecoles, hôpitaux, administrations et principaux services fonctionnent normalement, bien que leur manquant souvent de personnel. Et surtout, promesse étonnante, l'industrie pétrolière dévastée tourne déjà à près de la moitié de sa capacité d'avant l'invasion, moins de quatre mois après l'extinction du dernier des quelque sept cents puits en flammes. Le ministre du pétrole a confirmé, lundi, que la production atteindrait à la fin de l'année 1,5 million de barils-jour, comme à la veille du 2 août 1990.

A Ahmadi, deuxième cité de l'émirat, bâtie sur le principal gisement, les ruines de nombreuses installations sont toujours visibles, mais dimanche a été achevé un vingt-septième nouveau forage. L'immense ouage noir des grands fûts a disparu. Dans le désert restent toutefois de la terrible catastrophe deux cents lacs gluants de brut échappés des canalisations dynamitées. Mais ce pétrole est méticuleusement pompé pour être traité et servir à la consommation locale.

Cependant, cet effort a coûté fort cher. L'Etat, qui avait déjà réglé aux alliés les sommes dues pour leur engagement militaire (22 milliards de dollars), a récemment accordé 25 % d'augmentation de salaire,

repris à son compte les dettes contractées par les ménages auprès des banques pour le rachat des biens de consommation perdus (véhicules inclus) et s'apprête à assumer d'autres créances bancaires afin de relancer le crédit et d'activer ainsi la reprise économique.

## Un somptueux bas de laine

Pour cela, l'Etat a dû puiser largement dans son somptueux « bas de laine » et liquider ses avoirs à l'étranger – les plus immédiatement disponibles (bons du Trésor américain et autres obligations de ce genre, par exemple). Ses réserves, estimées à 30 milliards de dollars avant le conflit, auraient fondue d'environ la moitié. Le gouvernement koweïtien garde son noyau dur de participations (entre autres chez Mercedes ou Hoechst), mais la rentabilité en est plus faible. Alors, pour la première fois, le Koweït, célèbre bailleur de fonds, a dû se résoudre à emprunter sur le marché international : 5,5 milliards de dollars.

Mais en dépit de cet effort gouvernemental, le privé ne suit pas. Il rechigne à investir dans son pays. Alors que ses placements à l'étranger étaient beaucoup plus importants que ceux de l'Etat (environ 200 milliards de dollars, dit-on), le gouvernement de la Banque centrale a vivement déconseillé, lundi, une récente et grave « fuite des capitaux », rappelant qu'il redoutait un « désastre économique » : un cri d'alarme qui pourrait avoir pour effet d'accroître le projet du gouvernement de réforme.

mer de manière drastique le système bancaire.

Le manque de confiance est évident. Le malaise s'exprime de plus en plus ouvertement dans les diatribes (du mot d'ordre), salons politiques traditionnels, et pas seulement ceux des notables d'une opposition parlementaire, muselés depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en 1986. Nombre de riches marchands et de jeunes managers, auparavant peu politisés, n'hésitent plus à contester la « complicité » du gouvernement des Sabah à qui l'on reproche toujours de n'avoir pas su prévenir l'invasion.

Le gouvernement a cherché à rassurer en passant des accords de sécurité avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne – un troisième est en cours de négociations avec la France de préférence aux arrangements de défense régionale offerts à la définition avec les autres pays du Golfe, la Syrie et l'Egypte ne cessant d'être retardés. La garantie du cesse-le-feu occidental est appréciée mais cela ne saurait suffire.

## Restaurer

la démocratie parlementaire

« Il faut moderniser l'Etat », nous dit M. Mohamed Kadiiri, certes un opposant de longue date mais dont le propos est approuvé par l'un de ses hôtes qui ne l'est pas – un des hommes d'affaires les plus fortunés de la place. Pour rétablir la confiance, il n'y a pas d'autre choix que la démocratie parlementaire afin de passer sur les décisions du gouvernement et le contrôler pour l'obliger à se doter de gens compétents. On ne demande rien d'autre que de revenir à l'application de la Constitution de 1962 suspendue en 1986. Elle comporte d'ailleurs la légitimation du pouvoir des Sabah.

M. Kadiiri et ceux qui partagent son opinion se prévalent d'une expé-

IRAN : le rapport de l'ONU

# Exécutions et tortures au nom de l'islam

GENEVE

de notre correspondant

« La situation des droits de l'homme en Iran s'améliore de jour en jour. (...) Elle est meilleure que dans les deux tiers des pays du monde ». Tels sont les propos tenus par M. Ali Becharati, qui, en l'absence de M. Ali Velayati, assumait les fonctions de ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, au rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Reynaldo Galindo Pohl (Salvador), en mission dans ce pays du 8 au 14 décembre 1991 et dont le rapport vient d'être rendu public à Genève.

Ces propos n'ont pas convaincu M. Pohl, qui a réussi à mener sa propre enquête, laquelle lui a permis de compléter les informations qu'il recevait des autorités iraniennes. Il a évalué à 884 le nombre de peines de mort infligées en Iran entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 7 décembre 1991, dont 680 ont été relevées par lui dans la presse iranienne. Le rapport en donne la liste affligeante sur une dizaine de pages, avec le nom des suppliciés, la date de l'exécution et le motif allégué (généralement « trafic de drogue ») dans chaque cas.

Pour ce qui concerne les châtiments corporels, le rapport spécial de l'ONU a pu puiser dans la presse iranienne récits d'amputations, de flagellations, de lapidations,

etc. Ces châtiments sont, en principe, le lot des voleurs, mais le même genre de traitement n'a pas été réservé aux coéquipiers d'une lettre adressée au président de la République islamique par M. Mehdi Bazargan (chef du premier gouvernement provisoire constitué après la chute du chah) : neuf d'entre eux, dont le fils de l'ancien ministre, Abdol Ali Bazargan, avant d'être condamnés à de lourdes peines de prison, furent battus et reçurent dix à trente coups de fouet pour « outrages au pouvoir de l'Etat, insultes de hauts fonctionnaires, tentatives de déstabiliser le gouvernement et tromperie à l'égard du peuple ». Quant à la torture dans les locaux d'interrogatoire et les lieux de détention, elle semble être aussi systématique que cruelle.

Le rapport de M. Pohl se fait l'écho de quelques voix divergentes qui osent timidement se faire entendre. C'est ainsi que le député Seyyed Mousavi-Tabrizi (homonyme du procureur général), s'est élevé, le 21 mai 1991, contre « les jugements de certains tribunaux en l'absence de défenseurs ou de tout observateur ou même de proches de l'accusé ; les confessions arrachées par la force, la menace, les pressions, etc. Rien de tout cela n'est jamais conforme à l'esprit des lois de l'islam ».

ISABELLE VICHNIAC

FRANCIS CORNU

jadis par on tourna adaptation Phare du les Verne, effraction inète.

stait ici, en clysm de rodés par la leurs locaux fantastiques », « l'aigle », « mme morte », l'inspiration pierres de la 2 Barcelone, « dur qui est, Dali, celle du éven ». Il n'en eune preuve, rassem-

re ce double reçoit d'ailleurs œuvres de Dali du meuble-all- il fait de Cada- nontagne magi- i ces quelques tout à la fois si ges, si proches et réalité, rassem- tous les possibles

les cartes qui pré- s comme relié par u continent : mal- res, c'est bien une signaire.

tre envoyé spécial Patricia Bolton

is offrir n plus.



Une passion pour la vie.

0,19,92 - Minutal : 3815 Espagne



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la préparation du référendum

## Les conservateurs et l'extrême droite feront campagne pour le « non »

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Parti conservateur (CP) a décidé de participer au référendum du 17 mars portant sur la poursuite du processus de réformes, et de se battre pour le « non ». Plutôt enclin à militer pour l'abstention, le dirigeant du CP, le pasteur Andries Treurnicht, s'est finalement rallié à l'opinion des autres représentants conservateurs, qui entendent « se battre » et « défendre le gouvernement De Klerk ».

Lors d'une conférence de presse, mardi 25 février, au Cap, M. Treurnicht a prévenu qu'une défaite ne serait qu'une « bataille perdue » et qu'elle ne signifierait en rien « la fin de la lutte pour la liberté des blancs ». Le chef des conservateurs a fustigé le président Frederik De Klerk, qui, selon lui, « cherche à extorquer un chèque en blanc » pour continuer de négocier avec le Congrès national africain (ANC), mais « refuse de prendre en considération les conditions du CP sur l'organisation de ce référendum ».

De son côté, le dirigeant de l'Africaner Weerstandsbeweging (AWB, organisation néo-nazie), M. Eugène Terreblanche, qui avait, dans un premier temps, dénoncé le référendum comme une « trahison à la nation blanche », est revenu sur ses déclarations et, prenant acte de la décision du CP, a accepté de faire campagne pour le « non », sous une bannière commune de l'extrême droite. Le Herstigte Nasionale Party (HNP) de M. Jasp Marais a rejoint les rangs de cette coalition et prévoit d'organiser une trentaine de réunions publiques à travers le pays pour « mobiliser la population blanche ».

Les milieux d'affaires, en revanche, commencent à se mobiliser en faveur du « oui ». Le président des puissantes sociétés Anglo American et De Beers, M. Julian Ogilvy Thompson, a loué la décision présidentielle. La poursuite du processus de réformes est « fondamentale pour la stabilité d'une Afrique du Sud reconnue et acceptée par la communauté internationale », a-t-il souligné. Le comité d'organisation de la

Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), a, lui aussi, apporté son soutien au chef de l'Etat, comme devrait le faire l'ANC, mercredi.

A l'évidence, le fossé se creuse entre partisans et détracteurs des réformes. Alors que l'extrême droite blanche campe sur ses positions nationalistes, ceux qui aspirent au changement par la négociation devraient pouvoir compter sur le soutien des organisations nationalistes noires d'extrême gauche. En dépit de leurs divergences, les dix-neuf participants à la CODESA ont dû convenir que l'ennemi se trouvait désormais en dehors de leurs murs, et qu'il menaçait la fragile édifice patiemment élaboré au cours des derniers mois.

L'initiative présidentielle a eu pour premier effet de clarifier les lignes de clivage de la société sud-africaine. Le résultat du référendum indiquera si les partisans du progrès et des réformes démocratiques ont des chances de l'emporter sur son extrême droite unifiée et sur son idéologie de suprématie raciale.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

DJIBOUTI : envoi de deux cents soldats dans la région de Dikhil

## L'opposition se félicite de la « mission de paix » française

Le départ de deux cents militaires français, mardi 25 février, envoyés en « mission de paix » vers la région de Dikhil, dans le sud-ouest du pays (le Monde du 26 février), n'a suscité, à ce jour, aucun commentaire officiel de la part du gouvernement djiboutien ni du chef de l'Etat, M. Hassan Gouled Aptidon. L'envoi de ces troupes, accompagnées par plusieurs officiers de liaison de l'armée djiboutienne, a été supervisé par le directeur des affaires africaines et malgaches au ministère français des affaires étrangères, M. Paul Dijoud, et par le général Yvon Coppin, commandant des Forces françaises stationnées à Djibouti (FFJD).

Compté, depuis la mi-novembre, aux offensives des maquisards du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD), les autorités djiboutiennes avaient aussitôt sollicité une intervention de la France, en exécution des accords de coopération militaire qui lient Paris et Djibouti. Cependant, l'argument selon lequel les rebelles du FRUD seraient, non pas des ressortissants

djiboutiens, mais des « ennemis ethniques », n'avait guère convaincu. Après avoir longuement tergiversé, le gouvernement français vient donc de « faire un geste ». Suffira-t-il à apaiser les inquiétudes du régime ?

Les représentants de l'opposition ont, eux, immédiatement salué l'initiative de Paris. « Cette action des soldats français devrait permettre d'aboutir à un cessez-le-feu, puis à l'ouverture d'un dialogue politique », a commenté l'ancien ministre de la santé, M. Mohamed Djama Elabe, interrogé par l'AFP. Membre du clan issu, comme le président Gouled, M. Elabe avait spectaculairement démissionné de ses fonctions, en janvier. M. Abdallah Mohamed Kamil, ancien premier ministre, a qualifié, comme M. Elabe, le mouvement des troupes françaises d'« action positive pour la paix ».

Plus significative encore, est la réaction des maquisards du FRUD. Selon leur représentant en Europe, M. Ismail Ibrahim, contacté mercredi à Paris, « ce mouvement fait partie des accords, conclus entre M. Dijoud

et le FRUD, lors de la visite du représentant français à Sanaa, au Yémen, dimanche dernier ». C'est donc sans surprise que le FRUD a accueilli l'annonce de la « mission de paix » française.

Ce mouvement de troupes « s'inscrit dans un plan d'ensemble, visant à ce que les parties en conflit trouvent une solution négociée aux problèmes de Djibouti », a souligné M. Ibrahim, pour qui « ce déploiement ne doit, en aucune façon, consacrer une partition de fait du territoire national ». Pas question, en somme, de « laisser le gouvernement djiboutien utiliser les forces militaires françaises comme bouclier contre les offensives du FRUD ». La guérilla, qui se dit « prête à s'asseoir à la table des négociations », ne le fera qu'à condition que le pouvoir donne, lui-même, des preuves de sa bonne foi. « La libération du représentant du FRUD à Djibouti, le docteur Abate, emprisonné depuis décembre, constituerait, pour nous, un premier signe positif », a conclu M. Ibrahim.

C. S.

Détenus au Maroc pendant dix-huit ans

## Les frères Bourequat portent plainte pour séquestration illégale et tentative d'assassinat

Détenus pendant dix-huit ans au Maroc, sans avoir été jugés, les trois frères Bourequat, de nationalité française (le Monde du 13 février) ont décidé de déposer, quelques semaines après leur retour en France, des plaintes contre X, avec constitution de partie civile, pour détention et séquestration illégales, tentative d'assassinat et crimes contre l'humanité, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris.

Lorsqu'ils avaient été renvoyés en France, le 3 janvier dernier, Ali-Auguste, Bayazid-Jacques et Midhat-René avaient affirmé n'avoir jamais connu les raisons de leur arrestation,

le 8 juillet 1973, pas plus que celles de leur détention dans des lieux non répertoriés par le ministère de la justice marocain, comme le bague de Tazmamart, où ils ont passé dix ans. Les autorités marocaines, après avoir nié détenir les trois frères, ont refusé d'apporter des éclaircissements convaincants sur les motifs de cette incarcération.

Dans la plainte qu'il a déposée, M. Mouad Oussedik, conseil d'Ali-Auguste et de Bayazid-Jacques, cite le nom de leurs geôliers successifs et estime que « les plus hautes autorités marocaines n'ont pu que participer à ce crime, avec des complicités de toute nature dans tout le pays (...) ».

S'agit bien d'une politique gouvernementale d'extermination, de déportation ou de persécution, inspirée par des motifs politiques. Les témoignages sur les disparitions au Maroc, notamment au camp de Tazmamart, démontrent, selon M. Oussedik, que « tout individu qui dérange, pour une raison ou pour une autre, les autorités marocaines peut disparaître et faire l'objet d'actes de barbarie, comme les plaignants ».

M. Thierry Lévy, qui représente les intérêts de M. Midhat-René Bourequat, devait déposer une plainte analogue dans les prochains jours.

AGATHE LOGEART

## EN BREF

■ M. Roland Dumas en visite au Maroc. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était attendu, mercredi 26 février, à Rabat, pour une visite de trente-six heures, au cours de laquelle il devait s'entretenir avec son homologue marocain, M. Abdelatif M. Dumas se rendra ensuite à Marrakech, où il sera reçu par le roi Hassan II. L'opposition marocaine, M. Abraham Serfaty, a qualifié cette visite de « choquante ». — (AFP)

■ MALI : élection de onze députés. — Onze députés, sur les 129 du futur Parlement, ont été élus, à l'issue du premier tour des élections législatives, dimanche 23 février. Parmi ces élus figurent sept candidats de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA) et deux du Parti pour la démocratie et le progrès (PDP). — (Reuters)

■ RWANDA : arrestation d'un journaliste. — Le directeur du bimensuel Rwanda Rushya,

M. André Kameya, membre du Parti libéral (opposition), a été arrêté, lundi 24 février, à Kigali, et inculpé d'« atteinte à la sûreté de l'Etat ». a-t-on appris mardi de source informée. Un autre journaliste, M. Thadée Nsengiyumye, directeur du bimensuel *Ikindi* et correspondant de l'agence Reuters, arrêté le 19 février pour « outrage au chef de l'Etat », avait été remis en liberté deux jours plus tard. — (AFP)

■ M. Herman Cohen en visite au Congo et au Zaïre. — Après une escale à N'Djamena, au Tchad, samedi 22 février, le secrétaire d'Etat américain adjoint aux affaires africaines, M. Herman Cohen, est arrivé mardi à Brazzaville, au Congo, pour une visite de trois jours. Il devrait se rendre jeudi à Kinshasa, au Zaïre, où il espère être reçu par le président Mobutu, indique-t-on de source informée. Selon M. Cohen, il faut « trouver une solution rapide » à la crise zaïroise, « avant qu'il n'y ait une grande catastrophe ». — (AFP)

■ La CEE financera un programme pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale. — Réunis pour une conférence informelle ( « San-José VIII ») de deux jours à Lisbonne, les ministres des affaires étrangères de la CEE et des pays d'Amérique centrale ont décidé, mardi 25 février, de lancer un programme de quatre ans prévoyant une assistance juridique et technique pour tout groupe victime de violation des droits de l'homme, par l'entremise d'un comité d'experts basé à San-José (Costa-Rica). Le budget annuel, fourni par la CEE, a été fixé à 2 millions de dollars. — (AFP, AP)

■ Communauté européenne : les contrôles aux frontières passibles de la Cour européenne de justice après 1993. — La Commission européenne de Bruxelles a précisé mardi 25 février qu'elle attaquerait en justice les pays de la Communauté européenne qui maintiendraient des contrôles réguliers aux frontières de la Communauté à

## DIPLOMATIE

## L'OTAN orpheline de la guerre froide

A Bruxelles, certains fonctionnaires de l'Alliance atlantique regrettent le bon vieux temps où « tout était simple »

BRUXELLES

de notre correspondant

Flottant devant l'immense quartier général de l'organisation, au bord de l'autoroute qui conduit à l'aéroport de Bruxelles, l'emblème de l'OTAN, plutôt abscons, est considéré par « une rose des vents suggérant la direction commune vers la paix prise par les seize pays membres de l'Alliance ».

A l'heure où l'ancien ennemi principal exprime l'espoir d'adhérer un jour à l'Alliance et où les capitales occidentales rivalisent de bonnes manières à l'égard de M. Boris Eltsine, la « rose des vents » paraît quelque peu déboussolée. Les ministres qui avaient inauguré en décembre le Conseil de coopération nord-atlantique avec leurs homologues venus de derrière l'ancien rideau de fer s'y retrouvent peut-être. Mais le fonctionnaire moyen, habitué naguère à la vigilance dans un monde bipolaire et simple, est de plus en plus perplexe quant à sa nouvelle mission.

Si l'on fouille encore les visiteurs à l'entrée de cet ensemble de bâtiments aussi peu engageants qu'un vulgaire casernement, c'est par routine, sans conviction. A force de voir défiler les délégations bulgares, albanaises ou moldaves, la capacité de suspicion s'érode. On n'arrête pas de parler détente et amitié des peuples dans les salles Manlio-Brosio, Joseph-Luns et autres responsables dont l'ombre tutélaire veille sur les anciens palabres de la guerre froide.

Des « partenaires de coopération »

A défaut de pouvoir être domicilié à côté des délégations permanentes (les ambassades des seize états dans l'enceinte de l'Alliance et dont les effectifs atteignent le millier de personnes), les « partenaires de coopération », comme on appelle maintenant les anciens « mécontents », veulent s'installer près de la salle de presse, celle où leurs envoyés spéciaux plantent les caméras de télévision pour parler en direct depuis ce qui fut si longtemps présenté comme le sanctuaire de l'imprévisibilité.

Il a fallu faire comprendre aux diplomates russes, polonais, hongrois et autres qu'ils devaient se contenter de leurs chancelleries dans la capitale belge. Mais ils ont toute faculté de donner rendez-vous à leurs délégations nationales dans le grand hall des visiteurs, avec sa banque, sa poste, sa librairie offrant pile-mêle magazines de l'Ouest-Européen et dernières éditions de *The Stars and Stripes*, le quotidien des forces américaines stationnées à l'étranger.

Il y a les officiels, ceux qui participent aux réunions du « Groupe de travail de haut niveau », organe opérationnel du Conseil de coopération. Il y a aussi les autres, ces quelque deux cent cinquante éditeurs, professeurs, parlementaires, dirigeants politiques qui ont défilé ici en 1991. Les officiels, on sait au moins ce qu'ils veulent : « des garanties de sécurité » plus ou moins cohérentes. « L'autre jour une délégation nous a demandé si on pouvait l'aider à constituer une garde nationale ». Les officiels sont plus difficiles à cerner. « Il y a des gens qui veulent se faire une

virginité. Ce sont souvent d'anciens agents de renseignement. Forcément, puisque ce sont eux qui consacrent le mieux la façon de s'y prendre avec l'Occident ».

Les consignes sont d'être aimable. Mais jusqu'où aller dans la transparence ? Ici, certains regrettent le bon vieux temps où l'on classait à tour de bras. Tout en haut du domaine préservé, bien au-dessus du vulgaire « top secret », il y avait le « nucléaire », que très peu de mortels ont eu entre les mains. Mais, aux échelons inférieurs, chaque rédacteur y allait de ses cachotteries. « La différence entre diffusion restreinte et confidentiel, c'était que l'un se retrouvait dans le journal le jour même et que, pour l'autre, il fallait attendre le lendemain », avoue plaisamment un responsable.

Des invitations mais pas d'argent

Naguère, tout était simple. Environ mille eux aussi, les fonctionnaires du secrétariat général redoutaient surtout les fuites imputables aux seuls deux ans, soumis à un changement sur sa famille demeurée à l'Est, le chiffré de la délégation allemande balançait tout aux agents de Berlin ! Maintenant, il faut se méfier de pièges autrement plus subtils.

Même quand il n'y a pas de secret à préserver, il faut ne pas se laisser entraîner dans des entreprises intempestives. « Nos nouveaux amis de l'Est invitent à tour de bras. Le problème c'est qu'ils

n'ont pas un sou pour vous prendre en charge à l'arrivée. » Les questions d'argent ne sont pas évoquées dans les discours ministériels. Mais certains ambassadeurs et le personnel de l'OTAN les ont bien présentes à l'esprit.

Qui va payer la politique de « liaison » et de coopération voulue par les Américains, les Allemands et les hiérarches du secrétariat général pour garder sa raison d'être à l'Alliance ? Fournie essentiellement par le ministère des affaires étrangères, la contribution de la France est relativement modeste. Avec 17 % du budget total de l'organisation, elle arrive cependant en troisième position, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni, mais devant l'Allemagne (15,5 %), en vertu d'un partage établi en 1949.

Aux échelons supérieurs de la hiérarchie du secrétariat général, tout comme chez les polytechniciens des services spécialisés de la délégation française (ingénieurs civils de l'armement...), on est sûr de pouvoir se recaser si nécessaire. En dessous, certains se demandent si les mois d'ordre du jour suffisent à garantir l'emploi.

Pourtant, on se pose des questions sur les nouvelles orientations. « Personnellement, confie un chef de service, j'aurais préféré que notre reconversion se fasse à un autre niveau, celui de l'articulation entre les forces américaines et celles que l'Europe constituera un jour. » Mais il est sans illusions : on installe une cabine pour la traduction simultanée en russe dans la grande salle du conseil...

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La visite de M. Manfred Woerner à Moscou

## Assaut de bonnes intentions...

MOSCOU

de notre correspondant

« Partenariat » et « coopération » au service de la construction d'une « nouvelle communauté euro-atlantique » : la visite à Moscou du secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, a été marquée par une série de déclarations de bonnes intentions, les deux parties affichant ostensiblement leur satisfaction. La nature exacte de cette future « communauté euro-atlantique » n'apparaît pas pour autant encore très clairement, mais il est dès à présent acquis que la Russie et toutes les autres ex-Républiques soviétiques participeront le 10 mars prochain à la réunion du Conseil de coopération de l'Atlantique nord.

Il n'est en tout cas officiellement plus question d'une demande d'adhésion pure et simple de la Russie à l'OTAN, comme M. Boris Eltsine en avait manifesté l'intention en décembre dernier dans une lettre adressée à ce même Conseil de coopération, et qui avait été assez fraîchement accueillie. Cette initiative avait d'ailleurs été entourée d'une certaine confusion : une première version indiquait que la Russie « posait aujourd'hui la question de son adhésion à l'OTAN, mais était prête à la considérer comme un but à long terme », mais les dirigeants russes précisèrent peu après qu'une négociation avait été inopportunistement « omise par une dactylo » et qu'il fallait lire, en fait : « La Russie ne pose pas aujourd'hui la question de son adhésion, mais elle y réfléchit ».

Cette fois, le ministre russe des affaires étrangères Andreï Kozhev a été un peu plus clair en expliquant à l'issue de ses conversations avec M. Woerner que ce qui importait à présent, ce n'était pas « des idées grandioses comme celle d'une adhésion rapide à l'OTAN, mais des mécanismes réels de coopération ». La secrétaire générale de l'OTAN a également eu un entretien avec M. Boris Eltsine, qu'il a commenté en termes hautement positifs : « Nous avons confiance dans la direction russe (...) J'ai confiance dans ce pays, dans ses énormes potentialités. » M. Woerner a bien entendu

également rencontré le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la CEI, et ce dernier a ensuite fait valoir que l'OTAN souhaitait un renforcement de cette communauté.

Le maréchal et le patriarche

Mais M. Woerner lui-même s'est bien gardé de trop s'avancer sur ce terrain, et il a évité de critiquer le processus, désormais irréversible, de constitution d'armées propres par les Etats membres de la CEI. « Nous ne les considérons pas comme des ennemis, a-t-il en particulier déclaré (...). Cela ne concerne pas l'OTAN, nous respectons leurs décisions quelles qu'elles soient. » Le secrétaire général de l'OTAN a également pris soin de ne pas paraître prendre parti dans les différends qui opposent l'Ukraine (où il s'était rendu avant de venir à Moscou) à la Russie ni même de vouloir jouer les médiateurs : ces deux Etats, a-t-il fait valoir, sont capables de régler leurs problèmes entre eux, s'ils en ont.

Il faudra en principe attendre le futur sommet de la CEI, annoncé pour le 20 mars à Kiev, pour voir plus clair sur des manières dont ces différends pourront être réglés, et d'une manière plus générale sur l'avenir « militaire » de cette communauté. Ce qui intéresse l'OTAN au premier chef est de voir les différents membres de la CEI s'accorder aussi vite que possible pour respecter les accords de désarmement conclus entre l'ex-URSS et les Occidentaux.

M. Woerner a par ailleurs profité de son séjour à Moscou pour rencontrer le patriarche Alexis — (ce fut même sa première visite) — auquel il a curieusement exposé ses préférences quant à l'avenir des Etats musulmans de la CEI. L'OTAN voudrait les voir s'orienter dans une direction laïque et pro-occidentale, c'est à dire pencher vers la Turquie plutôt que vers l'Iran. Le secrétaire d'Etat américain James Baker était récemment allé porter la même message sur place, à l'occasion d'une tournée en Asie centrale ex-soviétique.

JAN KRAUZE

JAN KRAUZE



## BIENVENUE DANS LA REALITE FANTASTIQUE.



26 FÉVRIER 1992, PREMIERE ÉTAPE DU PROGRAMME ALPHA.  
DIGITAL INVENTE LE PROCESSEUR 64 BITS RISC LE PLUS PUISSANT DU MONDE.



Un processeur 64 bits, cadencé à 200 mégahertz et qui permet de traiter 400 millions d'instructions par seconde; c'est fantastique. Une architecture révolutionnaire qui rassemble sur 1 cm<sup>2</sup> 1 million 680 000 transistors. C'est pourtant bien réel. La possibilité, entre autres, de calculer la distance de la terre au soleil, au millimètre près. C'est impossible. L'ouverture de Digital qui, dès aujourd'hui, nous conduit à vendre sous licence cette technologie à l'ensemble des acteurs du marché informatique. C'est très réel. Le programme Alpha, c'est aussi cela "The Open Advantage"... il respecte le présent et ouvre sur l'avenir. C'est réel. **digital**™

jadis par  
on tourna  
adaptation  
Phare du  
les Verne,  
r effraction  
anète.  
était ici, on  
iclysmes de  
rodés par la  
teurs locaux  
fantastiques  
», « l'aigle »,  
même morte »  
l'inspiration  
pierres de la  
e Barcelone,  
ue morpholo-  
i dur qui est,  
Dali, celle du  
rien ». Il n'en  
teune preuve.  
conserver telle

re ce double  
çoit d'ailleurs  
œuvres de Dali  
du meuble-ali-  
il fait de Cada-  
montagne magi-  
il ces quelques  
tout à la fois si  
ges, si proches et  
réalité, rassera-  
ous les possibles

les cartes qui pré-  
s comme relié par  
u continent : mal-  
tes, c'est bien une  
aginaire.

tre envoyé spécial  
Patrice Bollon

is offrir  
n plus.



Una pasión por la vida.

0.19.92 - Minicel : 3615 España.



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : à l'approche des élections parlementaires

## Le regain de l'indépendantisme écossais embarrasse les conservateurs

La question de l'indépendance de l'Ecosse est devenue un sujet important du débat politique en Grande-Bretagne. Le premier ministre, M. John Major, s'est prononcé pour le maintien de l'union avec l'Angleterre, tout en soulignant que cette union ne peut être maintenue sans l'accord des Ecosseis, et en promettant de dresser le bilan de la situation après les élections parlementaires.

LONDRES

de notre correspondant

En visite en Ecosse, M. Major s'est livré le week-end dernier à Glasgow à un plaidoyer passionné en faveur du maintien d'un statut institutionnel qui, selon lui, a apporté « trois cents ans de succès » à l'Ecosse comme à l'ensemble du Royaume-Uni. C'est pourquoi il a appelé les Ecosseis à éviter une « rupture historique ». Se plaçant dans la perspective des prochaines élections législatives, M. Major a souligné que le choix était entre l'union et la séparation : la décentralisation administrative - prônée par le Parti travailliste - conduirait inévitablement, a-t-il affirmé, à l'indépendance. Par ce voyage dans le nord de la Grande-Bretagne, M. Major a voulu souligner les choix du Parti conservateur, au moment où la question écossaise est devenue l'un des thèmes importants du débat politique.

En soutenant que le « tigre » de l'autonomie administrative de l'Ecosse, lâché par le Labour, doit être « mis en cage » avant que l'union du Royaume-Uni ne soit elle-même « consumée », M. Major a mis un terme - du moins officiellement - au débat interne, au sein de son propre parti, sur une question politiquement délicate.

Le premier ministre n'a, toutefois, pas totalement scellé l'avenir : il a assuré qu'« aucune nation ne peut être maintenue dans une union contre son gré » et a promis de

« faire le bilan » de la situation après les élections parlementaires. Cependant, a-t-il prévenu, « une Ecosse solitaire signifie une Angleterre solitaire. Deux nations fibres. Divorcées. Marginalisées. Diminues. A la place de la Grande-Bretagne, une petite Ecosse et une moindre union, chacune tenant, et ne réussissant pas toujours, à être entendue ».

## Des concessions aux nationalistes

Cette mise au point, qui va de soi s'agissant du premier ministre britannique - les possibilités de « dérapage » indépendantiste sont déjà suffisamment graves avec l'Irlande du Nord - n'est pas exempte de risques politiques pour celui qui est aussi le chef du Parti conservateur. Replacés en troisième position sur l'échiquier politique de l'Ecosse, les conservateurs ne disposent plus que de neuf sièges, sur soixante-douze parlementaires écossais à Westminster. Forts de 24 % d'opinions favorables en 1987, ils en ont probablement moins de 18 % aujourd'hui. La question de l'indépendance de l'Ecosse est passée au premier rang des préoccupations électorales, ces dernières semaines, avec la publication d'un sondage de l'institut ICM pour le journal *The Scotsman* : selon celui-ci, 30 % des Ecosseis sont favorables à l'indépendance, un pourcentage jamais atteint dans le passé. Mais un autre sondage, réalisé par l'institut NOP pour *The Independent*, montre que 30 % seulement des Ecosseis veulent l'indépendance, 46 % se prononçant pour une large décentralisation administrative (le Parlement écossais acquiesçant notamment des pouvoirs budgétaires), et 18 % des personnes interrogées se prononçant pour le maintien du statu quo.

Quelle que soit l'ampleur du mouvement indépendantiste, le prochain gouvernement devra accorder des concessions au nationalisme écossais. En faisant de celui-ci un cheval de bataille électoral, le Parti travailliste joue peut-

être avec le feu : s'agissant de l'unité du Royaume-Uni tout d'abord, s'agissant de son propre avenir politique ensuite. Pour obtenir une majorité à la Chambre des communes, le Labour aura absolument besoin de ses représentants d'Ecosse. Si le Parlement d'Edimbourg acquiesce à une large autonomie, celle-ci risque de mener vers l'indépendance. Dans ce cas, la présence de députés écossais au Parlement de Westminster ne se justifierait plus. Or, sans leur soutien, un éventuel gouvernement travailliste deviendrait minoritaire.

LAURENT ZECCHINI

ALLEMAGNE : un journaliste de *Bild* soupçonné d'être un ancien de la Stasi. - Le chef de l'édition régionale de Hambourg du quotidien allemand *Bild*, soupçonné d'avoir travaillé pour la Stasi, police secrète de l'ex-RDA, a été interpellé et écroué à Karlsruhe, mardi 25 février. Selon le quotidien berlinois *Super*, M. Holger Oehrens aurait fourni des informations aux services secrets de l'ex-RDA sur le groupe de presse Springer, pendant les deux années précédant la chute du mur de Berlin. Le rédacteur en chef de *Bild*, M. Hans-Hermann Tiedje, a déclaré que la culpabilité du journaliste « n'était en aucune manière prouvée et que même si ces soupçons devaient se vérifier, il ne voyait pas quelles informations il aurait pu communiquer à la Stasi ». - (AFP, Reuters)

ALLEMAGNE : cinq personnes écrouées pour ventes illégales de matériel militaire à l'Irak. - Cinq dirigeants d'entreprises ont été écroués, mardi 25 février, à Bielefeld, en Rhénanie-du-Nord, dans le cadre de deux enquêtes sur des ventes illégales à l'Irak de machines-outils destinées à la fabrication d'armes. La justice allemande a ouvert de nombreuses

informations judiciaires contre des sociétés soupçonnées d'avoir illégalement aidé Bagdad à se doter d'armements. - (AFP)

ESPAGNE : attentat et arrestations de collaborateurs présumés de l'ETA. - Un garde civil a été assassiné d'une balle dans la tête, alors qu'il se dirigeait à pied vers son domicile, mardi 25 février, à Getxo (province basque de Biscaye). Les autorités attribuent l'attentat à l'organisation indépendantiste basque ETA. Quelques heures auparavant, cinq collaborateurs présumés de l'ETA avaient été arrêtés par la garde civile à Barakaldo, dans la même province. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : nouveau numéro deux pour le système judiciaire. - Lord Taylor, soixante et un ans, a été nommé par le premier ministre, M. John Major, mardi 25 février, président de la chambre criminelle de la Cour d'appel en remplacement de Lord Lane, soixante-trois ans. Ce dernier avait démissionné de son poste, le deuxième du pays dans la hiérarchie judiciaire. Une succession d'erreurs judiciaires avait sus-

BELGIQUE : après trois mois de tractations

## L'«informateur» du roi s'oriente vers la constitution d'un gouvernement de centre gauche

Trois mois après les élections législatives du 24 novembre 1991, la Belgique semble s'acheminer vers la formation d'un gouvernement de centre gauche rassemblant socialistes et sociaux-chrétiens, flamands et francophones. Les négociations, qui ont commencé mardi 25 février, devaient durer jusqu'à la fin de la semaine. Passant du statut d'«informateur» du roi à celui de «négociateur», M. Jean-Luc Dehaene,

vice-premier ministre chargé des réformes institutionnelles et des transports dans le gouvernement sortant, avait annoncé, dimanche, qu'avec le feu vert de ces quatre partis il espérait mettre en place une équipe réduite à une quinzaine de personnes pour l'accomplissement d'un programme limité. On ignore encore si le «négociateur» deviendra la «formateur», c'est-à-dire le futur premier ministre choisi par le roi.

BRUXELLES

de notre correspondant

Généralment, les discussions préalables à la constitution d'un gouvernement durent longtemps en Belgique, parce que l'usage est de s'entendre sur un programme s'étalant

sur la totalité de la législature, en évitant autant que possible les remaniements ministériels. Mais l'impression dominante, depuis le scrutin de novembre, a été qu'il s'agissait surtout de faire la démonstration par l'absurde que les nouvelles combinaisons politiques auxquelles cer-

tains songaient étaient impossibles. Deux libéraux flamands, MM. Frans Groenjans et Guy Verhofstadt, et un social-chrétien francophone, M. Melchior Wathelet - dans le cas de M. Wathelet, le premier ministre aurait cessé d'être flamand, ce qui aurait constitué une nouveauté - ont dû abandonner l'espoir de former une coalition différente de la précédente. On en revient au cas de figure d'avant les élections, sans les libéraux, dans l'opposition pendant toute la législature antérieure, et sans les nationalistes flamands de la Volksunie, qui avaient quitté le gouvernement de M. Wilfried Martens, le 29 septembre 1991.

GRÈCE : dix-huit policiers blessés, dont trois grièvement, dans un attentat à la bombe. - Dix-huit policiers ont été blessés, dont trois grièvement, mercredi 26 février à Athènes, dans un attentat à la bombe contre un car de police transportant dix-neuf policiers anti-émeutes. Le groupe terroriste d'extrême gauche 17-Novembre, responsable de nombreux attentats à la bombe et à la roquette antichar, est soupçonné d'être l'auteur de cet attentat. - (AFP, Reuters)

PORTUGAL : grève et manifestations de lycéens. - Plusieurs milliers de lycéens et enseignants ont manifesté et observé une journée de grève, mardi 25 février, dans les principales villes du Portugal, pour protester contre l'examen de fin d'études secondaires qui permet d'accéder à l'université. Les lycéens jugent ces épreuves trop difficiles et inadéquates au niveau de leurs connaissances. Le ministre de l'éducation, M. Diamantino Durao, avait reconnu, lundi, des insuffisances dans l'élaboration des épreuves. - (AFP)

M. Dehaene renonce donc à une coalition soutenue par une majorité des deux tiers au Parlement, nécessaire pour la poursuite des réformes constitutionnelles. Quand ces questions reviendront à l'ordre du jour, un consensus spécial sera recherché. Faute de l'obtenir, le gouvernement pourrait donner sa démission. Dans l'immédiat, il s'agit de réaliser un «programme urgent et prioritaire» : mesures budgétaires, loi renforçant la sécurité des citoyens dans les villes, approbation de l'accord Sade-Air France (le Monde daté 23-24 février), etc.

Chacun des quatre partis de la future majorité a essayé de faire valoir ses vues propres avant de se résigner à ce «gouvernement de crise», qui reste à former selon «une approche non classique», a dit M. Dehaene. Il commençait à être temps pour ces partis traditionnels : en cas de nouvelles élections consécutives à un blocage prolongé, un sondage donnait les écologistes principaux bénéficiaires du vote protestataire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## ASIE

## Chine : «Léninisme de marché»

Suite de la première page

Cet article apparaît en complète contradiction avec ce qu'écrivait le quotidien du Parti communiste chinois depuis ce tragique mois de juin 1989 où le régime avait failli s'effondrer.

Même les dirigeants les plus réformateurs, comme feu Hu Yaobang ou le secrétaire général déchu du PCC Zhao Ziyang, préféraient user d'euphémismes tels que «l'économie de consommation» ou les «mécanismes de marché», pour désigner ce qui émergeait en Chine : un capitalisme inédit, l'article du *Quotidien du peuple*, visiblement inspiré en très haut lieu, est venu couronner une série d'appels de dirigeants proches de M. Deng et de commentaires dans la presse officielle destinés à relancer la réforme économique et l'ouverture sur le monde réel, par opposition à l'attitude défensive adoptée depuis 1989.

Cette contre-attaque des réformistes a été renforcée par la tournée spectaculaire de M. Deng, peu avant le nouvel an lunaire, dans les zones côtières semi-capitalistes. L'appareil est ainsi appelé à se montrer «plus innovateur», à «explorer bravement», à «expérimenter ce qui ne l'a pas encore été», de manière que, désormais, les réformes soient non plus «approfondies», comme on le disait depuis deux ans, mais «accélérées».

Cette offensive a été surnommée, peut-être par M. Deng, la «nouvelle expédition du Nord», par allusion à celle ordonnée par Sun Yat-sen, au début des années 1920, pour réunifier la Chine à partir de Canton. Ce parallèle reflète, dans une bonne mesure, la réalité de ce qui se cache derrière ces appels tonitruants à reprendre le programme de réformes amorcé en 1978.

M. Deng, du haut de ses quatre-vingt-sept ans, est reparti en guerre contre les conservateurs tenants d'une orthodoxie économique discréditée. Ses objectifs : la prochaine session du Parlement, convoquée

pour le 20 mars, et, surtout, la passation des pouvoirs au quatorzième congrès du PCC, à l'automne. Mais pas plus que Sun Yat-sen il y a soixante-dix ans, M. Deng n'a encore repris la haute main sur l'ensemble de la direction, il s'en faut.

Il a choisi, pour sa reconquête, le seul terrain sur lequel personne ne peut rien lui reprocher, l'économie, et retourné à son avantage les déboires de l'économie planifiée dans ce qui fut le monde soviétique. Non sans malice, le *Quotidien du peuple* a souligné, dans un éditorial faisant suite à sa déclaration pro-capitaliste, que si l'on compare l'état actuel de la Chine avec celui «d'autres pays», sous-entendu les ruines de l'URSS, on ne pouvait douter de la justesse des orientations adoptées par Pékin voici quatre ans. Raison déterminante, ajoutait le journal, pour continuer «dans la voie socialiste», c'est-à-dire dans un certain mensonge officiel que dément quotidiennement la réalité.

## Pas de dérapage politique

Devant la bourrasque, le porte-parole de la victoire, M. Li Peng, chef d'un gouvernement qui prônait depuis deux ans la prudence, s'est incliné. Il s'est à son tour découvert une passion pour les zones économiques spéciales, annonçant, au cours d'une visite à Shenzhen, près de Hongkong, que le gouvernement y reprendrait ses investissements d'infrastructure. M. Li n'avait pas le choix : le patriarcat avait séchement indiqué, lors de son passage au même endroit en janvier, que quiconque s'opposerait à ses plans serait puni et simplement remercié.

Rien n'est pourtant gagné, et M. Deng le sait. D'une part, au plan économique, les appels à la relance de la réforme ne sont, dans une large mesure, que cela : les mesures annoncées pour tenter de rentabiliser les entreprises d'Etat



déficitaires évitent soigneusement de toucher à l'emploi, préférant le regroupement de firmes complémentaires à des faillites pures et simples. L'abandon du double système des prix des matières premières, source de désorganisation du marché, ne progresse que lentement. La privatisation du logement avance dans certaines zones «ouvertes», mais se heurte aux réticences des citadins là où le problème est le plus aigu, les grandes villes.

Dans ce contexte, d'autre part, les procès politiques dont on vient d'apprendre la tenue (le Monde du 26 février) servent de signal à l'intention des milieux libéraux qui seraient tentés d'interpréter les appels à «libéraliser la pensée» dans un sens plus large que le strict domaine économique. Pas question de laisser le pays dériver à nouveau comme avant 1989 vers la censure politique. Les images quotidiennes aux informations télévisées de la police s'entraînent à la répression d'émeutes potentielles le soulignent avec éloquence.

Les révélations, largement reprises par la presse chinoise, de l'hebdomadaire américain *Time* sur le pacte secret entre M. Reagan et le pape, en 1981, pour aider Solidarité, sont venues à point nommé

flatter un nerf extrêmement sensible chez M. Deng : sa terreur d'un mouvement organisé clandestin à la polonoise. Les rapports de la police politique, dont des extraits sont régulièrement l'objet de fuites vers la presse de Hongkong, ne peuvent que conforter le patriarcat dans sa crainte à ce sujet : le «KGB» chinois y fait état de manière croissante du démantèlement d'embryons de groupes souterrains, réels ou fictifs, décidés à agir contre le pouvoir, que ce soit dans les provinces purement chinoises ou dans les marches peuplées d'éthnies non han.

A terme pourtant, la contradiction sempiternelle de ce «léninisme de marché» - ouverture économique et rigidité politique - que M. Deng propose, réapparaîtra, symbolisée par le sort, toujours dans la balance, de M. Zhao Ziyang, «lâché» par son mentor en 1989. Le gouvernement dément que l'enquête sur ses «fautes libérales-bourgeoises» ait été abandonnée. Des bruits recommencent cependant à circuler sur son éventuel retour à un poste honorifique. L'intéressé aurait refusé certaines propositions. Pas plus en Chine qu'ailleurs, il n'y a de fumée sans feu.

FRANCIS DERON

TAÏWAN

## Le gouvernement reconnaît la responsabilité de Tchiang Kai-chek dans la sanglante répression du 28 février 1947

Le 28 février 1947, l'armée nationaliste chinoise du généralissime Tchiang Kai-chek se livrait au massacre systématique des élites de Taïwan à l'issue d'émeutes contre la répression et la corruption du régime. Le bilan du drame, dont Tchiang avait fait porter la responsabilité aux communistes, fut estimé par les autonomistes taïwanais à une dizaine de milliers de morts. Le massacre du «2-28», comme il fut appelé, a profondément marqué les Taïwanais de souche et a été à l'origine du mouvement indépendantiste dans l'île.

Longtemps tabou, ce drame avait été comme oublié de l'histoire par la censure et la propagande. Avec le processus de démocratisation qui se poursuit depuis

six ans, le débat sur l'histoire de Taïwan et sur le «2-28» a rebondi. A la veille du quarante-cinquième anniversaire de celui-ci, le gouvernement de Taipei vient de rendre public un rapport officiel qui, pour la première fois, reconnaît sa responsabilité. Sans aller jusqu'à écrire que les ordres furent donnés par Tchiang et par son préconisateur l'île, le général Chen I, ce texte critique le généralissime pour n'avoir pas sanctionné les coupables. Il fait même état d'un bilan sensiblement plus lourd, allant jusqu'à 28 000 victimes.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué que le gouvernement envisageait même de présenter ses excuses et d'indemniser les familles des victimes.

BANGLADESH : afflux massif de réfugiés musulmans birmanais. - L'afflux constant de réfugiés birmanais épuise les maigres ressources du Bangladesh, a déclaré, mardi 25 février, le ministre bangladais des affaires étrangères, Dacca estime à 30 000 le nombre de musulmans Rohingyas de l'Arakan, Etat de Birmanie occidentale, réfugiés au Bangladesh pour échapper à la répression militaire. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a approuvé dimanche dernier une aide d'urgence de 1,9 million de dollars pour venir en aide à ces réfugiés. - (Reuters)

CORÉE DU NORD : ouverture en juin des sites nucléaires. - La Corée du Nord devrait ratifier d'ici à avril l'accord signé en janvier avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et ouvrir avant le mois de juin ses sites nucléaires à l'inspection internationale, a déclaré, mardi 25 février, un responsable du ministère des

affaires étrangères. Ce dernier a en outre voulu rassurer l'opinion internationale en indiquant que son pays ne disposait pas de l'arme nucléaire et qu'il n'avait pas l'intention de s'en doter, contrairement à ce qu'affirment certains milieux officiels américains et sud-coréens. - (Reuters)

Escalade à Paris du ministre des affaires étrangères d'Indonésie. - M. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères, a effectué, mardi 25 février, une brève escale à Paris dans le cadre de la tournée qu'il effectue en Europe et en Amérique du Nord pour expliquer la politique de son pays à Timor-Orientale, où l'armée indonésienne avait massacré, le 12 novembre dernier, des dizaines de civils. A cette occasion, M. Alatas s'est entretenu avec M. Roland Dumas, avec lequel il a également évoqué la question du Cambodge, la France étant, avec l'Indonésie, coprésidente de la Conférence de Paris sur le Cambodge.



## EUROPE

### Le conflit du Haut-Karabakh

#### M. Bernard Kouchner a obtenu un accord de principe pour une assistance humanitaire

Après la mission « d'enquête » de la CSCE sur le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie autour du Haut-Karabakh, et celle, « humanitaire », de M. Kouchner, le ministre français des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a engagé, mardi 25 février à Bakou, une tentative de médiation qui doit le conduire aussi à Erevan.

Les vols d'hélicoptères ayant été rendus impossibles par d'abondantes chutes de neige, M. Bernard Kouchner n'a pu se rendre en début de semaine, comme il l'avait souhaité, au Haut-Karabakh pour tenter d'ouvrir des corridors humanitaires destinés à venir en aide aux victimes des combats. Toutefois, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire - qui a signé, à Bakou puis à Erevan, les documents instituant des relations diplomatiques entre la France, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, a obtenu l'accord de principe des

autorités azérides et arméniennes pour mettre en place un dispositif d'assistance.

Sur le terrain, compte tenu des conditions climatiques et surtout de l'intensification des combats, l'opération promet d'être ardue. L'objectif de M. Kouchner étant de venir en aide aux victimes des deux camps, les camions chargés de distribuer l'assistance alimentaire et médicale devront arriver jusqu'aux villages tenus soit par les milices arméniennes, soit par les forces azérides. L'imbriication des populations et la situation mouvante sur le plan militaire rendent ces missions très périlleuses. M. Bernard Kouchner a promis de revenir le plus rapidement possible dans la région, avec des équipes de Médecins du monde et de Pharmaciens sans frontières, pour tenter d'apporter cette aide mais aussi d'établir un début de dialogue entre les combattants.

J.-A. F.

■ **LITUANIE** : les troupes soviétiques ont évacué leur base. - Les anciennes troupes soviétiques, passées sous juridiction russe en janvier dernier, ont évacué, mardi 25 février, leur base de Lituanie par le déchargement d'une base anti-aérienne à Mityushina, à 15 kilomètres de Vilnius, dont la centaine de soldats et d'officiers doivent franchir la frontière dans les prochains jours, avec armes et bagages, sans connaître encore leur destination finale. - (AFP)

■ **POLOGNE** : la France s'oppose à une des dispositions de l'accord commercial avec la CEE. - Après des protestations françaises, les ministres de la CEE chargés du marché intérieur ont reporté, mardi 25 février, l'adoption d'un accord commercial avec la Pologne. L'une des concessions commerciales prévoit la possibilité pour la CEE d'exporter sans droits de douanes 30 000 voitures en Pologne. Varsovie a réservé ce

quota à parts égales à trois constructeurs automobiles : Fiat, Volkswagen et General Motors Europe (Opel). La France a jugé cette disposition discriminatoire et a reçu le soutien de ses partenaires de la CEE et de la Commission européenne. - (AFP)

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : l'ex-dissident Jan Kavan blanchi par le ministre de l'intérieur. - Le ministre tchèque de l'intérieur a blanchi, mardi 25 février, le député et ex-dissident Jan Kavan qu'il avait accusé publiquement il y a un an d'être un agent de l'ancienne police politique, la StB, à l'indignité de l'agence CSK. Le ministre fédéral de l'intérieur a certifié au signataire de la Charte 77 qu'il n'était pas enregistré dans les dossiers de la StB « sous quelque forme que ce soit ». Le nom de M. Kavan figurait sur une liste de dix-sept députés accusés par une commission d'enquête parlementaire d'avoir appartenu à la StB. - (AFP)

### En visite en Turquie

#### Le chef kurde Massoud Barzani dénonce les « méthodes terroristes » du PKK

ISTANBUL  
de notre correspondant

M. Massoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) n'avait pas quitté sa région depuis 1989. Sa visite de cinq jours en Turquie, qui a pris fin lundi 24 février, a été la première étape d'une tournée qui l'amènera à Londres, Paris, Bonn, et peut-être Washington, pour tenter de ranimer la flamme vacillante du soutien accordé par les pays occidentaux aux Kurdes irakiens.

« La tragédie des Kurdes n'est pas terminée », a déclaré Hoshyar Zebari, représentant du PDK. Si les pays occidentaux, qui avaient contribué à nous sauver lors de la catastrophe de l'année dernière ne prennent pas une position de soutien plus active, tout ce que nous avons accompli sera annulé. Malgré la réduction de la force internationale basée en Turquie, qui ne comporte plus que quarante-huit avions, les Kurdes sont convaincus que sa présence a un effet dissuasif crucial et ont tenté de convaincre le gouvernement turc de la nécessité de renouveler son mandat au-delà de la date limite fixée au 28 juin 1992.

M. Barzani espérait également obtenir l'assistance logistique de la Turquie pour pallier la pénurie de nourriture et de carburant causée par l'embargo imposé par Bagdad sur toute la région du Kurdistan irakien. Mais le problème de la sécurité le long de la frontière irakienne, fréquemment infiltrée par les combattants kurdes du PKK, a dominé ses entretiens avec les autorités turques. « Nous condamnons le terrorisme », a déclaré M. Barzani, nous n'approuvons pas les méthodes et les tactiques du PKK et nous n'avons aucune relation avec une telle organisation. »

M. Barzani a également expliqué à ses interlocuteurs turcs que les élections démocratiques qui auront lieu au Kurdistan irakien, le 3 avril prochain, n'ont pas pour but l'établissement d'un Etat indépendant, auquel la Turquie est catégoriquement opposée, ni même d'une administration indépendante des

autorités irakiennes. Selon un communiqué du PDK, le scrutin permettra de « donner une direction à l'administration civile, handicapée par le vide administratif et légal ».

Enfin, la délégation kurde a annoncé la réouverture de son bureau de représentation à Ankara, fermé en octobre dernier pour protester contre les bombardements de l'armée turque dans le nord de l'Irak.

NICOLE POPE

### CEI

#### L'Ukraine lance une contre-offensive sur la dette extérieure

L'Ukraine avait invité, mardi 25 février, ses partenaires de l'ex-URSS à débattre du remboursement de la dette extérieure de l'Union. Toutes les Républiques ont dépeché des négociateurs à Kiev, à l'exception de la plus puissante d'entre elles, la Russie. Au terme de la rencontre, les dirigeants ont proposé que la Vneshekonbank (VEB), l'ancienne banque soviétique du commerce extérieur, soit placée sous le contrôle de la Russie, soit un nouvel organisme interétatique chargé de la gestion de la dette, pouvant être basé à Minsk (Biélorussie).

La VEB, unique organisme autorisé à mener des opérations financières avec l'étranger jusqu'à l'ef-

fondement de l'ex-URSS, a été chargée en novembre par le groupe des sept principaux pays occidentaux (G7) de coordonner le remboursement de la dette extérieure des Républiques. Sur la question de la dette, l'Ukraine a défini depuis plusieurs mois sa position. Elle accepte d'assurer la partie des remboursements qui lui reviennent (soit 15 milliards de dollars sur 80 milliards environ) mais refuse de souscrire à l'engagement commun de toutes les Républiques sur les remboursements réclamés par les Sept. Cependant, elle a proposé mardi de s'engager sur le paiement des sommes dues par les autres Républiques ayant refusé de signer l'accord avec les Sept (Moldavie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan). De plus, au cours d'une conversation téléphonique avec M. François Mitterrand, le président de la République ukrainienne, M. Leonid Kravtchouk, a affirmé mardi qu'il accepterait l'engagement commun en cas de création du nouvel organisme interrpublicain.

F. L.

#### Fin du pont aérien d'assistance alimentaire

#### « La façon la moins efficace d'aider »

selon la Banque mondiale

L'aide alimentaire, notamment le « pont aérien » vers les pays de l'ex-URSS qui s'achevait mercredi 26 février, représente la façon la moins efficace d'aider les populations de ces Républiques, a estimé mardi à Washington un responsable de la Banque mondiale.

« Le moins efficace, c'est le spectacle auquel nous avons assisté ces dernières semaines, d'un pont aérien destiné à humilier en créant des images d'Ethiopie », a déclaré M. Lawrence H. Summers, vice-président de la Banque devant un groupe d'économistes américains. Selon lui, une assistance médicale aurait été plus utile, et la bonne stratégie aurait été de laisser les prix augmenter, fournir les marchés libres en nourriture, puis utiliser le fruit des ventes pour l'aide aux personnes en difficulté.

Soixante-cinq appareils américains ont acheminé, dans le cadre de l'opération « Provide Hope » lancée le 10 février, quelque 2 500 tonnes de vivres et médicaments vers vingt-trois villes de onze Républiques de l'ex-URSS, dont une partie a été vendue à des prix « moyens », fixés par les autorités locales. Le Pentagone a annoncé mardi que les Etats-Unis vont poursuivre leur aide à la CEI en acheminant, par voie de terre et de mer, plus de 15 000 tonnes de surplus militaires, alimentaires et médicaux, entreposés en Europe occidentale. - (AFP, UPI)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

### A quelques jours du référendum

#### Brusque regain de tension en Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine, où doit se dérouler, samedi et dimanche prochains, un référendum sur l'indépendance de cette République, a connu, mardi 25 février, un brusque regain de tension tandis que le climat s'est encore alourdi sur les fronts de Croatie, où se multipliaient les incidents armés. Quinze personnes, a-t-on appris à Sarajevo, ont été blessées lundi soir dans un attentat contre le centre culturel croate d'Odzak (nord de la Bosnie), dirigé par la Communauté démocratique croate (HDZ, principal parti croate de Bosnie-Herzégovine).

Une importante quantité d'explosifs avait été placée contre les murs extérieurs du centre culturel de la petite ville, où vivent 54 % de Croates, 21 % de Musulmans et 20 % de Serbes. Selon la radio croate, qui cite des responsables du centre culturel, cet attentat est lié aux préparatifs du prochain référendum sur l'indépendance.

En outre, un groupe de miliciens du Parti croate du droit (HSP, extrême droite) a tenté de bloquer deux camions transportant du matériel destiné à l'armée yougoslave, tandis qu'un médecin croate de Glamoc (sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine), le Dr Alojzije Kelava, a été assassiné

lundi par un volontaire serbe des milices armées de la Krajina, enclave serbe de Croatie limitrophe de cette République, a rapporté l'agence yougoslave Tanjug.

L'annonce d'un prochain déploiement de « casques bleus » n'a, en outre, pas produit l'apaisement escompté sur les fronts en Croatie, où Radio-Zagreb a fait état de plusieurs tirs d'artillerie de l'armée serbo-fédérale dans l'est de la République ainsi que dans la région de Sibenik, sur la côte adriatique. Ces bombardements ont fait six blessés mardi soir, selon la radio.

La Communauté européenne (CE) va relancer, au cours des prochains jours, ses efforts de paix avec, dès mercredi 26 février, des entretiens entre le président de la Conférence sur la Yougoslavie, Lord Carrington, et le président serbe Slobodan Milosevic, a annoncé mardi le secrétariat de la Conférence. Celle-ci, lancée en septembre 1990 à l'initiative des Douze, se réunira à nouveau en session plénière dans la semaine du 9 au 15 mars, selon le secrétariat. La dernière session, qui avait réuni les présidents des six Républiques ex-yougoslaves, s'est tenue le 9 janvier à Bruxelles. - (AFP)

jadis par on tourna adaptation Phare du des Verne, r effraction anée.

était ici, en aclysm de rodés par la heurs locaux fantastiques l'v, « l'aigle », yme morte » l'inspiration pierres de la e Barcelone, ue morpholo- u dur qui est, Dali, celle du « rien ». Il n'en jeune preuve, conserver telle

tre ce double reçoit d'ailleurs œuvres de Dali : du meuble-allii fait de Cadomontagne magis ces quelques tout à la fois si ges, si proches et réalité, rassem-ous les possibles

les cartes qui pré-s comme relié par u continent : mal-ces, c'est bien une aginaire.

tre envoyé spécial  
Patrice Bollon

### RUSSIE : en vingt-deux ans

#### Des milliers de tonnes de déchets nucléaires déversés en mer de Kara

Des milliers de tonnes de déchets nucléaires ont été secrètement déversés par les Soviétiques pendant vingt-deux ans, entre 1964 et 1988, au large de Mourmanak (nord-ouest de la Russie), en mer de Kara, a révélé, mardi 25 février, la chaîne de télévision britannique Channel 4.

Ces déchets menaçaient de contaminer les côtes de l'Europe du Nord. Un expert nucléaire russe, M. Andreï Zolotov, cité par Channel 4, affirme que ces déchets proviennent de sous-marins et de brise-glaces soviétiques à propulsion nucléaire. M. Zolotov affirme avoir découvert des documents confidentiels montrant que dix-sept mille conteneurs de déchets radioactifs ont été coulés autour de l'île de Novaya Zemla. Selon certains témoignages, les soldats soviétiques auraient même tiré au fusil sur les conteneurs radioactifs pour les tuer et les faire couler. - (AFP, Reuters)

### LE MONDE diplomatique

#### POUR MIEUX COMPRENDRE LES GRANDS BOULEVERSEMENTS MONDIAUX ABONNEZ-VOUS

TARIF	1 AN
FRANCE (y compris DOM-TOM)	190 F
ÉTUDIANTS	143 F

Je m'abonne au Monde diplomatique pour une durée d'un an (12 numéros)

MODE DE RÈGLEMENT (les virements ne sont pas acceptés)

☐ Chèque bancaire. ☐ Mandat

☐ Chèque postal

☐ Carte Bleue Visa n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

☐ Carte A.E. n° \_\_\_\_\_

expire fin \_\_\_\_\_ date et Signature : \_\_\_\_\_

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

Bulletin et règlement à retourner à : 201 DPN 01

Le Monde diplomatique - Service Abonnements  
1, place Hubert-Beuve-Méry - 94832 Ivry Cedex FRANCE

LA REUNION 3 890 F

ROME 890 F

VENISE 890 F

MONTREAL 1 990 F

NEW YORK 2 180 F

DAKAR 2 470 F

LES ANTILLES 2 600 F

PAPEETE 7 800 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.  
On ne vit que mille fois.

Et après le kaléidoscope grandiose des laves en fusion, rêver dans le jardin tropical d'un hôtel créole, ne vous coûtera pas plus cher que votre paire de rangers en iguane.\*

\* La Réunion avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 870 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

Nouvelles  
FRONTIÈRES

is offrir n plus.

ESPAÑA  
Une passion pour la vie.

3.19.92 - Mintel - 3615 Espagne.



# POLITIQUE

## Renouvellement partiel du Conseil constitutionnel

### M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir : codifier la bioéthique

Comme le prévoit la Constitution, le tiers des membres du Conseil constitutionnel a été renouvelé, mardi 26 février. Les neuf gardiens de la Constitution sont, en effet, nommés pour neuf ans sans possibilité d'être reconduits dans leurs fonctions, les nominations s'échelonnant par tiers tous les trois ans. Le président de la République a choisi M. Georges Abadie, un ancien préfet. Le président du Sénat a désigné M. Marcel Rudloff, un élu centriste alsacien aux compétences juridiques reconnues. Le président de l'Assemblée nationale a, pour la première fois, envoyé une femme siéger parmi les protecteurs des libertés individuelles : M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir, auteur remarqué d'un rapport sur la bioéthique. La première tâche du Conseil ainsi constitué sera d'examiner, à la demande du président de la République et conformément à l'article 54 de la Constitution, la conformité du traité de Maastricht avec celle-ci, afin que M. Mitterrand puisse décider sur quels points doit porter la modification constitutionnelle qu'il projette.

M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir, membre du Conseil constitutionnel, sera sans doute appelée à se prononcer bientôt sur la conformité à la Constitution du projet de loi sur l'éthique biomédicale inspiré du rapport de... M<sup>me</sup> Noëlle Lenoir, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Au-delà du symbole que représente l'entrée, pour la première fois depuis la création de cette instance, d'une femme chez les « sages », la nomination de M<sup>me</sup> Lenoir est un signe révélateur de la place décisive des questions d'éthique dans les débats de société d'aujourd'hui. C'est en effet moins la juriste spécialiste de droit public ou l'ancien directeur de cabinet des gardes des sceaux, MM. Pierre Arpaillange et Henri Nallet, qui a été désignée par le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, que l'auteur d'un rapport de quatre cent quinze pages, intitulé : « Aux frontières de la vie : pour une démarche française en matière d'éthique biomédicale ».

Cette mission d'information, qui lui avait été confiée en octobre 1990 par le premier ministre, M. Michel Rocard, « en accord avec le président de la République », a

abouti à la présentation en conseil des ministres, le 18 décembre dernier, des grandes lignes de plusieurs projets de loi relatifs au statut du corps humain et à la protection de l'intégrité de l'espèce humaine, à la procréation médicalement assistée, aux tests génétiques et aux dons d'organes.

M<sup>me</sup> Lenoir avait déjà été associée, en 1988, en qualité de membre du Conseil d'Etat, à la rédaction du rapport de M. Guy Braibant sur les conditions de passage de « l'éthique au droit ». Son travail et la traduction législative qui en a résulté – les projets de loi seront soumis au conseil des ministres du 25 mars et au Parlement à la session de printemps – mettent donc fin, en France, à des années d'hésitation et de prudence sur ces questions de bioéthique.

Durant les six mois de la durée de sa mission, M<sup>me</sup> Lenoir avait entendu de très nombreuses personnes, dont près d'une vingtaine en auditions publiques. Par sa modération et le respect des convictions de chacun, elle avait su se faire apprécier de la très grande majorité de ses interlocuteurs, en dépit des divergences qui oppo-

saient les hommes d'église aux médecins ou aux chercheurs. De cette expérience, M<sup>me</sup> Lenoir gardera sans doute un meilleur souvenir que de celle de directeur du cabinet, de novembre 1988 à octobre 1990, de deux gardes des sceaux, où son autorité et ses difficultés à admettre les pesanteurs administratives avaient écorché son crédit auprès de certains syndicats professionnels.

P. R.-D.

Née le 27 avril 1948, M<sup>me</sup> Lenoir est diplômée d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris. Maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1984, M<sup>me</sup> Lenoir a commencé sa carrière en qualité d'administrateur au Sénat, puis elle a dirigé, de 1982 à 1984, le service de la réglementation à la Commission nationale d'information et de libertés (CNIL). Rapporteur général du rapport Lévy sur le développement social des quartiers, M<sup>me</sup> Lenoir a été nommée, le 6 octobre 1988, à la direction du cabinet de M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, fonction qu'elle a continué d'assurer après son remplacement par M. Henri Nallet jusqu'en octobre 1990. Maître de Valmondois (Vallée d'Oise) depuis 1989, M<sup>me</sup> Lenoir est l'auteur d'un livre intitulé *La Transparence administrative*, publié en 1987.

### M. Marcel Rudloff : un avocat humaniste

La commission des lois du Sénat va perdre, avec le départ de M. Marcel Rudloff pour la Rue de Montpensier, l'un de ses meilleurs piliers. Au palais du Luxembourg, depuis son élection comme sénateur du Bas-Rhin en 1977, M. Marcel Rudloff a toujours considéré que son travail était de faire du droit plutôt que de la politique.

Travailleur jovial, donnant plus qu'à son tour du « Charles » et du « Michel » à ses « camarades » communiste et socialiste, MM. Lederman et Dreyfus-Schmidt, l'ancien bâtonnier de Strasbourg, né en 1923 dans la capitale alsacienne, s'est souvent refusé à contester a priori un projet de loi au prétexte qu'il ne convenait pas à ses propres amis.

En commission comme dans l'hémicycle, M. Rudloff, en bon démocrate-chrétien alsacien, s'est toujours montré soucieux de rapprocher les points de vue sans jamais rien remettre de son humanisme. Cette faculté ne le prédisposait pas aux joutes politiques, pour lesquelles il ne s'est guère pris de passion, et qui lui ont été souvent contraires.

Successor de M. Pierre Pflimlin en 1983 à la mairie de Strasbourg, place forte du centrisme réputée « impenable », M. Rudloff perdra l'hôtel de ville, à la surprise générale, en 1989, pour le plus grand profit de M<sup>me</sup> Catherine Trautmann. De même, président de la région Alsace depuis 1980, il venait, sous la pression du centriste Adrien Zeller, de céder sa place de chef de file dans le dépar-

tement du Bas-Rhin à M. Daniel Hoffel, président du groupe sénatorial centriste et président du conseil général.

Du fait du choix de M. Alain Pöcher, qui manifeste ainsi le désir de renouer avec les centristes du Sénat après sa réélection de 1989, à laquelle ils s'étaient opposés, M. Rudloff va retrouver au Conseil constitutionnel M. Robert Badinter qu'il a beaucoup pratiqué lorsque celui-ci était garde des sceaux, et envers lequel il a toujours manifesté, au grand dam de ses amis, la plus grande bienveillance.

G. P.

(Né le 15 mars 1923 à Strasbourg (Bas-Rhin), avocat, bâtonnier du barreau de Strasbourg de 1971 à 1973, M. Marcel Rudloff a été élu conseiller municipal de Strasbourg en 1964, puis adjoint au maire en 1971. Maire (CDS) de 1983 à 1989, il a été également conseiller général du canton de Strasbourg-IV de 1976 à 1988. Président du conseil régional en 1980, réélu en 1986, M. Rudloff avait été élu au Sénat en 1977 et réélu en 1984.)

M. Trahand remplacerait M. Rudloff au Sénat. M. Marcel Rudloff, sénateur centriste du Bas-Rhin, avait remplacé au Sénat par M. André Trahand, ancien maire (CDS) de Haguenau.

(Né le 21 février 1920 à Haguenau (Bas-Rhin), géographe-urbaniste, inspecteur principal de l'enseignement technique puis directeur d'études à l'IUT de Colmar (Haut-Rhin), M. André Trahand a été maire de Haguenau de 1971 à 1989, date à laquelle il ne s'était pas représenté. Il a également été conseiller général du canton de Haguenau de 1976 à 1984.)

### M. Georges Abadie : une carrière préfectorale

Le choix de M. François Mitterrand s'est porté sur un proche de M. Michel Charasse, doté d'une solide expérience d'administrateur territorial. M. Georges Abadie, né le 21 novembre 1924 à Tarbes (Hautes-Pyrénées), est licencié en lettres et en droit et diplômé du Centre des hautes études administratives.

Après avoir été professeur en 1945-1946, il devient directeur du cabinet du préfet de la Haute-Saône puis de ceux de la Vienne et de la Gironde. En 1954, il est chef de cabinet du secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. Jean Raffarin (paysan), avant d'occuper le même poste en 1957 auprès du secrétaire d'Etat au budget, Jean-René Guyon (SFIO). A partir de 1959, M. Abadie reprend une carrière dans la préfectorale qui le mène successivement à Vervins, à Djidjelli (Algérie), à Pau, à Clermont-

Ferrand, à Bastia et à Toulon. En 1973 et 1974, il est directeur central de la sécurité publique, puis en 1976 préfet de la Savoie ; en 1980, trésorier-payeur général de la Manche-Loire et en 1981 de l'Orne. En août 1981, il est nommé préfet de la Manche, puis de 1982 à 1985 préfet du Puy-de-Dôme et de la région Auvergne. En 1985 et 1986, il occupe le même poste pour la Gironde et l'Aquitaine.

Placé en position hors cadre en 1986, il est nommé, en 1987, conseiller d'Etat en service extraordinaire. Depuis mai 1988, il est chargé de mission auprès de M. Charasse, ministre délégué au budget.

M. Abadie est aussi le trésorier de la fondation France Libertés, dont la présidente est M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand.

#### Les partants

### M. Daniel Mayer : les droits de l'homme

Lorsqu'il usa, pour la première fois, le 21 février 1983, de son droit de nommer des membres du Conseil constitutionnel et qu'il choisit M. Daniel Mayer, M. François Mitterrand se plaça sous l'égide d'une grande tradition du socialisme : la défense des droits de l'homme. Car, à lui tout seul, M. Daniel Mayer symbolise une histoire du socialisme qui longtemps fut rejetée et qui aujourd'hui paraît un peu oubliée. Celle d'un jeune Parisien, né le 29 avril 1909, qui, dès 1927, tentait d'arracher à la mort des anarchistes américains, Sacco et Vanzetti, et qui, pour continuer ce combat, adhéra au Parti socialiste et à la Ligue des droits de l'homme. Celle d'un journaliste du *Populaire* qui releva les ruines de son parti pendant l'Occupation, jusqu'à en devenir le secrétaire général, poste qu'il perdit en 1946, malgré le soutien de Léon Blum, parce que Guy Mollet avait opposé à son projet d'un vaste mouvement travailliste, une rigueur marxiste que la SFIO allait bien vite oublier dans les combinaisons de la IV<sup>e</sup> République.

Celle aussi d'un homme qui, après avoir été deux fois ministre en 1946 et 1947, démissionna de son mandat de député en avril 1958 pour ne pas cautionner une politique algérienne qu'il condamnait, et parce qu'il jugeait ce mandat incompatible avec la présidence de

la Ligue des droits de l'homme, à laquelle il venait d'accéder et qu'il conserva jusqu'en 1975, avant d'être, de 1977 à son entrée au Conseil constitutionnel, président de la Fédération internationale des droits de l'homme. Celle d'un militant qui, au lendemain du 13 mai 1958, tenta de sauver l'honneur du socialisme dans des voix qui n'avaient rien à voir avec celles où cheminaient François Mitterrand, mais qui devaient le conduire au PSU. Celle, enfin, d'un socialiste – il avait réadheré au PS en 1970 pour le vingtième anniversaire de la mort de Léon Blum – qui ne demanda rien quand ses « camarades » retrouvèrent le pouvoir.

M. Mitterrand en fit donc le président du Conseil constitutionnel, mais il n'occupa cette fonction que trois ans. En effet, en février 1986, il démissionna de la présidence, tout en demeurant membre de cette instance, ce qui permit au président de la République de nommer, pour lui succéder, M. Robert Badinter. A quelques semaines des élections législatives, qui devaient voir la défaite de la gauche, cela fit hurler l'opposition, et souleva une polémique juridique, plusieurs constitutionnalistes estimant qu'un tel remplacement du président en cours de mandat mettait en cause l'indépendance du Conseil, pourtant garantie par la Constitution.

Sa présidence fut marquée par

une initiative heureuse : soucieux de la transparence des travaux d'une institution dont le rôle dans le bon fonctionnement des pouvoirs publics était de plus en plus important, il décida la publication, au *Journal officiel*, en même temps que de celle des décisions du Conseil, de la « saisine » des députés ou des sénateurs qui avaient sollicité son arbitrage.

Le défenseur des droits de l'homme fit aussi savoir, dans une décision de décembre 1983, à l'administration des impôts que le domicile des contribuables était inviolable et que toute perquisition devait se faire sous l'étroite contrôle de la justice. L'ancien journaliste fit ranger, en octobre 1984, la transparence financière des entreprises de presse et le pluralisme des quotidiens d'informations politiques et générales parmi les grands principes de valeur constitutionnelle. C'est aussi lui qui, en août 1985, s'appuyant sur l'article VI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui prescrit que « la Loi est l'expression de la volonté générale », fit écrire dans une décision : « la Loi n'exprime la volonté générale que dans le respect de la Constitution ». Tout le principe du contrôle de la constitutionnalité, toute la justification de l'action du Conseil constitutionnel, en une seule formule.

Th. B.

#### Pour ingérence et abus de confiance

### Le parquet général de Grenoble requiert l'inculpation de quatre adjoints au maire de Nice

Une information judiciaire devait être ouverte, jeudi 27 février, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble contre quatre adjoints au maire de Nice « et tous autres » pour ingérence, abus de confiance, faux certificats, recel d'abus de

confiance et complicité de ces délits dans une affaire concernant un détournement de leur mission de service public d'employés municipaux nigés.

Parmi ces adjoints, dont l'avocat général, M. Michel Legrand a requis, nominative-

ment, l'inculpation, figure M<sup>me</sup> Martine Daugreilh, députée des Alpes-Maritimes, exclue du RPR, mardi 25 février, pour avoir constitué une liste d'opposition dissidente aux élections régionales dans ce département.

#### NICE

#### de notre correspondant régional

A la suite d'une dénonciation anonyme parvenue, à la fin de l'année, au parquet de Nice, celui-ci avait ordonné une enquête préliminaire de police qui avait fait apparaître des délits concernant des élus nigés bénéficiant du privilège de juridiction. Le dossier avait, alors, été transmis à la chambre criminelle de la cour de cassation qui, le 15 janvier, en avait confié l'instruction à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble.

A son audience du 27 février, conformément au réquisitoire introductif de l'avocat général, M. Michel Legrand, celle-ci devait ouvrir une information judiciaire visant à l'inculpation de quatre adjoints au maire de Nice nommément désignés : M<sup>me</sup> Martine Daugreilh, députée au logement et aux transports, MM. Alphonse Chab-

baut, délégué au nettoyage, Michel Falicon, deuxième adjoint (RPR) délégué à la circulation et président d'une société d'économie mixte, la SIVN, ainsi que M<sup>me</sup> Christine Selvi, déléguée aux affaires sociales.

Il leur est reproché d'avoir utilisé, à des fins personnelles, les services d'une « équipe spéciale » d'agents municipaux qui étaient affectés, depuis plusieurs années, à des tâches totalement étrangères à leur fonction.

Selon les résultats de l'enquête, cette « équipe spéciale », entièrement autonome, avait été formée au sein du service nettoyage. Elle comprenait quatre vingt employés qui étaient recrutés en fonction de leurs affinités politiques et étaient placés sous l'autorité directe de deux contremaîtres, MM. René Daolio et Fernand Traverso. Rémunérés par la ville, ils travaillaient soit comme agents électo-

raux dans les permanences de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médouan, soit au profit d'élus, de chefs de service ou d'amis du maire. Dans le premier cas, ils prenaient part au service d'ordre de manifestations, à la distribution de tracts, au collage d'affiches ou étaient utilisés comme chauffeurs, secrétaires ou standardistes.

Dans le second cas, ils étaient occupés à divers travaux (maçonnerie, peinture, plomberie, jardinage) au domicile ou dans les locaux professionnels (restaurant, garage, agence de location de voitures) des bénéficiaires du système. Plus qu'un délit d'ingérence, ces faits constituent, selon l'accusation, un abus de confiance caractérisé d'autant qu'au traitement des employés concernés s'ajoutait une débauche d'heures supplémentaires. Sur les trois exercices, non prescrits, de 1988, 1989, 1990 le préjudice de la ville s'élevait, ainsi, pour ces seules heures

supplémentaires, à quelques trois millions de francs.

Lors de la transmission du dossier à la cour de cassation, les quatre adjoints désignés dans la procédure s'étaient présentés comme les victimes d'une « cabale politique interne ». Mme Martine Daugreilh, à laquelle on reproche d'avoir fait appel à sept agents municipaux pour l'agrandissement d'un mas qu'elle avait acheté, à Nice, en 1989, dans le quartier résidentiel de Cimiez, affirme, pour sa part, qu'aucun employé de la ville « n'a jamais franchi le seuil de [sa] maison. Nous avons confié ces travaux à une entreprise privée, nous n'en avons déclaré, qu'à l'époque, et même fait l'objet d'un contrôle de main d'œuvre par la police. A aucun moment je n'ai eu, par ailleurs, l'occasion de m'expliquer sur les accusations qui seraient portées contre moi ».

GUY PORTE

### M. Léon Jozeau-Marigné : l'expérience du Sénat

M. Léon Jozeau-Marigné avait été nommé au Conseil constitutionnel le 21 février 1983 par M. Pöcher, président du Sénat, après une longue carrière au Palais du Luxembourg. Né le 21 juillet 1909 à Angers, M. Jozeau-Marigné est docteur en droit et fut longtemps avocat à Avranches, dans la Manche. Dès 1948, il est élu sénateur (républicain et indépendant) de ce département, et il le restera jusqu'à son entrée au Sénat du Palais-Royal. En octobre 1951, il est élu conseiller général et en mai 1953 maire de sa ville, fauteuil qu'il conservera jusqu'en 1983. Habitué des mandats longs, il fut président de son conseil général d'octobre 1968 à septembre 1988, lorsque, pour la première fois de sa vie, il fut battu à une élection. Entre-temps il avait été aussi, à plusieurs reprises, président du conseil régional de Basse-Normandie.

A cette expérience d'élus local, il ajouta les compétences d'un législateur attentif : dès 1971, il est président de la commission des lois du Sénat, un poste essentiel dans le fonctionnement de la machine parlementaire, qui fait de lui un homme avec qui tous les ministres ont intérêt à entretenir de bons rapports. Il ne l'abandonne que pour entrer au Conseil constitutionnel. Symbole de ces élus qui ont fait du Parlement le lieu tout puissant du pouvoir sous la III<sup>e</sup> République, il aura contribué à rappeler aux députés et aux sénateurs que au-dessus de leur volonté, il y a le droit.

### M. Francis Mollet-Vieville : le barreau

M. Francis Mollet-Vieville avait été nommé au Conseil constitutionnel le 17 juillet 1987 par M. Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale. Il remplaçait Pierre Marcihacy, nommé en février 1983 par M. Louis Mermaz, et qui venait de décéder.

Ayant occupé sa fonction plus de trois ans, M. Mollet-Vieville ne pouvait être à nouveau désigné. Né le 20 mars 1918, il est fils d'avocat et père d'avocats. Lui-même est, depuis 1939, avocat à la cour d'appel de Paris, où il fit une brillante carrière, puisqu'il fut premier secrétaire de la conférence (promotion 1942-1946), membre du conseil de l'ordre (1950-1964) et bâtonnier (1976-1977). Il a aussi fondé la Mutuelle des avocats de France et la Fédération des jeunes avocats, et chercha lors de son bâtonnat à moderniser sa profession.

Proche de M. Chaban-Delmas, il fut membre du conseil national du RPR jusqu'à son entrée au Conseil constitutionnel. Il a pu faire profiter celui-ci de son expérience de pénaliste, mais aussi d'avocat d'affaires, conseiller de nombreuses sociétés françaises et étrangères.

#### Les neuf Sages

Après ces trois nominations, le Conseil constitutionnel est désormais ainsi composé :

□ M. Robert Badinter, président, nommé par M. François Mitterrand, président de la République, en février 1986.

□ M. Maurice Faure, nommé par M. Mitterrand en février 1989.

□ M. Georges Abadie, nommé par M. Mitterrand le 25 février 1992.

□ M. Jacques Latscha, nommé par M. Alain Pöcher, président du Sénat, le 29 août 1988.

□ M. Jean Cabannes, nommé en février 1989 par M. Pöcher.

□ M. Marcel Rudloff, nommé par M. Pöcher, le 25 février 1992.

□ M. Robert Fabre, nommé en février 1988 par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

□ M. Jacques Robert, nommé en février 1983 par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale.

□ Mme Noëlle Lenoir, nommée le 25 février 1992, par M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale.



## POLITIQUE

L'amendement Marchand jugé anticonstitutionnel

### Camouflet

Suite de la première page

L'initiative portait d'une inspiration législative. Pour faire face à l'afflux d'étrangers qui ne sont pas autorisés à pénétrer sur le territoire français et de demandeurs d'asile dont le dossier a été jugé manifestement infondé, la police de l'air et des frontières les « héberge » — en attendant de pouvoir les faire monter dans un avion ou dans un bateau — dans des bâtiments plus ou moins équipés, voire dans des chambres d'hôtel louées pour l'occasion.

Pour agir ainsi, alors qu'aucun texte législatif ou réglementaire ne permet une telle pratique, l'administration considère que ces étrangers, puisqu'ils n'ont pas réussi à franchir les contrôles de police, ne sont pas formellement en France, mais se trouvent dans une « zone internationale », où le droit fran-

çais, bien entendu, de papiers en règle.

L'ajout du ministre de l'intérieur ne pouvait que les faire hurler, puisqu'il prévoyait qu'un simple inspecteur de police aurait pu « retenir » pendant vingt jours ces étrangers, en instance de départ, dans des « zones de transit », et que le président du tribunal administratif ne serait intervenu qu'au terme de ce délai pour éventuellement autoriser la prolongation de la retenue pour dix jours supplémentaires. Que les personnes ainsi enfermées puissent se faire assister d'un interprète ou d'un médecin, communiquer avec toutes personnes de leur choix, ne changeait pas fondamentalement les données du problème.

Les juristes du ministère de l'intérieur auraient dû se douter qu'un tel dispositif heurtait les

ambules de la Constitution de 1946, qui a gardé valeur constitutionnelle, ne lui a pas paru d'importance.

Au nom du « respect de la liberté individuelle », le Conseil a été beaucoup plus loin. Dès le 9 janvier 1980, lorsqu'il avait examiné la « loi Bonnet », qui déjà portait sur la prévention de l'immigration clandestine, il avait affirmé que, l'article 66 de la Constitution décrétant que « l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi », il importait que « le juge intervienne dans le plus court délai possible » pour contrôler toute mesure privative de liberté. De même, le 3 septembre 1986, il avait censuré la « loi Pasqua » en expliquant « qu'une telle mesure de rétention (qu'il voulait prolonger de trois jours), même placée sous le contrôle du juge, ne saurait être prolongée, sauf urgence absolue et menace de particulière gravité pour l'ordre public, sans porter atteinte à la liberté individuelle garantie par la Constitution ».

#### Le juge garant de la liberté

Devant la « loi Marchand », le Conseil constitutionnel n'a eu qu'à préciser sa doctrine, et il a donc censuré la totalité de l'amendement imposé par le ministre de l'intérieur. Sa décision allait de soi. Puisque, « quelles que soient les garanties » prévues par le texte de M. Marchand, il n'y avait pas « intervention de l'autorité judiciaire » pour autoriser le placement en « zone de transit », et que, « en tout état de cause, sa durée ne saurait excéder un délai raisonnable », il ne pouvait que déclarer cette disposition contraire à la Constitution.

A lire cette décision du Conseil constitutionnel, il apparaît pourtant qu'une « retenue » des étrangers n'étant pas autorisés à entrer en France, le temps qu'une place d'avion leur soit trouvée, n'est pas forcément contraire à la Constitution. Il suffit qu'elle ait lieu sous le contrôle de la justice civile et pour une courte période. C'est ce vers quoi va s'orienter le gouvernement, si l'on en croit un communiqué de l'hôtel Matignon, publié quelques heures après qu'il eût connu la décision du Conseil constitutionnel.

Mais il aurait été plus sage, pour le ministre de l'intérieur, de commencer par étudier sérieusement la jurisprudence, de ne pas tenter d'imposer par la force une solution, à un problème réel, si contraire aux grands principes du droit français et aux traditions de la République. Il aurait ainsi évité de ternir encore un peu plus l'image « morale » des socialistes, et d'accroître le gouvernement à recevoir, ce dont il n'avait certainement pas besoin, un nouveau camouflet.

THIERRY BRÉHIER

### L'Hôtel Matignon «examine la décision avec attention»

Dans un communiqué publié mardi soir 25 février, le premier ministre fait observer que « la décision du Conseil admet dans son principe la légalisation de zones internationales » et que, « tout en invalidant certaines modalités d'application du projet de loi, elle reconnaît comme conformes à la Constitution : la possibilité de maintenir d'un étranger en zone internationale, pour une durée « raisonnable » mais pouvant être supérieure à celle de sept jours applicable dans les centres de rétention pour expulsion ; le bien-fondé d'un contrôle par le juge, sous réserve qu'il s'agisse d'un juge judiciaire et non d'un juge administratif, comme l'avait prévu le projet de loi ; que la décision d'admettre ou non l'étranger sur le territoire national peut être confiée par la loi à l'autorité administrative ». « Le gouvernement, conclut le communiqué, examine la décision avec attention, afin de déterminer les améliorations à apporter au dispositif. »

La préparation des élections régionales

### Les Verts de Paris proposent un référendum sur l'aménagement de l'Ile-de-France

En présentant leur liste pour les élections régionales, dans un local à la mesure de leurs moyens, l'arrière-salle d'une brasserie parisienne, les Verts de Paris n'ont pas caché leur optimisme : le mouvement écologiste compte obtenir vingt sièges dans le prochain conseil régional de l'Ile-de-France, dont cinq au titre de la capitale. Axée sur la priorité donnée aux transports en commun, la gestion des déchets, la lutte contre l'exclusion et les projets spéculatifs, la campagne des Verts portera aussi sur deux propositions originales : l'organisation d'un référendum sur le nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France et l'établissement d'une politique active de coopération avec une grande région urbaine d'un pays du tiers-monde.

A la différence de nombreuses listes établies par les Verts, celle de Paris, conduite par un informaticien de trente-cinq ans, M. Jean-Félix Bernard, respecte strictement le principe de la parité entre hommes et femmes, cher au mouvement de M. Antoine Waechter.

#### Huit candidats d'ouverture

La moyenne d'âge des candidats est de quarante et un ans et demi, et l'on pourra relever ci-dessous l'importance de la représentation des couches intellectuelles. Cette liste verte fait place à huit candidats dits « d'ouverture », parmi lesquels M. Jean-François Blet, res-

ponsable du comité de liaison des associations de quartier (CLAQ), M. Salika Amara, présidente de l'Association de la nouvelle génération immigrée (ANGI), et le comédien Marc Jolivet. Le psychanalyste Félix Guattari, favorable à une union de tous les écologistes (le Monde du 15 février), figure en fin de liste, juste devant M. Marie-Christine Aulas, ancienne députée européenne, et M. Jean-Louis Vidal, unique conseiller Vert de Paris.

La composition de cette liste est la suivante :

(1) M. Jean-Félix Bernard, informaticien ; (2) M. Nitiza Faloci, fondatrice du « Réseau Vert » ; (3) M. Stéphane Boli, physicien-chimiste ; (4) M. Bernadette Léonard-Deligny, employée de banque ; (5) M. Jean-François Blet, professeur de sciences politiques ; (6) M. Marie-Luc Dumesnil, médecin ; (7) M. Jean-Luc Dumesnil, comédien ; (8) M. Joëlle Peyriller, chargée de communication ; (9) M. François Breteau, avocat, cons. du 12<sup>e</sup> arrondissement, président de l'Association nationale des élus écologistes ; (10) M. Salika Amara, présidente de l'Association de la nouvelle génération immigrée ; (11) M. Jean-Jacques Anding, enseignant ; (12) M. Sabine Lagrange, ingénieur ; (13) M. Philippe Vichet, bibliothécaire ; (14) M. Béatrice Biavenu, assistante sociale ; (15) M. Marc Jolivet, comédien ; (16) M. Véronique Robert, assistante parlementaire ; (17)

M. Xavier Knowles, formateur, cons. du 17<sup>e</sup> arrondissement ; (18) M. Gisèle Chaleyat, professeur d'économie retraitée ; (19) M. André Mazaingue, psychologue ; (20) M. Agnès Bensamoun, auteur ; (21) M. Vincent Simonacci, ingénieur du son ; (22) M. Marie-Thérèse Pagni, retraitée, secrétaire des Verts Ile-de-France ; (23) M. Roger Crépén, commerçant ; (24) M. Chantal Dhoulkar, enseignante ; (25) M. Henri Schubnel, sous-directeur au musée d'histoire naturelle ; (26) M. Valérie Gleize, chômeur ; (27) M. Delphine Kresge, étudiante ; (28) M. Valérie Marange, philosophe ; (29) M. Loris Del Torre, comédien ; (30) M. Monique Dental, responsable du collectif « Ruptures » (féministe) ; (31) M. Philippe Piot, employé ; (32) M. Colette Klein, cadre administratif ; (33) M. Jean-François Segard, géographe, cons. du 14<sup>e</sup> arrondissement ; (34) M. Ariane Cady de Segrais, psychologue ; (35) M. Didier Hulin, enseignant ; (36) M. Lisbeth Delle, sculpteur ; (37) M. Michel Martin, fondateur du Rassemblement pour une éco-société ; (38) M. Laure Schneider, cons. du 15<sup>e</sup> arrondissement ; (39) M. Pierre-Alain Brossault, imprimeur ; (40) M. Félix Guattari, psychanalyste ; (41) M. Marie-Christine Aulas, co-députée européenne ; (42) M. Jean-Louis Vidal, cons. de Paris.

jadis par on tourna adaptation Phare du illes Verne, r effraction anée. était ici, en aclysmes de rodés par la heurs locaux fantastiques « l'aigle », « une morte » l'inspiration pierres de la e Barcelone, ue morpholo- u dur qui est. Dali, quel du «den ». Il n'en jeune preuve, conserver telle

re ce double rpoit d'ailleurs œuvres de Dali du meuble-ali- u fait de Cada- montagne magi- si ces quelques tout à la fois si iges, si proches et réaltité, rassem- nous les possibles

les cartes qui pré- s comme relié par u continent : mal- ces, c'est bien une aginaire.

tre envoyé spécial Patrice Bollon

#### PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

### Jean-François Deniau le combattant

Le président du conseil général du Cher ne croit pas aux régions telles qu'elles existent mais il ne saurait être absent d'un combat politique

#### BOURGES

de notre correspondant

Dans la salle d'honneur de la mairie de Sancerre, invité de M. Jacques Chirac, député (Un. cent.) et maire de la ville, qui a décliné l'offre de figurer sur sa liste, M. Jean-François Deniau lance ce soir-là sa campagne. Sept de ses onze coéquipiers l'entourent derrière une table qui fait face à une cinquantaine de personnes. L'hôte vient, en guise de bienvenue, d'entraîner la région « qui peut être utile quand on sait s'en servir », regrettant que cet échec administratif de la soirée ait entraîné « un nouveau prétexte à ridiculiser le Parlement dans des débats cinématographiques de bas étage ». Du haut de son piton qui domine les vignes, le sénateur regarde sans indulgence vers la lointaine Provence. « Et pourtant, reconnaît-il, un cadre interdépartemental est indispensable. »

M. Jean-François Deniau, qui a acquisé d'un sourire, prolonge : « Il est vrai que ce n'est pas bien conçu, mais il faut bien aller, afin de tirer parti des qualités contre les défauts de la structure ». Coup de nostalgie sur les régions de 1972, qui permettaient une meilleure coordination entre les communes, les départements et Paris, avant que la loi de 1982 ne les transforme en collectivités territoriales. Coup de canif dans les régions actuelles, « coupées des collectivités locales ». « Je suis un des rares présidents de conseil général à être pour la région, mais pas à l'importer comment », lance-t-il, avant d'illustrer son propos par une petite histoire que ce maître en anecdotes sait mieux que personne servir à l'occasion.

« Il m'a été donné, dit-il, d'entendre un jour le plus court discours politique qui soit. C'était en 1958 dans le Lot-et-Garonne. Le député sortant, M. Caillaud, se représentait. Pendant sa campagne, il ne rate aucune inquisition, aucune réunion, il est de tous les mariages et de tous les enterrements... En face de lui se présente un marchand forain que personne ne connaît et qui s'appelle — je n'invente pas — M. Laperruque. Dans tous ses meetings, M. Caillaud s'empare contre ce candidat fanfaron qu'on n'a jamais vu jusqu'à sa dernière réunion à Agen. Il demande alors face au public : « Y a-t-il dans la salle quelqu'un qui connaisse ce Laperruque ? » Et tout ou fond une main se lève : « Je suis Marcel Laperruque », lance une voix exaltée. M. Caillaud l'invite à la tribune et, lui assurant qu'il n'est pas dans son intention de polémiquer, lui demande simplement de dire son programme. « Il me prend pour un con ou quoi ? », réplique ce candidat. Si je

lui donne mon programme, qui est bien meilleur que le sien, il va me le piquer ! Mettons-nous plutôt debout et chantons la Marseillaise. » Et Laperruque fut élu. »

M. Deniau a raison de dire qu'il n'invente pas. Comme un bon conteur, il se contente de broder légèrement. M. Caillaud a bien été battu en 1958 dans le Lot-et-Garonne par le candidat gaulliste. Son nom n'était pas Marcel Laperruque mais Gabriel Lapeyrusse. Peu importe : Laperruque, cela sonne mieux que Lapeyrusse !

#### «Fessée de montrer que je ne suis pas mort»

La fable aura une morale à la fin de la réunion : « Je me bats contre les Laperruques », déclare M. Deniau. Le plan de bataille de l'ancien ministre est simple : trente réunions en moins d'un mois, dont quatre dans les principales villes du département : Sancerre, Bourges, Vierzon et Saint-Amand-Montrond. Ses moyens ? « Mon état-major de campagne, c'est moi, dit-il. Je déteste les campagnes onéreuses. Celle-ci me coûtera le prix des timbres. C'est déjà pas mal. » Son programme ? Expliquer aux électeurs l'importance des élections régionales : « La région ne doit plus être une entité indépendante mais doit trouver sa raison d'être par la solidarité avec les départements, dans un souci d'équilibre entre les départements les mieux placés et les moins bien lotis. Les départements ont besoin de la solidarité régionale. Le Cher plus que tout autre. Le second souffle de la décentralisation passe par cette meilleure division et coordination du travail entre les différents niveaux : communes, départements, régions. »

En dix ans de présidence du conseil général, celui qui dit « gérer un petit Etat » paraît s'être attaché à une mission qui n'est pas toujours une sinécure. Ses coups de sang, il les réserve à un gouvernement qu'il juge inefficace, peu honnête, et même criminel depuis l'affaire de la contamination des transfusés par le virus du sida, « un véritable crime d'Etat ». On a voulu par la proportionnelle susciter une élection politique ? Soit ! Allons-y ! Il y a une situation politique nationale extraordinaire. Selon les sondages, deux tiers des électeurs se prononceraient en fonction de données nationales. La télévision, la radio, qui sont nationales, influencent l'opinion. C'est comme ça, même si c'est un peu triste pour les élus locaux. Restent donc les correctifs ça et là par rapport à ces grandes tendances. »

Pour le président du conseil gé-

ral du Cher, l'affaire est claire. « Pour la première fois dans l'histoire constitutionnelle française, une porte est à la fois ouverte et fermée : il n'y a pas de majorité pour voter la censure, mais il n'y a pas non plus pour voter la confiance. Conséquences : le pays a l'air de législatives anticipées, les régionales seront une bonne photographie en vraie grandeur de l'opinion française. » Longs temps indécis derrière la ligne de départ, cette fois l'ancien ministre s'échauffe. « Il est parfois long à partir, confie-t-il, y a quelques mois un de ses proches, mais quand la mécanique est en mouvement... » Trois points de suspension admiratifs pour celui qui, en dépit des nombreux portraits dont il fut modèle, parvient encore à surprendre.

De toute évidence, une campagne électorale agit sur lui comme un bain de jeunesse. Il piaffe, voudrait déjà être au lendemain du 29 mars. « Combien de temps un gouvernement peut-il encore tenir dans la situation actuelle ? Le voici avec sa canne dont il ponctue parfois ses propos, prenant des allures de Talleyrand, diplomate comme lui, député comme lui, ministre des affaires étrangères... « Ne disons pas de mal des absents », ironise-t-il lorsque l'on évoque la politique étrangère de la France. « On a raté la réunification de l'Allemagne, les bouleversements de l'URSS, le conflit yougoslave, l'indépendance des pays baltes... Je continue ? » Ambassadeur à trente-cinq ans, six fois ministre, il a légué au Musée de la Cinquième République ce passé glorieux.

Il raconte qu'en 1980 il a rencontré le chef d'Etat d'un pays de l'Est, qui lui a lancé : « Vous parlez de liberté. Mais les gens qui ne croient plus aux mots qu'ils emploient sont des gens morts. Vous, les Français, les Occidentaux, vous êtes déjà morts. » « Depuis, dit-il, j'essaie de montrer que je ne suis pas mort. » D'où ces missions aux confins de l'impossible qui lui ont parfois valu l'incompréhension locale. « On m'a longtemps reproché d'être souvent à l'étranger. Les affaires étrangères, c'est mon métier ! Quand j'ai été au commerce extérieur, on me reprochait de ne pas m'occuper du commerce du Cher... », glisse-t-il dans un soupir.

Ce soir, le départementaliste prend sa revanche. L'enjeu est à sa mesure et, comble de bonheur, lui permet, en plein Sancerrois, de survoier d'un coup d'œil le pays. Marin, il attendait le vent et si celui-ci se transforme en tempête, ce n'est pas vraiment pour lui déplaire.

PATRICK MARTINAT

### Les «considérants» des gardiens de la Constitution

Dans sa décision, rendue mardi 25 février, le Conseil constitutionnel commence par examiner la conformité de l'« amendement Marchand » avec le droit d'asile, dont la protection fait partie des grands principes posés par le préambule de la Constitution de 1946, préambule qui a gardé valeur constitutionnelle.

Le Conseil rappelle que la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et le protocole de New-York du 31 janvier 1967, deux textes signés par la France et portant sur la situation des réfugiés politiques, interdisent que des papiers en règle puissent être exigés d'une personne qui demande à entrer en France en pouvant « prétendre à la qualité de réfugié politique ». Il a donc estimé qu'une telle personne ne pouvait être maintenue « en zone de transit le temps nécessaire à son départ, moyennant des garanties adéquates, que s'il apparaît que sa demande d'asile est manifestement infondée ».

Mais le Conseil a estimé que la protection des libertés individuelles, confiée par la Constitu-

tion à l'autorité judiciaire, n'était pas garantie par le dispositif voté par le Parlement. Il a considéré que si « le législateur peut fixer des modalités d'intervention de l'autorité judiciaire différentes selon la nature et la portée des mesures touchant à la liberté individuelle qu'il entend édicter » et que si « le maintien d'un étranger en zone de transit (...) n'entraîne pas à l'encontre de l'intéressé un degré de contrainte sur sa personne comparable à celui qui résulterait de son placement dans un centre de rétention », il reste que ce maintien, « en raison de l'effet conjugué du degré de contrainte qu'il revêt, a néanmoins pour conséquence d'affecter la liberté individuelle de la personne qu'il s'agit de maintenir », et donc « que si la compétence pour décider du maintien peut être confiée par la loi à l'autorité administrative, le législateur doit prévoir, selon des modalités appropriées, l'intervention de l'autorité judiciaire pour que celle-ci exerce la responsabilité et le pouvoir de contrôle qui lui reviennent ».

cais ne s'applique pas. Plusieurs de ces étrangers ayant porté plainte pour « séquestration arbitraire », le ministre de l'intérieur craignait d'être condamné. Deux affaires devaient être plaidées, mercredi 26 février, devant le tribunal de grande instance de Paris.

M. Philippe Marchand a donc tenté de donner une base légale à cette pratique en l'encadrant de garanties pour ceux qui en étaient les victimes, sans utiliser la mise en rétention, déjà prévue par la loi, mais qui se fait sous le contrôle du juge judiciaire et pour une durée limitée à sept jours, et qui, surtout, ne peut être utilisée qu'en cas de « nécessité absolue ».

#### Tentative de passage en force

Pour ce faire, il a voulu profiter de son texte qui modifiait l'ordonnance de 1945 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers afin de tenir compte de la convention de Schengen, et qui rendait les compagnies d'aviation et de transports maritimes responsables des étrangers qu'elles véhiculaient sans qu'ils soient munis de papiers les autorisant à rentrer en France.

Or cette disposition inquiétait fort les défenseurs des droits de l'homme ; ils redoutaient qu'elle n'empêche ceux qui souhaitent de bonne foi, profiter de l'asile de la France d'accéder à nos frontières, puisqu'en général ils ne disposent

principes constitutionnels. Mais en le déposant, sous forme d'amendement, lors de la première lecture à l'Assemblée nationale, M. Marchand avait déjà échappé à l'avis du Conseil d'Etat et à la nécessaire approbation du conseil des ministres. Il pouvait aussi espérer que, par solidarité majoritaire, les parlementaires socialistes ne saisiraient pas le Conseil constitutionnel, et que ceux de droite, qui ne veulent critiquer aucune mesure de lutte contre l'immigration, ne le feraient pas plus.

Ce pari a bien failli être gagné. Les députés socialistes, en tout cas, n'ont rien fait pour le faire échouer, puisque, après quelques grognements de certains d'entre eux, leur majorité a, au contraire, aidé le ministre de l'intérieur à trouver une formule qui lui paraissait juridiquement acceptable. Ce pari n'a échoué que grâce à la ténacité... des sénateurs du PS, qui n'ont pas voulu passer par pertes et profits les grands principes, et qui, en s'appuyant sur l'effet déplorable qu'a eu l'amendement Marchand sur l'image des socialistes auprès des défenseurs des droits de l'homme, ont pu obtenir de M. Edith Cresson, qui elle-même saisie le Conseil constitutionnel.

Le verdict de celui-ci est sans appel et dans la droite ligne de la jurisprudence. La seule défense du droit d'asile, proclamée par le pré-

RPR (M<sup>me</sup> Sauvaigo) recueille 31,5 % des intentions de vote, le Front national (M. Le Pen) 27,5 %, les écologistes 14,5 % (dont 6 % pour les Verts et 6 % pour Génération Ecologie, qui feront finalement liste commune), la majorité présidentielle (M. Schwartzberg) 3 %, le PC 7,5 %. Dans les Bouches-du-Rhône, la liste UDF-RPR (M. Gaudin) obtient 26 % des intentions de vote, le Front national (M. Mégret) 25,5 %, la majorité présidentielle (M. Tapie) 21 %, le PC (M. Hermier) 13 %, les écologistes 11,5 % (dont 6 % pour les Verts).

Provençe-Alpes-Côte d'Azur : 27 % d'intentions de vote pour le Front national. Selon l'enquête réalisée les 22 et 23 février par BVA pour Antenne 2, FR 3, France-Inter, France-Info et Paris-Match en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les intentions de vote dans cette région seraient les suivantes : UDF-RPR, 30 % ; Front national, 27 % ; majorité présidentielle (listes Energie Sud de M. Tapie), 18 % ; PC, 11 %, écologistes, 11 % (dont 6 % pour les Verts et 4,5 % pour Génération Ecologie). Dans les Alpes-Maritimes, la liste UDF-

is offrir n plus.



0.19.92 - Minéral : 3615 Espagne.



## EDUCATION • CAMPUS

## Guerre d'Algérie : la mémoire apaisée

Trente ans après les accords d'Evian, les jeunes sont loin d'être indifférents au conflit algérien, selon un sondage pour la Ligue de l'enseignement et l'Institut du monde arabe

TRENTÉ ans ont passé mais la guerre d'Algérie est loin d'avoir été remise au rayon des vieilles lunes par la jeune génération. Les 17-30 ans expriment tout sauf de l'indifférence à l'égard du conflit qui a déchiré la jeunesse de leurs parents.

Tous sont nés après l'indépendance de l'Algérie, mais rares sont ceux que le sujet laisse de marbre. Majoritairement, ils estiment que la société française gagne à s'intéresser à cet épisode douloureux de son histoire. Leurs réponses, souvent inattendues, bousculent au moins deux mythes : celui de l'ignorance et celui du conformisme.

Les jeunes ont conscience du lourd héritage légué par le conflit et assurent qu'ils auraient marqué leur opposition à la guerre, tant la réalité d'une Algérie française leur paraît incompréhensible. Plus étonnant encore, les enfants de rapatriés et d'immigrés ne semblent pas exprimer d'opinions divergentes, même lorsqu'il s'agit de qualifier de « résistants » les Algériens luttant pour l'indépendance.

De la « guerre sans nom », que savent les jeunes adultes d'aujourd'hui ? S'ils en situent parfaitement la fin dans la chronologie et asso-

cient le nom du général de Gaulle à la paix, ils sont nombreux à sous-évaluer sa durée et l'importance des forces qui y furent engagées. Près de 40 % des personnes interrogées pensent que la guerre a duré moins de cinq ans, et 90 % d'entre elles n'imaginent pas que plus de deux millions et demi de Français ont servi en Algérie pendant les huit années de guerre. Seuls 4 % des jeunes ont une idée exacte de l'énormité des forces engagées. Ce n'est pas une surprise dans une génération dont la seule référence contemporaine est la guerre du Golfe.

## Du 17 octobre 1961 à Charonne

La guerre, côté algérien, est relativement mal connue. Les trois quarts des 17-30 ans ont été incapables de citer le nom d'un seul des chefs combattants de l'indépendance et d'autres ont donné des réponses fantaisistes. Au total, 22 % des jeunes Français interrogés ont été capables de citer le nom de véritables chefs algériens - MM. Ben Bella et Boumedienne pour la plupart, - ce qui n'est tout de même pas négligeable.

La connaissance des drames induits en métropole par l'affronte-

ment algérien est nettement meilleure. Plus de trois jeunes sur quatre savent que des manifestants anti-OAS sont morts au métro Charonne, qui reste le symbole de la réaction des Français de l'Hexagone (le Monde daté 9-10 février). Beaucoup plus surprenante est la « mémoire » des événements du 17 octobre 1961, dont témoignent 55 % des personnes interrogées. La majorité des 17-30 ans sait, en effet, que ce jour-là une centaine d'Algériens qui manifestaient pacifiquement « ont été tués par la police » et que « de nombreux corps ont été jetés dans la Seine ». La notoriété de l'une des tragédies les plus occultées de l'histoire récente est redoublée sans doute au retour d'un méditerranéen qui a eu la célébration de son trentième anniversaire par les beurs, en octobre 1991, quelques semaines avant le sondage. Il reste néanmoins un tiers des jeunes pour penser que ces morts algériens n'ont pas existé, alors que seuls 11 % nient les morts français de Charonne.

Trois caractéristiques émergent parmi les jeunes les mieux informés. Ces derniers ont souvent fait des études secondaires longues, voire supérieures - ce qui est logique et rassurant, s'agissant d'une classe d'âge qui a vécu directement l'introduction de l'époque contemporaine dans les programmes d'histoire des classes terminales, en 1983. Les plus cultivés affichent plutôt des opinions politiques de gauche et ont un père qui a « fait l'Algérie ».

Pourquoi la France a-t-elle fait la guerre d'Algérie ? Neuf jeunes sur dix répondent « pour garder un territoire français » et « pour défendre les intérêts des Français d'Algérie ». Mais s'ils connaissent l'importance historique et symbolique de l'Algérie française, ils ne manifestent guère de nostalgie à son égard. Une large majorité sait que l'inégalité entre Européens et musulmans était la règle. D'ailleurs, pour près de sept jeunes sur dix, l'indépendance de



l'Algérie était « inévitable », tandis que 31 % pensent qu'elle « aurait pu être évitée par une autre politique ». Des chiffres à rapprocher de l'opinion de 48 % des Français, tous âges confondus, qui estiment que l'indépendance algérienne est « une bonne chose » (1).

Si la cause des Algériens est très rarement contestée, l'action des porteurs de valise est nettement plus controversée. 45 % des jeunes donnent raison aux Français « qui ont soutenu activement la lutte pour l'indépendance de l'Algérie », et seuls 3 % les qualifient de « traîtres », tandis que 19 % pensent qu'ils étaient « courageux » mais ont eu « tort d'agir ainsi ». C'est l'un des rares sujets où beurs et enfants de pieds-

noirs divergent totalement. Les premiers approuvent les porteurs de valise à 63 %, tandis que 30 % des enfants de rapatriés leur donnent tort.

## La torture n'est pas un mystère

Les méthodes, pas plus que l'objet de la guerre d'Algérie, ne conviennent les jeunes de 1992. La réalité de la torture ne leur fait pas mystère : 96 % pensent qu'elle a été pratiquée « souvent » (39 %) ou « quelquefois » (53 %). Une réalité particulièrement difficile à admettre pour les fils d'appelés, dont 7 % pensent qu'on n'a « jamais torturé » en Algérie. Transposée trente ans en arrière, la génération des 17-30 ans,

réputée inerte politiquement, aurait « participé à un mouvement contre la guerre » (31 %) ou aurait été « favorable à l'indépendance de l'Algérie sans agir pour autant » (34 %).

Quant au prétendu tabou sur l'Algérie, il apparaît tout relatif. Les deux tiers des jeunes ont entendu parler de la guerre par la télévision, moins souvent par leurs parents et, plus modestement, par les professeurs. Ces derniers risquent d'être fort sollicités puisque 80,5 % des jeunes estiment qu'on ne leur a pas parlé suffisamment de la guerre d'Algérie à l'école. Mais les réticences des enseignants à aborder un sujet considéré comme explosif ne semblent pas justifiées. A près de deux contre un, les 17-30 ans pensent qu'il est utile pour la société française de s'intéresser à la guerre d'Algérie, 34 % estimant cependant cette préoccupation inutile car propre à ranimer des divisions entre les Français.

D'ailleurs, les liens entre les événements des années 1954-1962 et l'actualité apparaissent ténus aux yeux des jeunes. Ils savent, en majorité, que le début de l'immigration algérienne est bien antérieur à la guerre et rechignent à voir dans la guerre la cause du racisme anti-arabe actuel, citant beaucoup plus volontiers le chômage et l'islam. Ils sont même 57 % (contre 39 %) à croire que le souvenir de la guerre d'Algérie ne pèse pas sur les relations entre la France et le monde arabe. Comme si, le temps ayant fait son œuvre, la guerre d'Algérie était devenue, aux yeux de ceux qui ne l'ont pas vécue, un objet de réflexion historique presque comme un autre.

PHILIPPE BERNARD

(1) Sondage IFOP-ETMAR publié en août 1988 par le mensuel Géa.

## A votre avis, pourquoi la France a-t-elle fait la guerre d'Algérie ? (plusieurs réponses possibles)

	(En %)		
	Oui	Non	NSP
Pour le pétrole du Sahara.....	38	50	12
Pour garder un territoire français.....	92	6	2
Pour défendre l'Occident contre le communisme.....	14	68	18
Pour conquérir un nouveau territoire.....	18,5	65	16,5
Pour défendre les valeurs occidentales contre l'islamisme.....	25	57	18
Pour défendre les intérêts des Français d'Algérie.....	86,5	10	3,5

## Qui a signé les accords de paix qui ont mis fin à la guerre d'Algérie ?

- Pierre Mendès-France : 15 %
- le général de Gaulle : 74,5 %
- le général Salan : 4 %
- François Mitterrand : 1,5 %
- non-réponses : 5 %

## Pensez-vous que s'intéresser à la guerre d'Algérie aujourd'hui :

- est utile pour la société française : 60 %
- est inutile car cela ranime des divisions parmi les Français : 34 %
- non-réponses : 6 %

## Certains Français ont soutenu activement la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Pensez-vous :

- qu'ils étaient des traîtres : 3 %
- qu'ils ont eu raison : 48,5 %
- qu'ils étaient courageux mais qu'ils ont eu tort d'agir ainsi : 19 %
- sans opinion : 31,5 %
- non-réponses : 1 %

## Pensez-vous que les Algériens qui ont combattu la France pendant la guerre d'Algérie étaient plutôt comparables :

- à des résistants : 85,5 %
- à des terroristes : 10,5 %
- non-réponses : 6 %

## Pensez-vous que l'armée française ait pratiqué la torture et l'assassinat pendant la guerre d'Algérie ?

- souvent : 39 %
- quelquefois : 55 %
- jamais : 5 %
- non-réponses : 1 %

## Si, pendant la guerre d'Algérie, vous aviez eu l'âge que vous avez actuellement, auriez-vous : (une seule réponse)

- été favorable à l'Algérie française sans agir pour autant : 8,5 %
- été jusqu'à combattre avec l'OAS : 2 %
- été favorable à l'indépendance de l'Algérie sans agir pour autant : 34 %
- participé à un mouvement contre la guerre : 31 %
- sans opinion : 23 %
- non-réponses : 1,5 %

## Selon vous, les réactions de xénophobie et de racisme anti-arabe aujourd'hui en France sont dues surtout :

	(En %)		
	Oui	Non	NSP
A la crise économique (le chômage).....	88	10	2
Au souvenir de la guerre d'Algérie.....	33	59	8
Aux problèmes de civilisation (l'islam).....	70	25	5

## Un enseignement en sourdine

Survolée par les manuels et esquivée par les enseignants, l'histoire s'est banalisée

« L'A guerre d'Algérie ? C'est un peu l'Arlesienne pour les élèves. Ils en ont bien entendu parler un peu, chez eux. Mais si peu... » Pour donner corps à son cours de terminale A1, M<sup>me</sup> Anne-Marie Le Lorain, professeur d'histoire-géographie à Bondy (Seine-Saint-Denis), a visionné cette année la *Bataille d'Alger*. L'élève d'origine maghrébine qui a apporté la cassette en a traduit les passages en arabe.

« Pour eux, cette période est lointaine. Mais quand on fait le parallèle avec le Vietnam ou l'Afghanistan, ils comprennent. » Il faut tout refaire, poursuit-elle. La chronologie des événements par exemple, qui n'apparaît pas clairement dans les programmes. « (1) Coïncide entre l'analyse des processus de décolonisation après guerre et l'examen de la chute de la IV<sup>e</sup> République, la guerre d'Algérie est abordée une première fois, très sommairement, vers la Toussaint, puis en fin d'année. Au total, entre deux et quatre heures tout au plus dans l'année, selon les enseignants. Beaucoup cependant, par souci de synthèse, choisissent de grouper le thème sur une séance.

« C'est un sujet qui ne déchaîne jamais de grande passion », explique un peu déçu, M. Yves Santamaría, professeur en lycée professionnel à Antony (Hauts-de-Seine). « En quinze années d'enseignement, je n'ai vu qu'une seule fois un élève mener sa petite enquête, chez lui à la maison. Aujourd'hui ce qui intéresse plutôt les élèves, surtout les filles, ce sont les questions d'intégration. »

« Les élèves de troisième savent très bien qu'il s'agit de quelque chose dont on parle peu. Qu'il y a peu de films sur la guerre d'Algérie, pas de regards critiques, contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis avec le Vietnam », explique M<sup>me</sup> Nelly Garcia, professeur en collège dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « Mais il n'y a accordé pas plus d'intérêt pour autant. Pour eux, la guerre d'Algérie, Mai 68, c'est de l'histoire ancienne, comme la guerre de 1914. » Seuls les jeunes élèves beurs lèvent un peu plus la main en classe. Et encore.

La question de la torture elle-

même n'étonne qu'à moitié. Pour les élèves, indique M. Santamaría, « tout le monde s'est sali les mains, ce sont les maux du temps ». « C'est un scandale d'un point de vue, mais respect comme un autre », renchérit M<sup>me</sup> Le Lorain. « Comme pour tout sujet brûlant, explique M. Patrick Eveno, professeur d'histoire et auteur d'un ouvrage sur la guerre d'Algérie, il s'agit d'expliquer comment se produit l'enchaînement de la violence, puis d'expliquer les deux camps - celle des harkis, des pieds-noirs, des Algériens... - de montrer qu'elles ne sont pas toutes de même nature. »

## Pilulage dans les manuels

Grosso modo, le « pilulage » de la guerre d'Algérie se retrouve dans tous les manuels scolaires de terminale, à l'inverse de ceux de troisième, où la période fait souvent l'objet d'un traitement distinct, plus synthétique : dossier global de deux pages, qui n'hésite pas à remonter à 1830 pour rappeler la genèse de la colonisation et son contexte socio-économique au lendemain de la guerre.

En terminale, située entre l'analyse des processus de décolonisation après guerre où elle n'occupe jamais guère plus d'une vingtaine de lignes et celle du « tournant politique » du 13 mai 1958, date charnière entre la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République, la guerre ne fait jamais l'objet d'une synthèse séparée, étagée par une chronologie spécifique. Elle est perçue comme « le cancer algérien » (Nathan) qui ronge la V<sup>e</sup> République, mais permet d'« enracciner » la V<sup>e</sup> malgré quelques « zigzags » dans la politique algérienne de de Gaulle. Au total, entre deux et huit pages maximum sur les quatre cents pages que comptent généralement les manuels.

Ainsi, la fin de la guerre - on parle bien, dans les manuels, de guerre et jamais d'opération de maintien de l'ordre - est-elle surtout privilégiée. Sous un angle très franco-français. Les origines des mouvements nationalistes sont escamotées : le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques

de Messali Hadj, le *Manifeste du peuple algérien* de Ferhat Abbas sont enterrés en quelques phrases (Hachette excepté, qui publie des extraits de textes), les émeutes de Sétif et les massacres dans le Constantinois en 1945 relégués à l'arrière-plan. La création du FLN, l'insurrection de la Toussaint 1954, les noms des chefs « historiques » n'apparaissent souvent qu'en filigrane et l'arçon de Ben Bella se perd dans les limbes. La guerre, en revanche, prend corps dans les manuels avec la bataille d'Alger, l'insurrection de 1958, les tribulations gaulliennes et la tentative de putsch du « quartieron de généraux en retraite ».

Si Hatier fait clairement cavalier seul en ayant établi un dossier « bacc » sur les origines de la guerre d'Algérie, les autres éditeurs ont choisi de privilégier la fin et l'approche des accords d'Evian. Aucun ne s'étend véritablement sur les massacres des harkis restés en Algérie. Hatier insiste sur le « gouffre financier » de la guerre, la « profonde crise morale » qui mine la métropole et la résurgence de l'extrême droite. Nathan indique qu'« imperturbable, le gouvernement de gauche (de Guy Mollet) couvre la pratique de la torture pour obtenir des renseignements ». Et Bordas rappelle tout autant dans ses manuels de troisième et de terminale qu'en 1954 « Mendès-France et son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, rejettent toute idée de négociation, partant du principe alors non contesté que « l'Algérie, c'est la France ».

Tous évoquent sans détour la torture, les villages de regroupement, et le tribut payé par chacun. Sans toutefois s'accorder sur les chiffres. 700 000 rapatriés pour Hatier, 800 000 à 1 million pour les autres. Nathan avance pour « vaissellable » le chiffre de 400 000 tués côté algérien et 30 000 côté français, quand les autres éditeurs appellent les estimations du FLN (plus d'un million de tués).

Reste qu'en dehors des traditionnels sujets généraux sur la décolonisation, la guerre d'Algérie sort encore très peu aux séries des bacc-

laureats généraux. Si ce n'est comme en 1990 dans la discrète série D<sup>o</sup>. Ou bien comme en 1987 en Amérique du Nord, aux Antilles-Guyane ou en Polynésie ! Et encore, à cent lieues de la métropole, est-il question d'un « problème algérien », et non véritablement d'une « guerre » (2). Bref, la guerre d'Algérie, si elle n'est pas un sujet tabou, reste un sujet mineur, pour ne pas dire occulté.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Le programme d'histoire de troisième englobe la période de 1914 à nos jours. Celui de terminale de 1945 à nos jours.

(2) Le « problème algérien » est également tombé à Lille, Amiens et Rouen en 1987 et dans les académies rattachées à Poitiers en 1990 sous la forme d'un commentaire d'un discours du général de Gaulle prononcé en 1959.

## Un sondage et un colloque

Le sondage de la Ligue de l'enseignement et de l'Institut du monde arabe (IMA) a été réalisé par MM. Alain Coulon et Saeed Palvandi du laboratoire de recherches ethnométrologiques de l'université Paris-VIII (Saint-Denis). Il reflète les réponses d'un échantillon représentatif de 1 234 Français âgés de 17 à 30 ans, donc tous nés après la fin de la guerre d'Algérie.

Ses résultats doivent nourrir les débats du colloque « Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie » organisé les 13 et 14 mars à Paris.

» Renseignements et inscriptions à la Ligue de l'enseignement, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 43-58-97-51 et 43-58-97-54.



*La nouvelle politique de formation des maîtres invite à relancer la recherche en éducation et à repenser son organisation*

**Le Monde**

**Créé par le SRA, Le Monde**

**Comité de direction :**

Jacques Lemaire, **gérant directeur de la publication**  
Bruno Frappat, **adjoint du gérant**  
Jacques Guio, **chefeur de la gestion**  
Marcel Loubet, **secrétaire général**

**Rédacteurs en chef :**

Jean-Marie Loubet, **Robert Solé**  
(**adjoints au directeur de la publication**)

**Yves Agnès, Jacques Anselin, Thomas Frenel,**  
**Philippe Harrois, Jacques-François Hureau**

**André Tisserand**  
(**directeur des relations internationales**)

**ADRESSES CHANGÉES :**

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1992)  
André Laurens (1961-1985), André Fontaine (1986-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**

**15, RUE FAUGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15**  
Tél. : (1) 40 85-25-25  
Télécopieur : 85 25-00 10

**ADMINISTRATION**

**1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 VRY-SUR-SEINE CEDEX**  
Tél. : (1) 40 85-25-25  
Télécopieur : 85 25-00 10



# POINT/LA RÉFORME DE LA PROCÉDURE PÉNALE

## Changer les pratiques

La garde des sceaux, M. Henri Nallet, et le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, devaient présenter, mercredi 26 février, au conseil des ministres un projet de réforme du code de procédure pénale.

Ce texte, qui avait déjà été l'objet d'une communication le 20 novembre 1991 (le Monde du 21 novembre 1991), modifie toutes les phases de la procédure, de la garde à vue à l'inculpation en passant par le régime des nullités. La chancellerie avait

ment son « code de protection des libertés ».

Elle a toutefois renoncé aux bouleversements proposés par la commission Justice pénale et droits de l'homme présidée par M. Mireille Delmas-Marty. Optant pour une démarche plus modeste, M. Sapin a choisi de s'inspirer de la réforme adoptée en 1985 par M. Robert Badinter qui prévoyait d'instaurer une collégialité pour la décision de mise en détention provisoire. Les grandes lignes de la procédure sont inchangées

mais les pratiques seront sensiblement modifiées. Le caractère contradictoire de l'instruction sera développé, les droits des gardés à vue renforcés et l'inculpation supprimée.

Le projet de loi, qui modifie plus de cent cinquante articles du code de procédure pénale, devrait être présenté au Parlement à la session d'été. M. Sapin souhaite que ces nouvelles dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993, soit quelques semaines avant le nouveau code pénal.

## La fin de l'inculpation

Depuis quelques années, un mauvais sort semble peser sur le régime de l'instruction. En 1986, le projet de M. Michel Badinter avait été victime de l'alternance politique : ce texte, qui tentait de mettre fin à la « solitude » du juge d'instruction, avait été abandonné par son successeur, M. Albin Chalandon. Toute idée de réforme n'était pas écartée pour autant : dénonçant le pouvoir « parfois exorbitant » des juges d'instruction, le garde des sceaux de M. Jacques Chirac lançait à son tour une réforme fondée sur la collégialité. Trois ans plus tard, ce projet subissait lui aussi les foudres de l'alternance : en 1989, M. Pierre Arpaillange décidait d'abroger les principales dispositions de la réforme de M. Chalandon.

Ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin espère aujourd'hui conjurer le mauvais sort qui pèse sur les réformes de l'instruction. Le texte sur lequel il travaille depuis son arrivée place Vendôme, au printemps 1991, a plus d'ambition que les précédents : il ne s'agit plus, comme précédemment, simplement d'instaurer la collégialité dans la procédure pénale. Toutes les phases de la procédure, de la garde à vue à l'inculpation, en passant par la détention provisoire, au total, sont fondées sur quatre principes : l'égalité, la garantie de la liberté individuelle, la présomption d'innocence et les droits de la défense. Ce projet de loi de 150 articles modifie la procédure pénale.

### Favoriser le travail en équipe

Pour l'instruction, M. Sapin a finalement décidé de s'inspirer des projets lancés en 1985 par M. Badinter : une collégialité entre magistrats, le juge d'instruction chargé de l'instruction sera remplacé par un collège composé de trois magistrats du siège et non plus par le juge d'instruction. Présidé par le président du tribunal, ce collège comprendra toutefois le juge d'instruction chargé du dossier afin d'assurer la continuité de l'information et la cohérence de la décision. Lorsque la personne mise en cause demandera un délai pour préparer sa défense ou lorsque le collège ne pourra être immédiatement réuni, le juge d'instruction pourra prescrire une incarcération provisoire ne pouvant excéder quatre jours ouvrables. La réforme supprimera, en outre, le critère de préservation de l'ordre public, qui pouvait justifier jusqu'alors les incarcérations.

La suppression du privilège de juridiction (le Monde du 5 octobre 1991).

La chancellerie, qui ne souhaite pas se lancer dans une véritable révolution procédurale, a finalement renoncé à s'inspirer des propositions de la commission Justice pénale et droits de l'homme instituée en 1988 par M. Pierre Arpaillange, alors garde des sceaux. Présidée par un professeur de droit, M. Mireille Delmas-Marty, cette commission avait

reprises l'indépendance, voire toute autonomie du parquet. L'architecture procédurale proposée par la commission devenait dès lors impossible à réaliser.

M. Sapin s'en explique à l'audience du dernier 1<sup>er</sup> Mars à la Cour de cassation. « Un bouleversement n'est pas à l'ordre du jour », dit-il, « mais une véritable réforme administrative, notamment la question de la table de la juris-

prudence. « Il s'agit de changer un point, à un endroit précis, mais d'introduire de multiples modifications à plusieurs endroits », résumait-il au congrès du Syndicat des avocats de France. J'en attends un véritable changement d'esprit. »

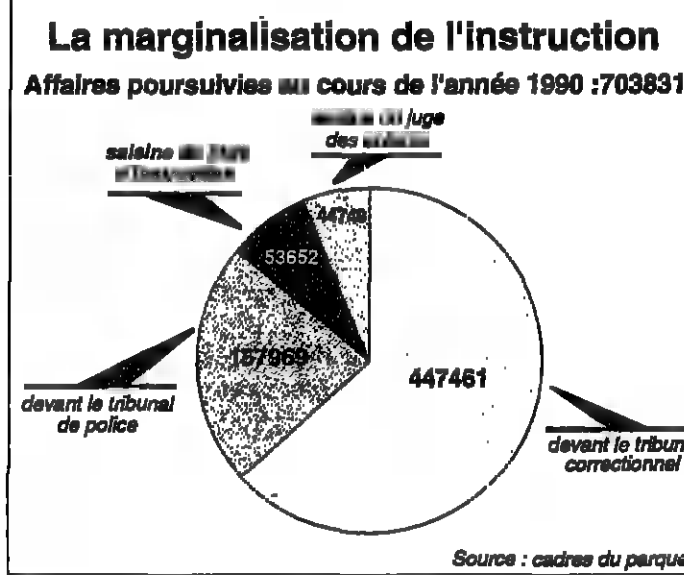
### Un système à deux vitesses

Cette méthode, M. Sapin le sait, comporte toutefois un risque : un système plus contradictoire lors de la phase d'enquête, en offrant de nouvelles garanties à la défense, mais aux « mis en cause » et aux « mis en examen » une lourdeur d'instruction, qui favorisera, peut-être, la marginalisation observée ces dernières années : en 1985, de 1985 à 1990, la part des affaires poursuivies portées à l'inculpation a diminué de moitié, passant de 20 à moins de 8 %. Certains praticiens du monde judiciaire y voient les germes d'un système judiciaire à deux vitesses : d'un côté le système ordinaire, jugé au bout de procédures rapides souvent peu contradictoires, et, de l'autre, les affaires « nobles », voire « difficiles », empruntant, elles, les voies royales de l'instruction.

Aujourd'hui, M. Sapin souhaite modifier ce système. Ce projet, qui sera présenté aux députés lors de la session de printemps, devrait être l'œuvre, dans les tribunaux, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, non pas de la loi, mais de la question des moyens : la chancellerie, qui réfléchit à la création de postes de magistrats, mais moins à celle de M. Badinter, qui prévoyait cent cinquante. L'imprimerie de Melun, qui a chargé depuis son arrivée de l'impression des formulaires de justice, a déjà été mise en alerte : la suppression de l'inculpation et l'apparition des « mises en cause » et des « mises en examen » imposent de changer la plupart des formulaires utilisés dans les tribunaux.

ANNE CHEMIN

(1) Les deux rapports de la commission de la justice à l'Assemblée nationale, 29-31, quai Voltaire, 75334 Paris Cedex. La mise en état des affaires pénales. Rapport, 120 F.



procédure plus conforme, selon elle, aux droits de l'homme (1). Dénonçant le cumul, entre les mains du juge d'instruction, des fonctions d'investigation, de mission juridictionnelle, la commission souhaitait confier à un « juge des libertés » les missions aux droits fondamentaux : prolongation de la garde à vue, détention provisoire, contrôle judiciaire, écoutes téléphoniques et perquisitions.

Les fonctions d'investigation étaient confiées au parquet et les droits de la défense renforcés à la phase d'enquête. Aux yeux de la chancellerie, ce projet avait toutefois un grave défaut : il supposait, au préalable, une réforme du statut du parquet. La commission, qui confiait les pouvoirs d'enquête au ministère public, proposait en effet de distendre les liens entre la garde des sceaux. Une réforme en contradiction avec les conceptions de M. Henri Nallet : depuis son arrivée place Vendôme, le ministre de la justice a exclu à plusieurs

reprises l'indépendance, voire toute autonomie du parquet. L'architecture procédurale proposée par la commission devenait dès lors impossible à réaliser.

### Modifier lentement les habitudes

En offrant aux « mis en cause » les mêmes droits, au parquet, qui leur permettrait de consulter le dossier à tout moment, de solliciter les investigations auxquelles le juge ou le tribunal répondra, M. Sapin espère poser au fil des ans le comportement des juges d'instruction. La suppression de l'inculpation et l'apparition des « mises en cause » et des « mises en examen » imposent de changer la plupart des formulaires utilisés dans les tribunaux.

## Les principales dispositions

Le renforcement des droits des personnes gardées à vue. — La présence de l'avocat en garde à vue a été écartée à la suite d'un arbitrage interministériel, mais plusieurs dispositions ont pour but de renforcer les droits des gardés à vue. Actuellement, lors d'une enquête préliminaire, les simples témoins peuvent être placés en garde à vue. Cette possibilité sera supprimée, sauf en cas de flagrance : il faudra désormais, pour prendre une telle mesure, « des indices faisant présumer que les personnes ont commis ou tenté de commettre une infraction ». Le procureur de la République ou le juge d'instruction compétent devra en outre être informé « sans délai » de toute mesure de placement en garde à vue, ce qui n'est pas le cas actuellement. Enfin, toute personne placée en garde à vue sera immédiatement informée de ses droits : celui de faire prévenir un membre de sa famille — sauf refus du procureur de la République — et celui de demander un examen médical, et ce dès le début de la mesure. En 1990, 347 107 personnes ont été placées en garde à vue, soit une augmentation de 26 % par rapport à 1981.

La suppression de l'inculpation. — Afin de permettre la présomption d'innocence, l'inculpation sera remplacée par une procédure dissociant l'exercice des droits de la défense et la notification des charges par le juge d'instruction. La « mise en examen », qui commença dès l'engagement de poursuites à l'encontre d'une personne nominativement désignée, ouvrira les droits de la défense. La « mise en cause », elle, interviendra lorsque le juge d'instruction relève des « charges constitutives d'infraction ». La personne visée pourra alors être placée en détention. Sur les 73 649 inculpations prononcées en 1990, 7 762, soit 11,12 %, ont finalement fait l'objet d'un non-lieu, c'est-à-dire qu'aucune charge n'a finalement été retenue.

La mise en détention décidée collégialement. — La détention provisoire sera prescrite ou prolongée par un collège composé de trois magistrats du siège et non plus par le juge d'instruction. Présidé par le président du tribunal, ce collège comprendra toutefois le juge d'instruction chargé du dossier afin d'assurer la continuité de l'information et la cohérence de la décision. Lorsque la personne mise en cause demandera un délai pour préparer sa défense ou lorsque le collège ne pourra être immédiatement réuni, le juge d'instruction pourra prescrire une incarcération provisoire ne pouvant excéder quatre jours ouvrables. La réforme supprimera, en outre, le critère de préservation de l'ordre public, qui pouvait justifier jusqu'alors les incarcérations.

Le travail en équipe des juges d'instruction. — Lorsque la « gravité ou la complexité de l'affaire » le justifiera, le président du tribunal pourra adjoindre au juge d'instruction chargé du dossier un ou plusieurs magistrats des fonctions d'information. Cette possibilité sera également ouverte en cours de procédure « à la demande du magistrat chargé de l'information ».

Le renforcement des droits de la défense. — Les avocats de la défense et de la partie civile ont actuellement accès à un dossier quarante-huit heures avant les interrogatoires par le juge d'instruction. Le projet ouvre désormais un droit d'accès permanent au dossier à compter des quarante-huit heures qui précèdent le premier interrogatoire ou la première audition. En outre, toute partie à la procédure pourra désormais solliciter dès la phase de « mise en examen » des réponses d'investigation auxquelles le juge d'instruction sera tenu de répondre par une ordonnance motivée qui pourra être l'objet d'une procédure d'appel devant la chambre d'accusation dans un délai d'un mois. Les ordonnances de placement sous contrôle judiciaire seront également susceptibles d'appel, ce qui n'est pas le cas actuellement.

La suppression des privilèges de juridiction. — Aujourd'hui, les dossiers concernant des magistrats, des préfets, des maires et maires adjoints et l'ensemble des officiers de police judiciaire sont instruits par des juges désignés par la chambre criminelle de la Cour de cassation (704 requêtes en 1990). Ces « privilèges de juridiction » seront supprimés. Ces personnes seront donc soumises au droit commun de la procédure pénale. Afin d'assurer l'impartialité de la juridiction, cette suppression s'accompagnera d'un assouplissement de la procédure de renvoi pour cause de « bonne administration de la justice ».

La réforme du régime des nullités. — Fort complexe, le régime des nullités entraîne aujourd'hui des annulations de procédure pour des problèmes de pure forme qui, souvent, nuisent au crédit de la justice. Afin de le clarifier, le projet instaure limitativement les dispositions protectrices des libertés individuelles dont la violation sera sanctionnée de nullité. Les avocats, qui ne peuvent aujourd'hui soulever les nullités qu'au stade de l'audience, pourront désormais le faire au cours de l'instruction en saisissant directement la chambre d'accusation. Le projet étend enfin à l'ensemble des dossiers la procédure qui est la règle dans les affaires criminelles : l'ordonnance de règlement obtenant l'instruction par la chambre d'accusation, les irrégularités de procédure qui ne pourront donc plus être invoquées lors de l'audience.

A. C.

**Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS**

Mars 1992

**SPÉCIAL AGRICULTURE**

Premier dossier

**les agriculteurs en France**

Deuxième dossier

**Trente ans de politique agricole commune**

Troisième dossier

**Agriculture et tiers-monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Réduire la détention provisoire

En confiant les placements en détention provisoire à un collège de trois magistrats, M. Michel Sapin espère réduire le nombre de prévenus dans les prisons françaises.

Malgré une baisse récente, la détention provisoire a en effet été élevée : au 1<sup>er</sup> janvier 1992, les établissements pénitentiaires comptaient 10 571 prévenus (des personnes en attente de jugement définitif), sur un total de 48 119 détenus, soit un pourcentage de 40,7 %.

La durée moyenne de cette période d'attente était de 3,8 mois en 1990. Contrairement aux idées reçues, le juge d'instruction n'est pas le seul responsable de cette détention : l'examen des recours, appels et pourvois jouent aussi un rôle important.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1991, près de 10 % des prévenus étaient dans des situations (1).

La détention provisoire a pourtant fait l'objet de plusieurs lois ces dernières

années : en 1984, M. Robert Badinter avait instauré au juge d'instruction, avant chaque incarcération, un débat contradictoire comprenant le parquet et la défense.

L'année suivante, il confiait les placements en détention provisoire à des « chambres d'instruction ». Ce projet était abrogé par son successeur, M. Albin Chalandon, mais une loi instaurait en 1987 des « chambres de garanties individuelles » qui virent finalement jamais le jour.

### Un des taux les plus élevés d'Europe

Enfin, en 1989, M. Pierre Arpaillange prenait le relais en instaurant notamment le nouveau délai. Cette fièvre législative n'est pas nouvelle : dans un ouvrage qui retrace l'histoire de la détention provisoire depuis deux siècles en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie, sociologues, historiens, politologues et juristes témoignent du conflit entre l'ordre et

la liberté (2). La loi sur la détention provisoire de M. Badinter semble toutefois avoir porté ses fruits : depuis 1984, la part des prévenus au sein de la population carcérale a baissé, passant de 52 % en 1984 à 40,4 % en 1991.

La durée moyenne de la détention provisoire, qui avait atteint 3,8 mois en 1985, s'est elle, légèrement réduite depuis : en 1990, elle était de 3,8 mois.

Ce résultat a été acquis au prix d'un contournement de l'instruction : lorsqu'ils souhaitent éviter le débat contradictoire, les parquets ont, semble-t-il, préféré des comparutions immédiates.

Malgré un léger recul, la France, comparée aux autres

(1) Ces chiffres sont extraits de : Pierre Tournier, « Les données de la détention provisoire », CERSIP, 1991.

(2) Entre l'ordre et la liberté, deux siècles de débats, la direction de Philippe Robert, Editions L'Harmattan, collection « Logiques juridiques », livre fait suite à un séminaire du

Centre européen de recherches sur les normes (CERN) qui a tenu ses travaux. Au 1<sup>er</sup> septembre 1990, dans l'Hexagone, le taux de détention provisoire pour 100 000 habitants s'élevait à 33,4 (3).

Les systèmes judiciaires sont différents, mais s'agit de la France, les pays d'Europe, y compris l'Italie, le Portugal, ou la Turquie, font état d'un taux bien inférieur au nôtre : 20 pour l'Angleterre et les Pays-Bas, 11,6 pour la Norvège, 11,7 pour la Suède, et 7,2 pour la Finlande.

A. C.

Groupes européens de recherches sur les normes (CERN) qui a tenu ses travaux.

Les prévenus en compte ces chiffres sont des personnes qui n'ont pas fait l'objet d'une condamnation définitive (Pierre Tournier, Chronique statistique de la détention provisoire, 16, CERSIP, 1990, à paraître).



HISTOIRE

Dans un rapport de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

# M. Caillavet propose de confier aux Archives nationales le fichier des juifs de 1940

Dans un rapport remis à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), M. Henri Caillavet propose que la garde du fichier des juifs de la préfecture de police de Paris, constitué en octobre 1940, soit confiée aux Archives nationales. M. Caillavet suggère que, en vertu d'une convention révoquable, l'original soit déposé au Mémorial du martyr juif inconnu, une copie remise au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), la CNIL, présidée par M. Jacques Faure, devait rendre son avis mercredi 26 février.

Faut-il brûler le fichier des juifs? Faut-il détruire ce fichier constitué en octobre 1940 en enlevant volontairement dans les tréfonds d'archives administratives jusqu'à ce que M. Serge Klarsfeld l'exhume des dossiers du secrétariat de l'ancien combattant? Telle était la question posée à tous - membres de la communauté juive ou plutôt des communautés juives, historiens, personnalités morales - lors de sa découverte à l'automne dernier.

## Une dimension mémoriale

Or cette question devenue obsolète après plusieurs mois de recherches et de débats dirigés par M. Henri Caillavet, désigné comme enquêteur dès le mois de novembre 1991 par M. Faure. A une quasi-unanimité, la création de personnalités sollicitées ont, du fait, tenu compte de l'autodéfense. Loin de se demander: «Faut-il brûler le fichier?», tous les responsables d'associations et tous les représentants des différentes Eglises se sont interrogés: «A quel organisme peut-on confier en dépôt plusieurs dizaines de milliers de fiches chargées de la mémoire du génocide perpétré contre les juifs durant la seconde guerre mondiale?»

M. Caillavet, avant de procéder à multiples auditions, avait dégagé plusieurs pistes de réflexion. Outre la destruction du fichier, il avançait d'autres hypothèses: comme «l'annexion du fichier» à la dimension mémoriale, ou son versement aux Archives nationales, la dispersion du fichier dans d'autres fichiers tel celui des déportés, internés et travailleurs, ou encore son maintien au secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Cette dernière hypothèse a été rejetée par l'ensemble des présidents d'associations consultés et des hommes d'Eglise, du directeur du consistorat central israélite au Père Jean Dujardin, secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme de l'Eglise catholique, en passant par le conseiller du recteur

de la grande mosquée de Paris. En réalité, seule véritable discussion a porté sur l'institution qu'il fallait choisir pour recueillir le dépôt du fichier des Archives nationales ou le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC)?

Les positions se sont pourtant pas toujours aussi tranchées qu'on aurait pu l'imaginer. Ainsi M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils de déportés juifs de France, les responsables du CDJC eux-mêmes (M. Françoise Masliah, M. Claude Kelmant, le directeur du consistorat central (M. Léon Masliah), les représentants de l'Union des étudiants juifs de France (M. Eric Cohen, Simon Pinto), ceux de la Ligue des droits de l'homme (M. Yvon Dindault, Jean Martin, M. Danièle Loschek) et le directeur général du Fonds juif unifié (M. David Bédaride) ont proposé, à quelques légères variantes, que l'original du fichier des juifs soit remis à l'un des deux organismes et qu'une copie soit remise à l'autre. Mais tous ont souligné que les responsables d'associations et les historiens qui plaident en faveur d'un dépôt aux Archives nationales, ont écarté qu'une copie du fichier puisse être remise au CDJC. Les quatre historiens consultés, M. François Bédaride, Marc Ferro, Pierre Vidal-Naquet et André Kaspi, ont unanimement, et bien d'autres associations, le cercle d'histoire Crémieux (M. Richard Marienstras, M. Philippe Lazar), l'Association des anciens déportés juifs de France (M. Henry Bulawko), la Grande Loge de France (M. Jean-Louis Mandin), souligné que la tenue de ce fichier de la «hoïte», partie de la mémoire française, ne s'est conservée aux Archives nationales, à l'instar d'autres archives douloureuses du patrimoine national.

## Droit d'accès et commission de contrôle

Sur cette «hoïte» se rangent encore l'Eglise catholique et la LICRA. Le Père Dujardin a fait de fait que les Archives nationales doivent être le gardien juridique et moral du fichier des juifs et qu'il convient d'en acquiescer la dimension mémoriale. M. Riss Thalmant, pour la LICRA, souligne de son côté que le dépôt aux Archives nationales présente l'avantage de préserver le principe de l'écrit, auquel les associations ont attaché.

En regard, les associations et les historiens favorables au versement du fichier des juifs dans les archives du CDJC sont moins nombreuses. Le représentant de l'institution des juifs de France (M. Jacqueline Keller) en est persuadé et en souhaitant une association avec les Archives nationales, il en propose que les personnes ayant l'objet

d'une fiche puisse obtenir la suppression. M. Henri Hadjienberg, président du Renouveau juif, demande que le dépôt soit simple au fichier au CDJC.

Le président Jean-Paul Sauzède, de la Fédération protestante de France, préconise, lui, le dépôt du fichier au CDJC avec remise d'une copie aux Archives nationales tandis que le professeur Hadj-Edine Sari, conseiller du recteur de la grande mosquée de Paris, propose que le fichier soit remis à la communauté juive et qu'il soit l'objet d'une «anonymisation». Le conseiller du recteur, M. Yvon Dindault, du compte-rendu d'audition de la CNIL, estime qu'il n'y a «jamais eu de fichier» et qu'il «existe une responsabilité collective en France aujourd'hui» de veiller à ce que le fichier soit préservé.

Au-delà de ces clivages, plusieurs des personnalités auditionnées par la CNIL ont exprimé le souhait que le fichier des juifs acquiesce la dimension symbolique d'une «écriture collective» et qu'il soit placé dans la crypte du Mémorial du martyr juif inconnu. Le représentant du grand rabbin de France, M.

président de l'Alliance universelle, M. Ady Steg, et le grand maître du Grand Orient de France, parmi d'autres, ont proposé une formule.

D'autres, enfin, ont plaidé pour la création d'une commission de sauvegarde afin de veiller à délimiter le droit d'accès au fichier et à ses copies. M. Père Dujardin, l'historien Pierre Vidal-Naquet ou M. André Braunschweig, vice-président de la Commission nationale consultative de l'homme, ont-ils proné l'institution d'une organisation de contrôle.

Alors, après d'années au cours desquelles ce fichier juif fut victime d'un enfoncement, le sombre prophète d'un Himmler que l'extermination des juifs deviendra «page de gloire qui sera jamais écrite» disparaîtra-t-elle un jour plus. Alors Serge Klarsfeld pourra-t-il considérer que ce fichier juif permet qu'une «page de souffrance soit écrite».

LAURENT GREILSAMER

DÉFENSE

Selon M. Dassault

# Le marché pakistanais d'avions Mirage 2000 est estimé à 8 milliards de francs

## SINGAPOUR

### envoyé spécial

M. Serge Dassault a confirmé, mercredi 26 février, au Salon aéronautique de Singapour, que le groupe qu'il préside était en négociations avec le Pakistan pour la fourniture de quarante avions Mirage 2000. Le coût global, avec les armements, est évalué à 8 milliards de francs. Pour la première fois, Dassault-Aviation a précisé que le Pakistan n'envisageait de retenir la dernière version Mirage 2000, dénommée Mirage 2000-5, et spécialement conçue pour l'exportation.

Le choix du Pakistanais se serait porté sur le Mirage 2000 déjà acquis par l'armée de l'air française et équipé du radar polyvalent RDM dont on a souligné la capacité de détecter à basse altitude.

Mirage 2000 RDM (7), selon la nouvelle appellation, pourrait emporter des missiles air-air super 530, des missiles air-sol (30) guidés au laser. On en croit le président de Dassault-Aviation, la solution s'explique par la

volonté du Pakistan de disposer rapidement de ses avions.

Le Mirage 2000 n'est réexportable avant 1995-1996. M. Dassault a cependant souligné que les négociations avec le Pakistan se heurtaient à des difficultés financières, notamment pour ce qui concerne la fourniture de quarante avions. La compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) qui garantit généralement les exportations des avions français, n'est pas favorisée.

A la Délégation générale pour l'armement (DGA), on veut plus prudence. On veut des discussions. Depuis 1988, en effet, le Pakistan a le droit d'un embargo des Etats-Unis pour les équipements militaires en raison des recherches nucléaires de ce pays et des risques de prolifération dans la région. A la DGA, on craint la démarche entreprise par le Pakistan en direction de la France ne soit une réalité un moyen de pression sur les Etats-Unis pour qu'ils reviennent à leur position.

JACQUES IGNARD

Le Groupe André  
marche bien grâce à ses chaussures.  
Mais pas seulement.



ANDRE

KOOKAI

Orcade

GREENE

LA HAUTE CHAUSSE

HAUTE

François Pinet

EST

CHAUSSURE

offrir plus.



De la tête aux pieds,  
GROUPE ANDRE

ESPACE

# Premiers contacts pour une coopération entre l'Europe et le Japon

## TOKYO

### correspondant

L'Agence spatiale européenne pourrait passer un accord avec l'Agence spatiale japonaise pour développer en commun des technologies spatiales. Européens et Japonais envisageraient également de travailler en commun à la construction d'une station spatiale. Le maître d'œuvre américain.

Dans un article du 25 février, le quotidien japonais Asahi annonce que la coopération de principe a été prise. A l'Agence spatiale sciences et techniques, on se montre beaucoup plus circulaire. Des discussions sur cette question viennent effectivement d'avoir lieu avec M. Erich Riedel, secrétaire d'Etat parlementaire.

NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

taire au ministère allemand de l'économie, mais il était attendu une réunion d'experts avant qu'un principe d'intervention.

La venue à Tokyo, au début du mois de mars, du directeur général de l'Agence spatiale européenne, M. Jean-Marie Luton devrait être l'occasion d'un premier contact sur les possibilités d'une coopération. Celle-ci porterait sur les navettes japonaises Hope et européenne Hermès. Le coût du développement séparé de ces deux engins (l'équivalent de 1 000 milliards de yens pour Hope et de 400 milliards pour Hermès) est en effet problématique pour les deux parties.

Le programme Hermès ayant trois ans, sur Hope, les Japonais souhaiteraient bénéficier de l'expérience du projet européen. Ils développent pour leur part une navette non habitée de 12 mètres de long et de 20 tonnes et ont récemment mené à bien l'essai d'une maquette destinée à être lancée par un engin. Mais, si une coopération limitée peut nouer deux parties, un développement conjoint des deux projets de navettes paraît aujourd'hui difficile tant les deux programmes sont différents. Ph. P.



## SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Les étudiants et lycéens face à la réforme universitaire

## Une nouvelle manifestation contre le « projet Jospin » aura lieu le 19 mars

Plusieurs milliers d'étudiants et lycéens ont manifesté, mardi 26 février, dans la capitale ainsi qu'à Bordeaux, pour réclamer le retrait du projet de réforme universitaire préparé par le ministre de l'éducation nationale. Une assemblée générale, réunie mardi soir, a fixé le principe d'une nouvelle manifestation nationale, à Paris, jeudi 19 mars.

Environ 12 000 personnes, la police, 10 000 selon les organisateurs, à avoir répondu à l'appel des délégations de chaque université de la région parisienne. Seule Paris-III manquait à l'appel. Défilant par établissements, les étudiants ont rappelé leur hostilité au projet de gouvernement. La semaine précédente, 10 000 étudiants et quelques lycéens avaient déjà clamé leur refus de la rénovation pédagogique.

« Ni négociation, ni retrait de la réforme Jospin », « Jospin, c'est toi qui sait lire », « Une réforme s'impose. Une réforme imposée, non », pouvaient lire, une fois, sur les manifestants et les autocollants. Mais les slogans sur la manifestation avaient disparu. Mais il est clair que la concentration des étudiants sur le retrait de l'éducation nationale jusqu'au 31 mai n'a pas suffi à calmer les inquiétudes des manifestants. Au contraire, ils craignent désormais que le gouvernement ne décide de « jouer la montre » : « Les examens ont lieu à la fin du mois de mai. Il est évident que nous aurons eu mal à mobiliser à ce moment-là », indiquait une étudiante de l'université Paris-XIII Villeneuve, en grève depuis près de deux semaines.

Fermes, mais paraissant manifestement enthousiasmés, les étudiants



ont refusé que leur mouvement paraisse organisé par les seuls syndicats. La présence de l'UNEF et celle de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique) sont certes visibles, mais chacun veut se représenter son université et sa formation. Ainsi, les étudiants de lettres classiques de Paris-IV Sorbonne scandent-ils un refrain sérieux : « Volumus discere latinam linguam », tout en brandissant un carton sur un bâton à la main, « de la cagoule pour Jospin et un non-lieu pour la réforme ». Ceux de Paris-III demandaient : « Pourquoi les bêtes communiquent », alors que les « artistes » de Paris-I Sorbonne brandissaient un mur de briques sur lequel était inscrit « Réforme sans issue ».

Au-delà des revendications corporatistes, c'est un « état d'esprit » que beaucoup dénoncent. Ainsi, les étudiants de Paris-VIII Saint-

Denis indiquaient que « Réforme Jospin » projet Marchand - « Pas Pasqua ». « Nous avons une forte proportion d'étudiants étrangers, précisait un de leurs représentants, réfugié politique. Il est inadmissible qu'ils se voient aujourd'hui menacés. » Quelques délégations représentaient les universités de province : des étudiants de Montpellier, de Nice et de Saint-Etienne s'étaient agités au milieu d'un cortège qui a rejoint le ministère de l'éducation nationale depuis la place de la Sorbonne.

## De nombreux lycéens

Derrière, les lycéens, plus nombreux qu'à la manifestation précédente, avaient, eux, repris le refrain : « Réforme sans issue ». Certains lycéens d'octobre 1990, marqués par les Jeunesses communistes, les brandissaient quelques banderoles affichant simplement le

de leur « combat » ou le refus de la réforme. Laquelle ? Celle des lycées pour les plus jeunes, celle des « facs » pour les plus âgés, celle de terminale.

« En la seconde, on va nous obliger à choisir un métier, expliquait un élève du lycée Jean-Jaures de Montreuil (Seine-Saint-Denis). On nous supprime les options et on nous fait choisir. En première, on nous fait choisir, en première terminale, c'est fini », rouspétait une élève du lycée Blaise-Pascal d'Orsay (Essonne). Pour de la « baisse de niveau », les « qui ne veulent plus lire », de groupe en groupe, les lycéens exprimaient leur mécontentement. Les inquiétudes, la meilleure preuve des mauvaises pensées de leur ministre semblait être la « suppression » au collège des langues vivantes et l'obligation de choisir entre « les langues et le latin » au lycée. Le fait que le ministère ait décidé, dès le 19 février, de ne pas toucher aux langues vivantes au lycée les laissa, pour la plupart, perplexes. Les lycéens exprimaient leur mécontentement à quelques incidents opposant une quarantaine de jeunes aux lycées de l'ordre, qui ont été cinq.

Plus tard, les délégués de chaque université se sont réunis au Centre Saint-Charles de Paris-I, afin de constituer une coordination nationale. « Satisfait » de leur action, ils ont décidé de poursuivre le mouvement. Vient ensuite obligé, ils appellent à tous les lycéens à une nouvelle manifestation nationale jeudi 19 mars à Paris. L'appel adopté indique qu'ils refusent la réforme Jospin avec les présidents d'université.

MICHEL AULAGNON  
CHRISTINE GARIN

## JUSTICE

Mort au cours de son transfert en prison

## Francisco Filho n'aurait pas subi de violences

Une autopsie a eu lieu, lundi 26 février à Bordeaux, sur le corps de Francisco Filho, ce lycéen âgé de vingt-deux ans qui, en novembre 1991, avait tué deux personnes dans le Puy-de-Dôme. « Fabio », comme l'appelaient ses amis, ou encore Fabrizio, selon le français prénom qu'il utilisait, avait été retrouvé mort, vendredi 21 février, à l'issue de son transfert vers la prison de Moulins-Yzeure, dans l'Allier (le 25 février).

Un service médico-psychologique de Lyon où il avait été placé, des membres du personnel pénitentiaire étaient venus le chercher dans sa cellule à 8 h 30 et l'avaient emmené endormi. Dans la nuit, Francisco Filho avait été placé aux gendarmes allongé dans le véhicule lors du trajet. Il n'avait pas bougé, mais les gendarmes qui le croyaient « calme », ne s'étaient pas inquiétés. A 11 h 15, à son arrivée à la prison, il était mort. Une information judiciaire pour recherches des causes de la mort était ouverte à Moulins le jour même. Selon les premières constatations de l'autopsie, le corps ne porte aucune trace de violence. Le lycéen serait décédé à la suite de « problèmes respiratoires ». Le mort semble lié à l'absorption de substances hypnotiques. « En l'état de l'enquête, il ne semble pas que les médecins du service médico-psychologique de Lyon lui aient admini-

stré des calmants avant son départ », précise le procureur de la République de Moulins (Allier), M. Jacques Chénier. En revanche, l'un des codétenus de Francisco Filho affirme l'avoir vu alterner des médicaments dans la nuit qui a précédé le transfert.

Lorsqu'on lui avait appris son départ pour la prison de Moulins-Yzeure, Francisco Filho, qui avait mal supporté sa première incarcération, avait protesté. Aussi, deux hypothèses sont-elles privilégiées par l'enquête : l'insuffisance du suicide ou une scène pour retarder le transfert. Les analyses toxicologiques qui ont commencé mardi 25 février visent à préciser la nature et la quantité des produits absorbés par Francisco Filho la veille de sa mort. Son avocat, M. Jean-Yves Liénard, dénonce, quant à lui, l'absence de l'administration pénitentiaire. « Francisco Filho disposait d'une quantité de médicaments suffisante pour provoquer sa mort, note-t-il. C'est parfaitement anormal : l'administration pénitentiaire, qui abuse de ces calmants, doit vérifier que les médicaments sont pris afin d'éviter que les détenus les stockent. » M. Liénard estime qu'il y a là un grave « défaut de surveillance » et n'exclut pas de porter plainte.

A. C.

## L'affaire des « Irlandais de Vincennes »

## M. Bernard Jegat dispensé de peine par la cour d'appel

M. Bernard Jegat, condamné le 24 septembre 1991 à quinze mois de prison avec sursis pour « détention d'armes et de munitions » dans l'affaire des « Ir-

landais de Vincennes », a été dispensé de peine mardi 25 février par la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris.

La cour a estimé que l'information du capitaine Barril était bien coupable, mais qu'il remplissait les conditions posées par l'article 43-2 du code de procédure pénale qui exonère les personnes de peine lorsqu'il apparaît que le relaxement du prévenu est acquiescé par le dommage causé est réparé et que la victime résultant de l'infraction a cessé.

Ancien sympathisant de la cause irlandaise, M. Jegat a été condamné à quinze mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Paris le 24 août 1982, des armes que lui avait données un Irlandais en 1979. Quatre jours plus tard, ces armes avaient été « découvertes » à Vincennes, au domicile de trois Irlandais. Le capitaine Paul Barril, dont il était établi qu'il avait apporté lui-même les principales pièces à conviction « saisies » sur place, n'a jamais été poursuivi.

Mais, neuf ans après les faits, le 24 septembre 1991, la dix-septième chambre de la cour d'appel de Paris avait relaxé à quinze mois de prison avec sursis M. Jegat pour « détention d'armes et de munitions », le lieutenant-colonel Jean-Michel Beau pour « subornation de témoins » et le préfet Christian Prouteau chef de « complicité » de ce dernier chef (le 26 septembre 1991).

Le 15 janvier, la cour d'appel a toutefois relaxé le préfet Prouteau et réduit la condamnation de M. Beau à une peine annulable d'un an de prison avec sursis et 1 000 F d'amende (le 17 janvier).

Ecoutes téléphoniques : le poseur de magnétophones remis en liberté - Philippe Mourleau, détenu dans l'affaire d'écoutes téléphoniques instruite à Paris par le juge Jean-François Ricard, a été remis en liberté sous contrôle judiciaire, le 24 février, contre le versement d'une caution de 100 000 F, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Cinq personnes sont incrimées dans le dossier qui met en cause des pratiques d'espionnage industriel dans le monde des affaires. Philippe Mourleau, qui était détenu depuis le 8 octobre 1991 après avoir été inculpé d'atteinte à l'intimité de la vie privée d'infraction à la loi sur les écoutes téléphoniques, avait été interpellé alors qu'il récupérait les cassettes d'un magnétophone branché sur les lignes téléphoniques de journalistes de Libération.

## Une rénovation en pointillé

Au fil des consultations et manifestations d'étudiants, le projet ministériel de rénovation des formations universitaires finit par ressembler à l'Arlesienne. Contre quoi, précisément, protestent les cortèges d'étudiants ? Contre quels textes ? En est-on ?

Depuis le 13 janvier dernier, le ministère de l'éducation nationale a présenté au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) une série d'arrêts destinés à remodeler, plus ou moins profondément, l'ensemble des formations universitaires.

Au cours des six réunions depuis le 14 janvier, les instances consultatives ont examiné une série de projets portant sur les premiers cycles des études médicales (approuvés), les troisièmes cycles (approuvés après amendements), les instituts universitaires professionnels (rejetés après amendements), une nouvelle version des textes sur les cycles à la présence mais n'a pas été discutée.

Le projet de rénovation des premiers cycles généraux sur lesquels se cristallisent les critiques actuelles. Après de nombreuses modifications, le ministère a finalement élaboré un arrêté général de cadrage des DEUG qui a été approuvé à la quasi-unanimité par la Conférence des prési-

dents d'université, le 19 février. Ce texte - diffusé depuis le 26 février - n'a pas été publié. On ne sait pas mystère au ministère que l'on ne publiera pas. Mais avoir obtenu un avis formel du CNESER, sanctionné par un décret, n'est pas suffisant pour le ministre. Quant à la loi, elle n'est pas encore promulguée, elle n'est pas encore en vigueur, elle n'est pas encore appliquée, elle n'est pas encore appliquée.

Autrement dit, pour l'instant, rien n'est formellement arrêté. D'autant moins que le ministère a renvoyé la définition précise des missions de chacun des douze DEUG prévus à une concertation des universitaires, d'ici au 31 mai prochain, dans le cadre de « conférences pédagogiques nationales ».

Enfin, le ministère a considérablement assoupli le calendrier d'application de sa réforme. Il prévoyait, initialement, une entrée en vigueur générale à la rentrée 1992. Il propose maintenant que chaque université applique la rénovation pédagogique dans le cadre de son propre d'établissement. C'est dire que la généralisation éventuelle de la réforme des premiers cycles pourrait démarrer, à partir de la rentrée 1992, dans les universités ou les filières volontaires et s'étaler sur quelques années. Bref, la « réforme Jospin » n'est pour l'instant en pointillé.

G. C.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 26 février 1992 :

## DES DÉCRETS

N° 92-169 du 20 février 1992 modifiant le décret n° 90-484 du 14 juin 1990 relatif à l'orientation et à l'affectation des élèves ;

N° 92-171 du 21 février 1992 portant statut particuliers des corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

N° 92-172 du 21 février 1992

relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

N° 92-173 du 21 février 1992 relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur publics relevant du ministre chargé de l'agriculture ;

N° 92-174 du 25 février 1992 relatif à la prévention de la transmission de certaines maladies infectieuses.

## MÉDECINE

Avant le débat parlementaire sur la bioéthique

## Une mission de l'Assemblée nationale affirme son opposition à la commercialisation du corps humain

Présentée par le docteur Bernard Bioulac, député (PS) de la Dordogne, la mission d'information sur la bioéthique de l'Assemblée nationale devait rendre publiques ses conclusions, mercredi 26 février. A la veille du débat parlementaire sur la bioéthique, cette mission a en octobre 1990 (1) affirme son opposition aux nouvelles possibilités, induites notamment par les développements de la biologie médicale, de la commercialisation du corps humain.

A la diffusion du rapport public il y a quelques jours par le sénateur (PS) Franck Sérusclat, au nom de l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, le docteur Bernard Bioulac épousa pleinement les conclusions auxquelles « aboutit le gouvernement », qu'avait développées M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, dans un entretien accordé au Monde lors de la déclaration gouvernementale sur la bioéthique (le Monde du 19 décembre 1991).

La mission explique avoir œuvré à la continuité des débats précédemment menés, c'est-à-dire au Conseil d'Etat, sous l'autorité de M. Guy Bédaride (président de la section du rapport et de l'enquête), mais aussi de M. Noël Lenoir, à la demande de M. Michel Rocard, premier ministre. Au total, la mission a procédé à quatorze auditions, organisé sept « tables rondes », entendu une soixantaine de personnalités.

Une des propositions, la mission demande que la loi « affirme le principe du respect, de la dignité de la personne humaine et de l'intangibilité du genre humain ». Cette même loi devrait dégager les principes généraux définissant le principe de la personne humaine, ces principes étant « la liberté, l'indivisibilité du corps et de l'esprit, et l'indivisibilité de l'inviolabilité

du corps humain. Il s'agit avant tout de la non-commercialisation du corps humain, celui-ci étant défini de façon extensive ». Ceci implique notamment que le principe de gratuité du corps d'organe ou d'élément du corps humain, celui du corps anonyme du don.

La mission insiste sur une série de domaines où des dispositions législatives spécifiques seraient nécessaires. Il s'agit notamment de la procréation médicalement assistée qui devrait être réservée aux couples ayant un projet parental et souffrant de stérilité ou présentant un risque de transmission d'une maladie génétique.

La mission demande également des dispositions plus rigoureuses d'agrément des centres pratiquant la procréation médicalement assistée et réclame que la pratique des mères porteuses soit définie comme illicite.

Elle demande par ailleurs l'encadrement par voie législative des recours aux empreintes et aux tests génétiques avec l'interdiction à tout (notamment les employeurs et les compagnies d'assurances)

d'avoir accès aux résultats de ces tests.

Au total, les propositions de la mission de la bioéthique, le docteur Bioulac a travaillé avec quelques mois de travail en vrai - aux côtés du gouvernement ou en dehors de la bioéthique. Le texte de la mission, du projet de loi gouvernemental (2) est actuellement au Conseil d'Etat. Il devrait être adopté d'ici la fin du mois de mars par le conseil des ministres et transmis au Parlement lors de la session de printemps.

JEAN-YVES NAU

(1) La mission d'information commune à la bioéthique a été créée en 1990 par le Conseil des ministres de la Commission des lois et de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale.

(2) L'actuel projet de loi est composé de trois parties : la partie du corps humain et la protection de l'intégrité de la personne humaine, la filiation et les procréations médicalement assistées, les tests génétiques. Il est en cours de compléter la partie de la filiation de statut juridique du corps humain, la mission n'ayant pas cru jusqu'à présent devoir fixer les limites juridiques de la filiation à tout ou partie du corps humain.

## EN BREF

Cinq cent six étrangers expulsés en 1991 pour trouble à l'ordre public - Cinq cent six étrangers ont été expulsés en 1991 par le ministère de l'Intérieur pour trouble à l'ordre public. Selon le place Beauvau, il s'agit du chiffre le plus élevé enregistré depuis 1945 : l'expulsion des années 1982 (443) et 1990 (384). Ces chiffres comprennent les expulsions administratives, en cas de « nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique » : elles sont au nombre de cent vingt en moyenne annuelle sur 1991, ou cinquante ressortissants « irakiens ou pro-irakiens » ont été expulsés à l'occasion de la guerre du Golfe.

Alain Prost ne participera pas au Grand Prix d'Afrique du Sud - Le pilote français Alain Prost ne participera pas au Grand Prix d'Afrique du Sud de formule 1, dimanche 1<sup>er</sup> mars, sur le circuit de Kyalami. Le constructeur Guy Ligier souhaite engager l'ancien champion du monde, mais, après plusieurs mois de pourparlers, les deux hommes n'ont pas pu parvenir à un accord. C'est un autre pilote français, Erik Comas, qui pilotera la Ligier n° 26 à Kyalami. Alain Prost et Guy Ligier ont décidé de poursuivre les négociations avec les partenaires de Ligier (Renault, Elf, Loto national, SEITA) afin qu'une décision définitive puisse être annoncée le 1<sup>er</sup> mars.







## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Une rencontre exceptionnelle « dans la France jacobine »

M<sup>me</sup> Cresson a réuni au Creusot six cents hauts fonctionnaires pour les mobiliser sur l'emploi

Toute la journée du 25 février, jour de la publication des mauvais chiffres du chômage (le 26 février), six cents hauts fonctionnaires se sont réunis au Creusot (Saône-et-Loire). Une rencontre exceptionnelle, « jamais tenue dans la France jacobine », a affirmé M<sup>me</sup> Edith Cresson : l'emploi.

## LE CREUSOT

Gare de Lyon, avant l'aube, l'événement avait quelque chose de surréaliste. Par paquets, un nombre de six cents, des directeurs de l'administration centrale, des préfets, venus de la France entière — y compris de Lyon, — les trésoriers — payeurs généraux, des académies, les fonctionnaires du service public de l'emploi ou les fameux sous-préfets dévelop-

peurs, bousculaient sur le quai auprès d'un TGV. Tous réunis pour une partie de campagne studieuse, ils avaient — sur ordre — abandonné leurs voitures de fonction pour se rendre au Creusot (Saône-et-Loire). Des scènes de cohue dignes des grands départs.

Sur place, pendant une journée entière, tous étaient conviés à une longue séance de travail en compagnie de cinq ministres : M<sup>me</sup> Edith Cresson, premier ministre, M<sup>me</sup> Pierre Bérégovoy (économie), M<sup>me</sup> Michel Lamy (ville et aménagement du territoire), ministres d'Etat, M<sup>me</sup> Martine Aubry (travail et emploi), M<sup>me</sup> Philippe Marchand (intérieur). Avec au sein du point de l'ordre du jour, rappelé sous forme de slogan par une banderolette : une « loi de spectacle », « le traitement local de l'emploi », dont M<sup>me</sup> Bérégovoy a chargé d'indiquer qu'il ne peut être l'auteur. En filigrane, il fut question d'une circulaire de M<sup>me</sup> Matignon, adressée aux préfets, et qui, toujours bien accueillie, qui intimait un suivi scrupuleux des entreprises en difficulté et un contrôle renforcé des demandeurs d'emploi.

## « Détruisez les carcans »

« Une telle réunion ne s'est jamais tenue dans la France jacobine », a affirmé M<sup>me</sup> Cresson, qui d'entrée, a fixé les objectifs. Autour de l'emploi, il s'agit de « mobiliser » tous les services de l'Etat, sous les regards de quelques chefs d'entreprise appelés à témoigner de la nécessité des mesures. Il faut appeler à la « décentralisation », à tous les niveaux. « Réduisez les rigidités, détruisez les car-

A. L.

## Les entreprises d'insertion et l'apprentissage

## Le conseil des ministres visionne un film sur les jeunes en difficulté

Pour la première fois de son histoire, le conseil des ministres devait, le 25 février, visionner un petit film de neuf minutes. Composé des témoignages bouleversants de jeunes en difficulté, ce document devait permettre à M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de présenter une communication sur l'insertion sociale.

Depuis le 3 juillet, date du lancement d'un nouveau programme de soutien, de l'apparition officielle de la Fondation des entreprises pour l'insertion, présidée par M<sup>me</sup> Philippe Francès, DDT, M<sup>me</sup> Darty, le bilan de l'action est impressionnant. De 10 400 emplois à temps plein, 13 projets en portefeuille, 15 emplois à un doublement des effectifs à terme. Avec des asso-

ciations intermédiaires et les régies de quartier, soit 1 350 structures d'insertion, les moyens de lutte contre l'exclusion se développent.

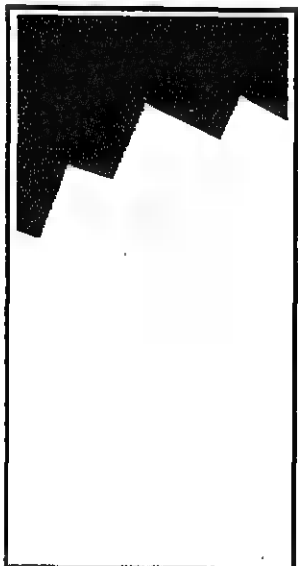
Dans une deuxième communication, présentée par M<sup>me</sup> Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, devaient être annoncées les décisions issues, pour la plupart, des travaux de la table ronde consacrée à l'apprentissage (le Monde du 8 février). Elles donneront lieu à deux projets de loi, examinés au cours de la session de printemps. Parmi les dispositions les plus importantes, il faut mentionner le principe d'un crédit d'impôt sur les bénéfices, qui sera ouvert aux entreprises petites et grandes qui accueillent des jeunes en apprentissage.



14 - 17 MARS 1992

## 3e Marché International des Professionnels de l'Immobilier

PALAIS DES FESTIVALS - CANNES - FRANCE



4 jours pour rencontrer les décideurs qui font le marché de l'immobilier international.

Lieu exceptionnel de contacts et d'échanges, le MIPIM est pour vous l'occasion unique de rencontrer, pendant 4 jours, tout ce que le marché de l'immobilier international compte de décideurs de haut niveau.

Promoteurs, constructeurs, collectivités territoriales, conseils en immobilier d'entreprise, utilisateurs finaux, investisseurs et aménageurs, tous les intervenants du marché de l'immobilier international seront présents et disponibles pour initier des contacts ou développer vos affaires.

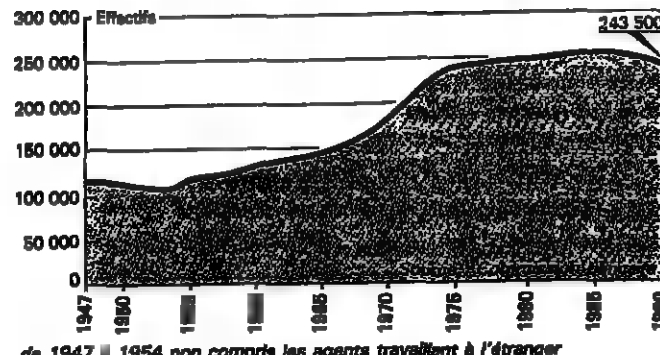
Le MIPIM, c'est pour vous un formidable lieu de travail, une véritable plate-forme d'échanges grâce aux nombreuses conférences, à un centre permanent de consultation juridique et à tous les événements qui y sont organisés.

Votre présence s'avère donc plus que jamais indispensable. Contactez-nous dès aujourd'hui !

RESERVE EXCLUSIVEMENT AUX PROFESSIONNELS

Contact : René PERES - MIDEM ORGANISATION - Tél : (33) (1) 45 06 14 03 - Fax : (33) (1) 47 55 91 22 - Téléc : 630 547 MIDEM

## Effectifs dans les banques : baisse de 2 % en un an



de 1947 à 1990, non compris les agents travaillant à l'étranger

de 1947 à 1990, compris les agents travaillant à l'étranger

Après avoir compté jusqu'à 254 400 salariés en 1986, les établissements appartenant à l'Association française des banques (ensemble des organismes financiers, hormis le Crédit agricole, le Crédit mutuel et les Banques populaires) ont progressivement réduit leur personnel. En 1990, elles n'employaient plus que 243 500 personnes, un effectif équivalent à celui de 1980. Selon l'AFB, l'emploi total dans le secteur a baissé de 11 % entre octobre 1989 et septembre 1991.

## FINANCES

Rejetant les arguments de Nestlé et d'Indosuez

## Le parquet donne raison à Exor dans l'affaire Perrier

Le président du tribunal de commerce de Paris rendra lundi 18 mars sa décision sur la cession de l'autocontrôle de Perrier au groupe Saint-Louis. Lors de l'audience du mardi 25 février, le ministère public lui a demandé de constater la validité de cette cession.

Lundi 20 janvier, Nestlé et la Banque Indosuez ont lancé une offre publique d'achat (OPA) sur Perrier, une société détenue à 49,3 % par Exor, Saint-Louis (deux firmes proches du groupe italien Agnelli) et la Société générale. Cette offre s'accompagnait de deux conditions. Le premier, déposé devant le tribunal de commerce de Nîmes, demandait la suspension des droits de vote des dirigeants de Perrier pour manquement à des obligations de transparence de l'information. Le second, devant le tribunal de commerce de Paris, contestait les conditions dans lesquelles, aux premiers jours de janvier, les 13,8 % d'actions d'autocontrôle de Perrier ont été cédées à Saint-Louis.

A Nîmes, la semaine dernière, le procureur de la République a rejoint les deux attaques (Nestlé et Indosuez) et a soutenu celle de la Commission des opérations de Bourse (COB). Il a demandé le gel d'une partie des droits de vote des actionnaires principaux de Perrier. La décision sera rendue le 6 mars (le Monde).

du 20 février). A Paris, le 25 février, le ministère public, représenté par le parquet, M. Hubert Gaudier, a donné raison aux attaques, c'est-à-dire au groupe Agnelli (Exor, Saint-Louis) et à la Société générale, rejetant les trois arguments de Nestlé et d'Indosuez dans leur demande de suspension de la cession de l'autocontrôle, contraire à l'intérêt social de Perrier car réalisée à un prix inférieur à celui de l'OPA lancée par Nestlé (1 235 francs par action contre 1 475 francs pour l'offre d'achat), et enfin frauduleuse.

Dans son réquisitoire, M. Gaudier ne s'est intéressé ni à la date de cession de l'autocontrôle de Perrier à Saint-Louis — dont on ne sait rien — ni à la validité de la cession, mais à la légalité de l'opération. De plus, à la suite du rapport de la brigade financière de la police judiciaire, une enquête sur la cession de l'autocontrôle de Perrier a été confiée à la brigade financière de la police judiciaire. Une enquête indépendante de l'action en justice devant le tribunal de commerce de Paris. Une action de plus qui, s'ajoutant aux nombreuses autres procédures judiciaires en cours, rend toute bataille autour de Perrier très floue.

DOMINIQUE GALLOIS

## AUTOMOBILE

Cent mille unités par an d'ici 1992

## La Carina E, première voiture « européenne » de Toyota

La Carina E, première voiture Toyota fabriquée en Europe, sortira en rythme de 100 000 unités par an des chaînes de Burnaston, au milieu de l'Angleterre, dès la fin de l'année. L'entreprise japonaise a euro-

péen par ses fabricants, il ne sera pas possible de produire d'importants volumes. En juillet dernier, en fabriquant la Carina E en Grande-Bretagne, nous devenons un membre de votre Communauté. Pour M. Junji Numata, directeur général de Toyota Motor Corporation, toute discussion à ce sujet est apparemment terminée.

Véhicule de gamme moyenne — le créneau le plus rentable, sur lequel les constructeurs réalisent 25 % de leurs ventes en Europe — il concurrencera les 405 et R21, pour ne parler que des produits français.

Successeur de la Carina 2, due à 300 exemplaires en Europe depuis son lancement en 1983, la Carina E a nécessité un investissement de 840 millions de livres (8,2 milliards de francs) réparti sur deux usines : celle de Burnaston, spécialisée dans le montage, et celle de Deeside, dans le pays de Galles, pour les moteurs.

Disponible en France à la fin de l'année, elle devrait contribuer fortement à l'augmentation des ventes de Toyota France, que son président, M. Henri Combes, souhaite voir passer de 10 000 unités par an actuellement à 50 000 fin 1992.

A. K.

## INDICATEURS

## JAPON

● Production industrielle : baisse en janvier. — La production industrielle a baissé de 0,8 % par rapport à décembre. En un an (janvier 1992 comparé à janvier 1991), la baisse est de 4 %. En novembre déjà, la production industrielle avait reculé de 1,3 % par rapport à octobre.

## FRANCE

● Réserves de changes : nouvelle baisse en janvier. — Les avoirs officiels de change de la France atteignent 322,7 milliards de francs fin janvier, en baisse de 3,9 milliards de francs par rapport à fin décembre. C'est la quatrième baisse mensuelle consécutive. Par rapport à janvier 1991, les réserves de changes de la France ont diminué de 23,2 milliards de francs.

● Conjoncture : reprise en janvier. — La consommation des ménages en produits manufacturés a nettement augmenté en janvier (+ 3,1 %), après avoir baissé en novembre et décembre. En un an, par rapport à janvier 1991, la progression est de 2,2 %. La reprise des achats est particulièrement forte dans l'électronique (+ 8 %) et dans l'automobile (174 000 immatriculations après correction des variations contre 164 000 en décembre). Dans l'habillement, c'est surtout le cuir qui bénéficie de la reprise. La bijouterie, l'horlogerie-bijouterie enregistrent de fortes progressions.



# COMMUNICATION

Une radiographie de la Commission de la carte

## Davantage de femmes, de jeunes et de diplômés parmi les journalistes français

Critiqués par la classe politique, mis en cause par les lecteurs et les auditeurs qui jugent, pour la moitié d'entre eux, leurs informations éloignées de la réalité des faits, les journalistes ont plutôt mauvaise presse. Et pourtant, leur métier figure parmi les douze professions qui font encore rêver les Français (1). Ce paradoxe tient sans doute à la méconnaissance de cet « ensemble flou » que forment les 28 614 journalistes recensés en 1990.

La Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCJP) vient d'y remédier, avec un rapport intitulé « Les journalistes français en 1990, radiographie d'une profession », publié par la Documentation française et réalisé grâce à l'aide du Service juridique et technique de l'information (SITI), service dépendant du premier ministre, et d'une équipe de l'Institut français de presse (IFP).

La dernière étude de la CCJP date de 1986 (2), alors que depuis 1983 presque la moitié de la profession s'est renouvelée (11 000 nouveaux journalistes). Son profil s'en est trouvé profondément modifié. L'examen des deux pans de l'enquête — une étude quantitative de 1 559 dossiers représentatifs de la profession et une série d'entretiens qualitatifs avec 57 journalistes — révèle trois aspects notables : une plus grande féminisation, un relatif rejuvenement, et une augmentation du nombre de diplômés.

Alors que les femmes ne représentaient que 23 % de la profession en 1981, elles en constituent le tiers aujourd'hui. Mais ce pourcentage s'est accru chez les moins de vingt-cinq ans (48,6 % de femmes), régresse au-delà de trente et un ans, du fait sans doute de la difficulté à mener de front vie professionnelle et familiale. Les journalistes sont aussi plus jeunes, puisque les moins de quarante-cinq ans forment 73,6 % de la profession (71 % en 1983). Enfin, 69,8 % ont un niveau d'études supérieures : surtout les jeunes, les femmes, et les journalistes de l'audiovisuel, même si ce sont des journalistes de la presse écrite qui possèdent en plus grand nombre les diplômes les plus élevés (bac plus cinq

ans d'études). Enfin, la proportion de pigistes (journalistes non salariés permanents d'une entreprise) a considérablement augmenté. Ils représentent 14,8 % des journalistes, contre 9,6 % en 1980. On retrouve parmi eux surtout des femmes et des moins de trente-cinq ans.

Résidant en majorité en région parisienne, les journalistes se répartissent entre la presse écrite (74,7 % d'entre eux, dont 22,2 % dans la presse spécialisée; 21,8 % dans la presse régionale; 13,3 % dans la presse technique et professionnelle; 8,3 % dans la presse nationale; 5,2 % dans la presse institutionnelle), l'audiovisuel (17 %) et les agences de presse (7,8 %). Les journalistes sont venus à cette profession sous l'influence conjuguée des occasions et de contacts familiaux, après,

par ordre décroissant, des études : lettres, de journalisme, de droit, sciences politiques ou sciences humaines.

L'étude révèle que les journalistes s'attachent à la « recherche de l'image et de l'influence des journalistes », « téléviser », « dérapages », « déformations », « déontologie ». Enfin, ils se plaignent d'être mal payés : le salaire moyen brut annuel est de 15 000 F en 1990 mais avec de nombreuses déductions pour le sexe, l'entreprise, la presse et le travail.

YVES-MARIE LABÉ

A l'unanimité moins une abstention

## Les actionnaires de La Cinq ont voté le principe d'une augmentation de capital

Les actionnaires de La Cinq, réunis mardi 21 février en assemblée générale, ont voté à l'unanimité moins une abstention le principe d'une augmentation de capital en deux temps, d'un montant global de 1,5 milliard de francs (1). Le conseil d'administration, qui a préparé l'opération, a réuni les nouveaux capitaux, cette opération a été approuvée par le tribunal de commerce un plan de financement de La Cinq prévoyant une augmentation de capital en deux vagues — 800 millions de francs deux mois plus tard, — a demandé aux actionnaires de ne pas attendre pour se déterminer le délai légal du 25 mars ouvert pour cette souscription.

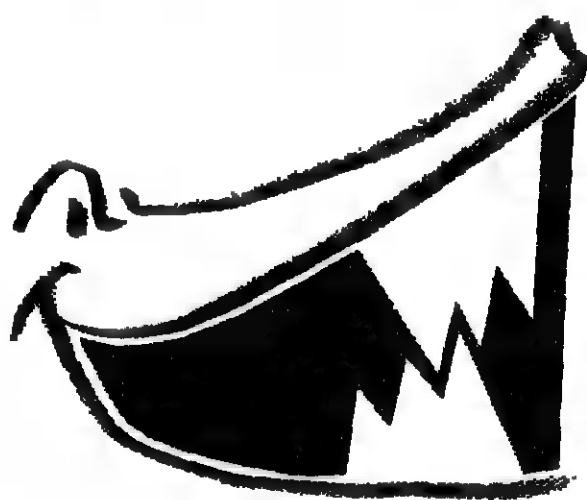
La question est de savoir qui aujourd'hui a intérêt à « jouer la montre ». Le gouvernement a le

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui attendent que la chaîne mesure toute seule? Ce M. Berlusconi, qui profite de tous les délais légaux pour peaufiner son tour de table financier? En attendant, les journalistes de la chaîne, en augmentation au début de la crise, aujourd'hui, en diminution de 10 % et de la chaîne de 10 heures, qui avait fait office de locomotive, a retrouvé sa taille d'avant la crise : 3 % environ.

Au sein du CSA, une partie des membres s'opposent à l'envoi d'une lettre à M. Hubert Lafont, l'administrateur judiciaire, pour lui rappeler que La Cinq doit satisfaire à tous ses engagements. Le CSA est resté d'une discrétion remarquable depuis janvier.

(1) Actionnaires de La Cinq : (23 %) groupe Berlusconi (25 %), Crédit lyonnais (10 %), commercial du Rhône (8,01 %), groupe Hersant (7,5 %), Kiehlwein-Benson (7,01 %), Société générale (4,99 %), Expar (4,99 %), groupe Varès (4,1 %), GAN (2,5 %), Société de mobilisation des avances (0,9 %).

## Avec Sud Radio, mordez fort le Grand Sud-Ouest\*.



\*Sud Radio + Wif FM: leader des radios commerciales dans le Grand Sud-Ouest.



Si vous convoitez l'audience du Grand Sud-Ouest, ne vous contentez plus de miettes. Achetez la première radio commerciale Midi-Pyrénées-Aquitaine : le couplage Sud Radio + Wif FM qui a progressé de 15 % dans les 6 derniers mois. Conséquence d'un changement de grille astucieux, chaque jour les auditeurs rejoignent ceux qui étaient prêts à dévorer tous vos messages.

Médiamétrie Sept.-Déc. 91 Midi-Pyrénées-Aquitaine.

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde des Carrières



LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE SAINT-BRIEUC (22)  
47 000 habitants  
Seine Nationale - C.A. MF - 23

### SON DIRECTEUR (H/F)

- L'Association et les Tutelles recherchent un responsable expérimenté, une compétence en programmation, des qualités de gestionnaire.
- Il sera capable de développer un projet artistique, prenant en compte en particulier la collaboration Compagnie en région, la préoccupation spectacle vivant.
- Il sera capable de s'intégrer au milieu culturel local régional.

Candidature motivée en vue présélection à adresser, avec C.V., président itinéraire professionnel, sous mention « personnel » à : Monsieur le Président, C.A.C. de Saint-Brieuc, B.P. 4133, 22101 Saint-Brieuc, 2, pour le 15 mars 1992.

### PME 150 personnes

Leader Européen des Systèmes de Pédagogie

recherche

### INGÉNIEUR ENSI

+ Formation Commerciale complémentaire ESC/ESCAE

### SUP de CO ou équivalent

Une expérience du marketing de 3 à 5 années est requise (études, pricing, gestion de la distribution...).

La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle d'une langue européenne fortement souhaitée, et une expérience internationale vivement appréciée.

Le poste est basé à Paris, avec implication dans la disponibilité géographique (France/Etranger).

Adresser lettre, CV, références et photo sous n° 0007 LE MONDE PUBLICITE, 15/17, rue du Colonel-Pierre-Avis 75008 Paris Cedex 15

Pour Centre de recherche en matériaux de construction

### INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

INSA, ESTP, DEA, Universitaire 3<sup>e</sup> cycle, etc.

Options : Résistance des matériaux, acoustique, mécanique des fluides, formation complémentaire en informatique.

Expérience : 5 à 10 ans de laboratoire de recherche, éventuellement de chantier de bâtiment.

Activité : animation d'une équipe de chercheurs de niveau européen (anglais nécessaire).

Lieu de travail : proche banlieue par.

CV et prétentions à :

CTTB, 17, rue Letellier, 75015 Paris

### COMMENTAIRES SOCIÉTÉ ÉTUDES MARKETING

recherche

### DIRECTEUR ÉTUDES QUALITATIVES PSYCHOLOGUE

Recherches de terrain équivalent : 5/10 ans

GRANDE EXPÉRIENCE :

- du marketing (projet, présentation, conseil);
- de la recherche qualitative (méthodes d'études);
- animation de groupes;
- maîtrise de l'anglais.

Envoyer CV, prétentions et photo. Réf. 0007

Le Monde PUBLICITE, 15/17, r. du Col.-P.-Avis 75008 Paris Cedex 15

## Jacques BLIN

et son équipe

vous prie de bien vouloir noter les nouvelles coordonnées de GRH Conseils à dater du 21 février 1992.

## GRH Conseils

51, avenue de Paris - 94300 Vincennes  
Tél. 43 74 33 99 - Fax. 43 74 16 41

SAGE E.M.L. TREMBLAY-EN-FRANCE  
Aménagement et Construction recherche CHARGÉ(E) D'OPÉRATIONS pour montage dossiers de ZAC et conduite d'opérations. Bonne expérience professionnelle. Adresser cand. CV + dossier réf. montage op. à SAGE BP 93280 Tremblay-en-France

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS

### JURISTE (H.F.)

Spécialiste en droit fiscal et des impôts (indépendant) de l'enseignement supérieur (niveau + 4) minimum. Il aura en charge la réalisation d'une étude relative aux statuts du travailleur indépendant.

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE 12 MOIS

Adresser CV + lettre de motivation à : M. LTA, rue Fy-Poissonnière, 4, rue de la République, 10116 Lausanne.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE L'École HEC de l'Université de Lausanne cherche PROFESSEUR DE FINANCE

pour l'enseignement de l'entreprise (comptabilité financière, gestion, etc.).

Expériences : minimum 10 ans en enseignement supérieur, travaux relatifs aux mathématiques, économie professionnelle. Deux langues étrangères et pédagogiques.

Les candidats doivent adresser au prof. O. Blanc, Doyen de l'École HEC, 10116 Lausanne. Délai de 15 avril 1992.

La Rose cherche pour la mois de septembre 1992 un professeur de mathématiques et sciences physiques, maitrise ou finit, diplômé, expérimenté, en qualité de professeur titulaire à plein temps.

Faire offre à la direction générale de la Rose, 04-1100 Rolle.

MENSUEL D'INFORMATION SCIENTIFIQUE GÉNÉRALE

ASTROPHYSICIEN(NE) pour poste de rédacteur à temps partiel dans les domaines Espace et Astrophysique.

Niveau requis : maîtrise ou équivalent. Expérience souhaitée.

Fonction pouvant convenir à un chercheur, à un universitaire ou à un journaliste expérimenté. Adresser lettre, CV et prétentions sous n° 0000 Le Monde PUBLICITE, 15/17, r. du Col.-P.-Avis 75008 Paris Cedex 15

L'Association anglaise de jeunes linguistes recherche PROFESSEURS anglais / français. Juillet ou août.

Tél. (1) 4441-0515

SOCIÉTÉ D'AVANTAGE RECHERCHE FISCAL HAUTE-NORMANDIE recherche

ASSISTANT DE CABINET pour études francophones

Professeur d'anglais qualifié

« R.S.A. » ou équivalent

supérieure, 1<sup>er</sup> d'expérience minimum exigé.

Envoyer CV et lettre de motivation à : CIB, 101, rue de la République, 92400 NE PAS TELEPHONER, Marol.

UN PRATICIEN HOSPITALIER Temps plein pour pédiatre-psychiatre ou pédiatre par le C.N.S. de Lorient (département). Candidature pour le 4 mars.

Envoyer CV et lettre de motivation à : M. LTA, rue de la République, 10116 Lausanne.

STBST Paris-Est septembre

PROFS Mathématique, physique, anglais et autres. Adresser lettre CV et photo sous n° 0007 LE MONDE PUBLICITE, 15-17, rue du Col.-P.-Avis 75008 Paris Cedex 15.

URGENT. Ecole de classe (150 km nord Paris, 15-16 en mai) Professeur de Musique Jazz (adulte et enf. de 8 à 12 ans) Envoyer CV à : Ecole de classe, 7 bis, rue Notre-Dame, 02100 Saint-Quentin (16)

jadis par on tourna adaptation Phare du des Verne, et effraction anée.

était ici, aclysmes de rodés par la heurs locaux fantastiques

« l'aigle », l'inspiration morte de la le Barcelone, u dur qui est, « celle du néon ». Il n'en ucune preuve, conserver telle

tre double erçoit d'ailleurs œuvres Dali du meuble-all ui fait de Cade-montagne magi-si quelques , tout à la fois si ages, si proches et , c'est bien une imagine.

me envoyé spécial Patrice Bollon

us offrir n plus.

ESPAÑA

Une passion pour la

70.19.92 - 3615 Espagne.







هنا من الاصل

Le Monde  
IMMOBILIER  
AGIFRANCE  
CIGIMO  
SAGGEL  
SOLVEG  
PHENIX GESTION  
AGF  
VENDÔME

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde ■ Jeudi 27 février 1992 19

2 3

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>								
<b>ARRONDISSEMENT</b>								
2 PIÈCES 78 m², 1 <sup>er</sup> étage	64, rue Tiquetonne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 800 + 658 5 618	2 PIÈCES 52 m², 3 <sup>e</sup> étage parking	21, rue Saint-Lambert AGIFRANCE - 45-88-45-82 Frais de commission	+ 685 3 885	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 87 m², 5-6 <sup>e</sup> étages 2 park., 2 balcons terrasse 17 m²	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	+ 9 700 7 254	2/3 PIÈCES 51 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	BOULOGNE GCI - 40-16-28-71	4 353 + 598
3 PIÈCES 80 m², 1 <sup>er</sup> étage	195, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 000 + 770 7 800	4 PIÈCES 131 m², 5-6 <sup>e</sup> étages parking	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	+ 8 000 6 750	4 PIÈCES 125 m², 1 <sup>er</sup> étage 2 parkings cave	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 2 720 1 800
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			5 PIÈCES 90 m², 2 <sup>e</sup> étage parking	COURBEVOIE 35, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 8 000 1 800
3/4 PIÈCES 106 m², 2 <sup>e</sup> étage	67, avenue de Suffren SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 2 391 9 828	2 PIÈCES 53 m², 7 <sup>e</sup> étage parking, balcon	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 1 500 14 275	5 PIÈCES 108 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	COURBEVOIE 33, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 8 700 7 355
4/5 PIÈCES 105 m², 2 <sup>e</sup> étage	69-71, avenue de Suffren SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	21 000 + 2 348 18 120	2 PIÈCES 53 m², 7 <sup>e</sup> étage parking, balcon	20, rue de Lubac AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 500 4 625	2/3 PIÈCES 90 m², 1 <sup>er</sup> étage possib. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 5, rue du Général-Larraz CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	+ 5 282
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES 171 m², 7 <sup>e</sup> étage parking	10-12, rue Auguste-Maquet LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	+ 1 582 11 100	4 PIÈCES 96 m², 2 <sup>e</sup> étage possib. parking balcon	NEUILLY-SUR-SEINE 223, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	+ 1 512 7 391
2 PCES IMM. NEUF 46 m², 2 <sup>e</sup> étage box, cave	8, cité de Phalebourg CIGI - 40-16-28-70	4 800 + 480	4/5 PIÈCES 128 m², 8 <sup>e</sup> étage possib. parking	11-13, rue Groa LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	+ 1 582 11 100	4 PIÈCES 121 m², 5 <sup>e</sup> étage	NEUILLY-SUR-SEINE 98, rue de Longchamp AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	+ 1 800 8 000
3 PCES IMM. NEUF 71 m², 2 <sup>e</sup> étage box, cave	8, cité de Phalebourg CIGI - 40-16-28-70	7 000	5/6 PIÈCES 184 m², 2 <sup>e</sup> étage	1-9, rue Rémy SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	+ 2 450 11 500	5 PIÈCES 188 m², 2 <sup>e</sup> étage	NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chateaubriand AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	+ 1 800 10 400
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES 74 m², 5 <sup>e</sup> étage parking, cave	SAINT-CLOUD 2, square Sainte-Clotilde AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 620 4 370
2 PIÈCES 52 m², 1 <sup>er</sup> étage parking, cave	12, rue de Rambouillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 948 5 124	2 PIÈCES 55 m², 4 <sup>e</sup> étage parking, balcon	78, rue Philippe-de-Girard CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	+ 2 827 18 504	4 PIÈCES 96 m², 1 <sup>er</sup> étage parking, cave	SAINT-CLOUD 10, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 8 111 5 772
4 PIÈCES 87 m², 2 <sup>e</sup> étage parking, cave	62-64, cours de Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 200 5 124	<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 80 m², 2 <sup>e</sup> étage parking, cave	SURESNES 20, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 4 100 2 936
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			2 PIÈCES 55 m², 3 <sup>e</sup> étage parking, cave	21, rue de la République AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 1 500 8 376	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
2/3 PIÈCES 78 m², 1 <sup>er</sup> étage parking	27-29, avenue Stephen-Pichon GCI - 40-16-28-70	+ 1 570	<b>78 - YVELINES</b>			2 PIÈCES 45 m² rez-de-chaussée parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 430 4 100
2 PIÈCES 48 m², 2 <sup>e</sup> étage possib. parking	67, bd. Auguste-Blinqui CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	3 280 + 900 2 632	4 PIÈCES 92 m², 4 <sup>e</sup> étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40 quai, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 8 021 5 707	2 PIÈCES 41 m², 5 <sup>e</sup> étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	+ 8 000 4 100
<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			PAVILLON 2 PIÈCES 121 m², jardin garage	VILLEPREUX 6, impasse de la Fontaine AGIFRANCE - 30-44-01-11 Frais de commission	+ 7 026 345 999	2 PIÈCES 50 m², 4 <sup>e</sup> étage parking, cave	VINCENNES 27, avenue du Commerce AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	+ 5 393 + 500 3 838

été jadis par  
l'on tourna  
c adaptation  
lu Phare du  
sules Verne,  
ar effraction  
planète.  
c'était ici, en  
staclysme de  
orodés par  
cheurs locaux  
« fantastiques  
au », « l'aigle »,  
femme morte »  
l'inspiration  
a pierres de la  
de Barcelone,  
que morpholo-  
du dur qui est,  
Dali, celle du  
anén ». Il n'en  
aucune preuve.  
conserver telle

être double  
perçoit d'ailleurs  
s œuvres de Dali  
ge du meuble-all-  
qui lui de Cada-  
« montage magi-  
si quelques  
e, tout à la fois si  
vages, si proches  
la réalité, rassem-  
la possibles

notre envoyé spécial  
Patrice Bollon

Le Monde

CHAQUE MERCREDI  
numéro 1111

VOS  
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent la région : 630 000 appartennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.  
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.  
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 170 exemplaires.  
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43

PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE  
AGENCE FRANÇAISE D'IMMOBILIER



SOLVEG  
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

PHENIX  
GESTION  
AGF GROUPE DES ASSURANCES DE FRANCE



CIGIMO  
GROUPE GTF

GFC  
GROUPE FINANCIER DE CREDIT

SAGGEL  
VENDÔME  
GROUPE UAP

vous offrir  
en plus.

ESPANA  
Une passion pour la vie.

070.19.92 - Minitel : 3615 Espagne.







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 26 FÉVRIER

Compan-						VALEURS						Compan-						VALEURS					
Cours						Cours						Cours						Cours					
précéd.						précéd.						précéd.						précéd.					
Prémier						Prémier						Prémier						Prémier					
Dernier						Dernier						Dernier						Dernier					
%						%						%						%					
+						+						+						+					
Règlement mensuel																							
Compan-						VALEURS						Compan-						VALEURS					
Cours						Cours						Cours						Cours					
précéd.						précéd.						précéd.						précéd.					
Prémier						Prémier						Prémier						Prémier					
Dernier						Dernier						Dernier						Dernier					
%						%						%						%					
+						+						+						+					
4300	CALE 3M	4220	4220	4220	0	4300	CALE 3M	4220	4220	4220	0	350	Gla. Bagnan	374	374	374	+ 12						
985	BAAP, T.P.	872	872	872	0	985	BAAP, T.P.	872	872	872	0	82	Gd. Marnod	97	97	93	- 0 11						
942	CLINTON T.P.	1229	1229	1229	+ 0 38	942	CLINTON T.P.	1229	1229	1229	+ 0 38	56	Gennex	98	98	98	56						
1515	Rhone Poul. T.P.	1038	1038	1038	+ 0 17	1515	Rhone Poul. T.P.	1038	1038	1038	+ 0 17	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	21	Hanson PLC	21	21	21	21						
1518	Thomson T.P.	1518	1518	1518	+ 0 37	1518																	

**COMPTANT** (reflection)

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			CLIM			Palet Monaco			Etrangères		
Emp.Stet 0,6577 %	134 75	8 70	C.I.T.R.A.M. (R)	1245	1205	Paribas	840	....	A.E.G.	742	....
Emp.Stet 0,6576 %	....	8 13	Cogef	1880	....	Paribas	185	....	Alcan Ind.	410	....
10,905 73/84	101 80	5 48	Compagnie	351	350	Paris Orléans	249 80	....	Alcan Alumina	115 70	....
Emp.Stet 13,14/83	....	2 18	Compagnie	5500	....	Paris Orléans	221	....	American Brands	230	....
Emp.Stet 12,25 84	101 20	4 74	Compagnie	330	....	Paris Orléans	229	288 10	Arrol	603	....
Emp.Stet 11% 85	98 30	10 90	Compagnie	850	800	Paris Orléans	1218	....	Astoriane Mines	121	....
10,275 10/85	....	8 84	Compagnie	30 80	....	Paris Orléans	438	....	Banco Popular Esp.	803	....
GAT 10% 5/2000	....	7 81	Compagnie	130	....	Paris Orléans	438	....	Ch. de France	81 50	....
GAT 8,5% 12/1987	....	2 02	Compagnie	400	....	Paris Orléans	713	....	Chrysler Corp.	89	....
GAT 8,8% 1/1988	....	2 72	Compagnie	2300	....	Paris Orléans	247	....	C.I.R.	7 30	....
FTT 11,2% 85	....	2 58	Compagnie	1189	....	Paris Orléans	330	....	Compagnie	811	....
CF 10,30% 85	....	0 83	Compagnie	1250	....	Paris Orléans	258	....	Dow Chemical	318	....
CF 10,30% 85	107 85	8 74	Compagnie	2000	....	Paris Orléans	113	113	Fluor	23 85	....
CNA 10 % 1979	....	0 17	Compagnie	353	....	Paris Orléans	550	550	Gill (Soc Lumb.)	535	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	290	280 50	Paris Orléans	180	....	Gowat	980	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	4250	....	Paris Orléans	401	....	Glass Holdings Ltd.	360	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	1880	1878	Paris Orléans	136	....	Goodyear Tyre	95	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	280	....	Paris Orléans	800	800	Grain and Co (WV)	244	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	86	....	Paris Orléans	20	140	Hanover Ind.	406	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	1798	1796	Paris Orléans	136	....	Harley Davidson	75 80	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	474 80	....	Paris Orléans	70	....	Johnson & Johnson	148 50	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	370	....	Paris Orléans	533	....	Kellogg	21 80	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	810	....	Paris Orléans	....	....	McDonald Bank	21 80	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	425	....	Paris Orléans	....	....	Monaco Mines	85 10	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	108	....	Paris Orléans	....	....	Offshore Ind.	8 80	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	680	....	Paris Orléans	....	....	P&H Ind.	411	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	1900	1880	Paris Orléans	2380	....	Rohm	22 40	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	2380	....	Paris Orléans	851	838	Rohmco	300	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	940	....	Paris Orléans	371	....	Rohmco NV	181	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	310	310	Paris Orléans	808	....	Rohmco	258 50	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	498	....	Paris Orléans	28 10	28 10	Sabon	19 80	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	345	....	Paris Orléans	....	....	Sand Corp	58	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	127	....	Paris Orléans	408	....	Tenneco Inc	188	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	257	....	Paris Orléans	....	....	Thom Electron		
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	250	....	Paris Orléans	....	....	Tony Ind.	28	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	880	....	Paris Orléans	....	....	West Rand Cons.	9 20	....
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	1000	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	5500	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	430	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	3280	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	291	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	1050	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	498	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	747	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	29 10	29 10	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	880	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	39 40	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	185	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	760	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	431	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	72 30	72	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	210	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	231	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	350	....	Paris Orléans	....	....			
CNA 10,50% 1987	....	1 37	Compagnie	1700	....	Paris Orléans	....	....			

Actions			Hors-cote		
Agache Ind. (R)	570	581	Rhône Hydro Energie	315	....
Applications Hydr.	1621	....	Colpêche	91 10	....
Arbel	481	480	C.G.H. Cogener.	12 50	....
B.C.M. Monaco	1086	1075	Copax	890	....
Belprom Europ.	380	....	Crucet Assurances	335	....
B.M.P. Investec	342	342	Electro-Synapse	330	....
Bright-Say (R)	487	....			
Caisses d'Epargne	245	....			
Cheminement Internat.	498	....			
Clancy Data	2095	....			
C.T.P.	86 40	86 30			
Combridge	982	....			
Carbone Lorraine	824	820			
Car Pochet	....	....			
C.E.F. (R)	....	....			
Comptable Interac.	385	....			
Comptable Interac.	73 50	....			
Comptable Interac.	86 30	....			
Comptable Interac.	218	216			

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
46-62-72-67

**SICAV** (sélection)[illegible]

## Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS pré.	COURS 26/2	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Euro-Unité (1 unit).....	8 506		.....	.....
Allemagne (100 dm).....	338 590		.....	.....
Belgique (100 F).....	16 633		.....	.....
France (100 F).....	362 180		.....	.....
Italie (1000 lire).....	87		.....	.....
Danemark (100 kr).....	97		.....	.....
Grèce (100 drachmes).....	2 2		.....	.....
Suède (100 kr).....	375		.....	.....
Suisse (100 francs).....	93 590		.....	.....
Norvège (100 kr).....	88 7		.....	.....
Autriche (100 sch).....	48 3		.....	.....
Espagne (100 pes).....	3 98		.....	.....
Portugal (100 esc).....	4 728		.....	.....
Canada (1 can).....	4 728		.....	.....
Japon (100 yen).....	3 98		.....	.....

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS actuel
Or fin (deven barre)...	63200	.....
Or fin (en lingot).....	63200	.....
Napoleon (20f).....	357	.....
Pièce Fr (10 f).....	450	.....
Pièce Suisse (20 f).....	363	.....
Pièce Latine (20 f).....	371	.....
Souverain.....	451	.....
Pièce 20 dollars.....	2085	.....
Pièce 10 dollars.....	1107 50	.....
Pièce 5 dollars.....	657 50	.....
Pièce 50 pesos.....	2320	.....
Pièce 10 florins.....	389	.....

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

outé jadis par  
 où l'on tourna  
 une adaptation  
 : du *Phare* du  
 e Jules Verne,  
 a par effraction  
 e planète.  
 se c'était ici. ■  
 cataclysme de  
 , corrodés par la  
 pêcheurs locaux  
 ms fantastiques  
 neau », « l'aigle »,  
 la femme morte »  
 wa l'inspiration  
 de pierres de la  
 a de Barcelone,  
 hélique morpholo-  
 ei du dur qui est,  
 zore Dali, celle du  
 traneen ». Il n'en  
 r, aucune preuve.  
 st ■ conserver telle

st-ître ■ double  
n perçoit d'ailleurs  
les œuvres de Dali  
ravage du meuble-ali-  
4, qui fait ■ Cada-  
■ « montagne magi-  
■ si c ■ quelques  
sre, tout à la fois si  
sauvages, si proches et  
■ la réalité, rassem-  
■ tous les poss.

pas les cartes qui pré-  
aqué ~~le~~ relié par  
le ~~le~~ continent : mal-  
arances, c'est bien une  
l'imaginaire.

■ **notre envoyé spécial**  
**Patrice Bollon**

vous offrir  
en plus.

10-10-03 - Mistral -  Espagne



Minimum 10 lignes.







Après l'inculpation de M. Michel Rey, PDG de la SAGES

## Le juge Van Ruymbeke a perquisitionné le siège parisien du bureau d'études Aurige

M. Renaud Van Ruymbeke, le conseiller de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes chargé de la perquisition du siège parisien du bureau d'études Aurige, poursuit ses investigations.

Après avoir inculpé, lundi 24 février, M. Michel Rey, PDG de la SAGES, qui pourrait être placé sous mandat de dépôt jeudi, il a multiplié les perquisitions parisiennes, s'intéressant notamment à un autre bureau d'études proche du PS, la société Aurige, dirigée par Marie-Hélène de Jomaron. Plus, il a transmis au parquet général le nom d'un douzième élu sarthois « susceptible d'être inculpé ». Il s'agit de M. Roland Becdelièvre, élu du parti socialiste pour les élections régionales dans la Sarthe.

On saura, jeudi 27 février, si M. Rey est écroué comme semble souhaiter le juge Van Ruymbeke. Ce dernier s'était déplacé, lundi, à Paris pour l'inculpation de « trafic d'influence » et effectuer de nouvelles perquisitions, l'une au siège du bureau d'études dirigé par M. Rey, déjà visité le 14 janvier, l'autre au domicile personnel du PDG de la SAGES, et la troisième dans la résidence d'Antony (Hauts-de-Seine).

Le magistrat avait trouvé M. Rey allié, souffrant d'une sciatique. Aussi, après qu'un expert médical l'ait examiné, il a décidé de lui notifier une « incarcération provisoire dans le cadre du mandat d'amener ». M. Rey a donc été hospitalisé dans la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu, qui est un local de garde à vue. Jeudi, si les médecins l'autorisent, il devrait être transporté à Rennes, où M. Van Ruymbeke demandera peut-être la chambre d'accusation de le placer en détention.

### « Service domaines »

Cependant le juge, qui a saisi de nouveaux documents comptables, s'en est pas tenu là. Mardi 25 février, il était toujours à Paris pour effectuer de nouvelles perquisitions qui mettent

en lumière l'une des autres pistes du dossier multifacette. Il s'agit de la société Aurige, créée en novembre 1990, par M. Marie-Hélène de Jomaron, qui en est la présidente.

Ancienne collaboratrice de M. Rey, la fille Evelynne de la SAGES, M. de Jomaron avait fini par mettre à son compte dans le cadre de la société de « conseil en information documentation » au capital de 250 000 francs dont l'objet est ainsi défini : « Service en domaines : activité de relations publiques ; assistance commerciale, administrative et juridique ; étude technique et économique de l'environnement ; aménagement urbain, construction ».

M. Van Ruymbeke a notamment perquisitionné au siège parisien de cette société ainsi qu'au domicile de sa présidente, Celle-ci, qui ne pouvait être contactée mercredi matin au siège d'Aurige, dont le téléphone était répondeur, a été présentée dans les milieux socialistes comme proche du courant d'extrême gauche.

Enfin, le magistrat rennais a ajouté un douzième nom à la liste de ceux élus socialistes « susceptibles d'être inculpés » qu'il avait transmis, le 13 février, au parquet général de la cour d'appel de Rennes (le Monde du 19 février). Il s'agit de M. Roland Becdelièvre, ancien vice-président de la Communauté urbaine du Mans et aujourd'hui conseiller général du Mans-Ouest et conseiller municipal socialiste de la ville du Mans. Le nom de M. Becdelièvre se trouvait mentionné dans les documents saisis en janvier par le juge à Paris et au Mans, mais on ne sait pas précisément dans quel contexte.

En vertu du privilège de juridiction dont bénéficient les élus, la démarche de M. Van Ruymbeke correspond à un automatisme exigé par le code de procédure pénale. Toutefois, les socialistes locaux ont voté une mauvaise manière qui leur serait faite, M. Becdelièvre étant en effet à la tête de la liste de leur parti aux élections régionales.

E. P.

Avec 24 milliards de francs d'excédent commercial

## La chimie française a connu une croissance limitée en 1991

En baisse depuis 1988, l'excédent commercial de l'industrie chimique française s'est très nettement amélioré en 1991 (+ 40 %) pour atteindre 24 milliards de francs, chiffre proche du record de 25 milliards en 1984. M. Philippe Trippard, président de l'Union des industries chimiques (UIC), se rebond n'est finalement pas au ralentissement des importations, mais « à des gains de parts de marché importants » notamment dans la CEE.

La performance vaut d'autant plus d'être saluée que 1991 a été une mauvaise année pour la chimie française. M. Jean-Claude Achille, ancien président de l'UIC, avait prévu une croissance de l'ordre de 2 % (+ 2,4 % en 1990). Celle-ci n'a finalement été que de 1,7 % avec un chiffre d'affaires estimé à 355 milliards de francs.

Les branches sont toutes en hausse, mais la pétrochimie, la chimie organique (pétrochimie, matières plastiques), la chimie minérale (chlorure, soude, engrais) n'a pas réussi à remonter le courant et recule de 1,8 % (- 2,1 % en 1990) en partie à cause d'importations massives de fertilisants et de produits chimiques de l'Est. La parachimie (lessives, produits ménagers d'hygiène, parfums), encore en hausse l'an passé (+ 3,1 %), a marqué le pas (+ 0,1 %), stagnation due à la situation difficile des entreprises de bâtiment-travaux publics et de l'automobile, mais aussi la stagnation de la consommation des ménages. La pharmacie a continué de montrer dynamisme (+ 6,1 %), mais sa croissance a diminué de 2,8 points.

La chimie française a bien tenu son épingle du jeu, faisant généralement mieux que ses concurrentes européennes, l'Allemagne exceptée (+ 2,5 %).

ANDRÉ DESSOT

### ARTS • SPECTACLES

Le printemps de John Cassavetes. Les méandres de la nomination pour l'Oscar du meilleur film étranger. Rencontre avec Barbra Streisand, réalisatrice du « Prince des marées ». La partition des mémoires de la chorégraphe Martha Graham. Les ballers. Ball en tournée européenne. La sélection des rendez-vous de la semaine. 25

### CULTURE

L'inventaire des aliments culinaires. 22

### ÉCONOMIE

Les négociations commerciales. 15  
Les tranchées du syndicalisme. 15  
Le parquet donne l'exor dans l'affaire Perrier. 16  
M. Cresson a réuni. Cresson depuis 20 février. Port-Gentil, a indiqué mardi que certaines installations avaient été sabotées. 17

### COMMUNICATION

Les actionnaires de La Cinq voté le principe d'une augmentation de capital. 17

### Services

Abonnements. 17  
Annonces classées. 17  
Automobile. 22  
Marchés financiers. 22  
Météorologie. 23  
Carnet. 22  
Mots croisés. 22  
Radio-télévision. 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3515 LM

Le numéro du Monde : 495 707 exemplaires.

### DÉBATS

Réforme constitutionnelle : « La règle du jeu », par Guy Carcassonne. 2

### ÉTRANGER

Le différend israélo-palestinien : M. Bush confirme sa politique. 3  
L'OTAN : l'impasse de la guerre froide. 4  
Belgique : la constitution d'un gouvernement. 6  
L'Ukraine lance une contre-offensive. 6  
Haut-Karabakh : M. Kouchner a obtenu un accord principe pour une assistance humanitaire. 7

### POLITIQUE

Renouvellement partiel du Conseil constitutionnel. 8  
L'amendement Marchand jugé contraire à la Constitution. 9  
La préparation des élections régionales : les Verts. Paris propose un référendum sur l'aménagement de l'Île-de-France : personnalités en campagne. Jean-François Deniau, combattant. 11

### SOCIÉTÉ

POINT : La réforme pénale. 12  
M. Caillavet propose de confier les Archives nationales au fichier juif de 1945. 13  
Les étudiants et lycéens face à la réforme universitaire. 14

### ÉDUCATION • CAMPUS

Les 17-30 ans et la guerre d'Algérie : un sondage pour la Ligue de l'enseignement. L'Institut du monde arabe. Les profs dans la recherche. 10-11

Ancien collaborateur de M. Ben Bella

## Mohamed Lebjaoui est mort

Mohamed Lebjaoui, figure de la révolution algérienne et proche collaborateur de l'ex-président Ahmed Ben Bella, est mort, lundi 24 février, à l'âge de soixante-huit ans, des suites d'une longue maladie, a annoncé l'agence APS.

Membre du premier Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), ancien responsable de la Fédération de France du FLN, Mohamed Lebjaoui, arrêté l'année suivante, fut le compagnon de détention d'Ahmed Ben Bella à partir de 1958.

Elu au comité central du FLN en 1964, deux ans après l'indépendance, il fut dans l'opposition au colonel Boumedienne au lendemain du coup d'État du 19 juin. Mohamed Lebjaoui, alors cofondateur d'un nouveau mouvement d'opposition (toujours avec M. Ben Bella), l'Organisation nationale de la révolution algérienne (ONRA), vécut en exil pendant un quart de siècle, avant de revenir en Algérie en 1990.

E. P.

LE VIF

CLAUDE SARRAUDE

## Haute tension

DANS ma série Courtes pas mort, les galets de l'administration, voici la suite de l'histoire du pylône planté par EDF sur le paillason de Rouen. Eux, ils ont dû partir. Mais, moi, depuis, ils dégringolent à chaque courrier, des photos de l'appui, des superbes mâts de pylône que les ingrats refusent de voir à leur porte.

Ce sont eux, ces empêcheurs d'électrifier le rond. Ils ont et d'impudence. Témoin parmi eux, parmi eux, Vivienne Humbert, à Annemasse, qu'on a mise en garde : Faites gaffe, si jamais vous êtes en ligne sur les lignes d'un réseau qui passe à moins d'un mètre de vos fenêtres, vous serez entièrement responsable des dégâts causés à EDF.

Témoin Jean Collou, à Lesneven, il a hérité de son père une petite maison repêchée par amour, et il compte prendre sa retraite. Pour le rendre plus guilleret, EDF a décidé de tendre des guirlandes de 63 000 volts au-dessus de sa tête ! Son seul recours : marquer les grandes croix rouges ses murs et les arbres qui les entourent... SOS Environnement.

ment ! Lequel en réduit à faire tourner des cerfs-volants dans les jardins de ces pylônes pour empêcher l'installation de câbles d'approcher !

Et à oser : Attention danger ! Il risque d'être électrocuté, le gamin jouant avec un tuyau d'arrosage à proximité d'un champignon géant poussé en l'honneur de son jardin ! Bon débarras ? Peut-être, mais il y a des gens qui y tiennent, à ces petites bêtes-là ! Il y en a aussi qu'exaspèrent les pétarades de moteurs trafiqués en l'honneur d'équipement anti-bruit le long de nos autoroutes.

La protection de la nature, on l'a confiée à un ministre, à une sous-direction. Même qu'il patronne une commission en place pour les prochaines élections. Au cas où vous auriez des problèmes dans ce domaine, vous pouvez aller le voir, à la sous-direction. Il en faut de partout ! Paris, ça va bien, mais qu'il détiennent le cadastre du nouveau paysage... politique. Et vos voix, les autres députés. Alors, croyez-moi, c'est le moment où jamais d'en donner, de la voix. Haut et fort.

Déjouant les pronostics

## L'indice de confiance des consommateurs américains tombe à son plus bas niveau depuis 1974

NEW-YORK

de notre correspondant

« Si l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board tombe à un niveau inférieur à celui du mois précédent, ce sera un mauvais présage pour les marchés financiers », avertissait un spécialiste mardi 24 février au début de la matinée. Les analystes de l'organisme privé de prévision économique ont annoncé que l'indice avait régressé à 46, le plus bas depuis 1974, lorsque l'économie américaine se trouvait dans une profonde récession, notamment caractérisée par un taux de chômage supérieur à 10 % et par une inflation à deux chiffres. En un peu moins d'un an, cet indice de confiance des consommateurs a perdu 25 points par rapport à son niveau de mars 1991, à la fin de la guerre du Golfe.

Cette information qui, pour les analystes, est une question d'espérance suscitée par la publication, il y a quelques jours, de statistiques jugées encourageantes sur la matière de mises en chantier de logements neufs et de ventes au détail, a eu un effet déprimant sur Wall Street (lire « Chroniques boursières »). L'indice de confiance fédérale a cependant ajouté qu'à son avis l'opinion publique est restée en deçà d'un peu d'optimisme par rapport à l'état réel de l'économie, laquelle lui fournit les raisons de penser qu'une reprise de l'activité devrait intervenir, ne serait-ce qu'en raison de la contraction constatée dans les bilans des entreprises et des particuliers après la forte baisse des taux d'intérêt à laquelle a procédé la Réserve fédérale depuis plus d'un an.

Cette opinion rejoignait celle de M. Lynn Michaelis, le président de

l'Association nationale des économistes d'entreprises (NABE), selon laquelle la majorité des affaires considèrent que la récession est à présent terminée. La NABE estime sur un bilan de chômage de 6,9 % cette année en moyenne (contre 7,1 % actuellement), escompte une augmentation de 0,5 % du produit intérieur brut pour le premier trimestre 1992 (contre 2,3 % en douze mois) (contre 0,2 % en 1990).

SERGE MARTI

## SCIENCE & VIE

### 300 MILLIONS DE DOLLARS POUR VÉRIFIER EINSTEIN

Se prépare actuellement aux États-Unis, la plus fabuleuse expérience de physique fondamentale jamais réalisée par la NASA. L'enjeu scientifique est énorme. SCIENCE & VIE raconte.

- DEUX PLANÈTES AUTOUR D'UN PULSAR !
- ON A TROUVÉ LE DINOSAURE MANQUANT.
- BI-BOP, LE TÉLÉPHONE DE POCHE.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE



Les années 70 ont rendu les honneurs au plus indépendant des cinéastes et acteurs américains. Il manquait, pour le connaître tout à fait, la présentation de deux films importants, « Faces » et « Opening Night ». Grâce aux efforts conjugués de Gérard Depardieu, de Jean-Louis Livi et d'Anne François, il est mis fin à une omission qui ressemblait à une injustice. Les cinéphiles vont enfin pouvoir compléter le portrait de l'un des peintres les plus sombres et les plus forts du cinéma contemporain.



**John Cassavetes**  
dans « A bout portant »  
(« The Killers »)  
Don Siegel. 113.

**UN LIVRE, DEUX FILMS INÉDITS, QUATRE REPRISES**

**J**OHN CASSAVETES, cinéaste américain indépendant, est mort le 3 février 1989. Depuis longtemps, il était, en France, l'objet d'un culte cinématographique. En quelque sorte, une légende. Mais on peut constater, avec Thierry Jousse (1) que la légende se fonde « sur un manque ». *Faces* et *Opening Night*, œuvres d'une importance exceptionnelle, n'ont jamais été distribuées chez nous. Ses premiers films n'ont jamais été sortis et il ne faut pas compter sur la télévision pour se rafraîchir la mémoire. A quelques exceptions près (*Une femme sous influence* aux « Dossiers de l'écran » en 1976, *Johnny D.* au Canal Plus en 1981, *Johnny D.* en 1983, *Gloria* sur Canal Plus en 1985 et sur TF1, en version française, au moment de sa mort), elle ignore John Cassavetes. Sauf comme acteur dans les films des autres et comme interprète de la série *Johnny Suede*.

parler lorsqu'on la verra, à Paris, en 1961, au «cinéma-vérité» de Jean Rouch. Il s'est produit, à la fin des années 50, aux États-Unis, un phénomène dont on n'a pas apprécié l'importance : un certain nombre de cinéastes sont venus de la télévision et se posent en auteurs contre la normalisation d'Hollywood. Ils se nomment John Frankenheimer, Sidney Lumet, Frank Mann, Arthur Penn, Martin Ritt. Ils ont la pratique du montage léger, des tournages en plans longs et en gros plans, de la direction d'acteurs par rapport à une caméra libre. Hollywood les absorbera progressivement, plus ou moins. Le grand irréductible, c'est John Cassavetes. Voir *Shadows*, film new-yorkais par excellence : il est né à New-York, il est tourné en décors réels, il entretient un rapport privilégié avec les interprètes et prend, par son sujet, les risques avec les conventions d'Hollywood face aux rapports interraciaux.

appela la « modernité » du langage cinématographique si étonnante aujourd'hui, et tout le cinéma de Cassavetes est bel et bien sorti de *Shadow's*, c'est déjà la suite qu'on reconnaît, une sorte d'éblouissement, et sans que, par son sujet proprement dit, le film n'apparaisse comme un documentaire social. Les rapports de couples et de famille – frère-sœur en particulier, – et les relations de groupe constitueront les bases de l'inspiration d'un cinéaste, très lié, dans la vie, à sa propre famille, à ses copains *etc.* et au monde du théâtre.

Au début des années 60, même un indépendant comme Cassavetes pouvait aller à Hollywood et c'est pour Hollywood qu'il tourna *Le baladeur sans espoir* (1961) et *Un enfant attend* (1963), mais, pour ce film, l'expérience fut amère. Le producteur Stanley Kramer lui avait fait promettre, Cassavetes, traumatisé, reprit une lettre qui devait garder par la suite. Ses prestations d'acteur lui apportèrent une partie de son indépendance financière.

rôle de l'actrice **Barbara** auprès de **John Marley**. Lynn Carlin, qui **donne** à Maria un relief extraordinaire, **est** secrétaire et **une** comédienne professionnelle. Mais Casavetes avait l'art de pousser ses **scènes** jusqu'au bout d'eux-mêmes sans **que** le voyeurisme du spectateur soit

Après *Forces*, *avec Husbands*, la grande période connue du *cinéma* (moins *Opening Night*, *maîtrise d'un artifice* de théâtre, *lancé en 1978, avec John Rawlins, Ben Gazzara, et John Cassavetes*). Les années 70 ont bien fait entrer cet indépendant, ce metteur en scène en liberté, dans la légende, mais il restait à voir et comprendre vraiment, indiscutablement, comment, *pour John Cassavetes*, *l'œuvre* était une façon *de vivre*. Les œuvres maintenant découvertes nous le

Il n'y eut, dans le bouillonnement années 60, qu'une émission (■) Cinéastes de (■) temps pour ■ faire savoir au bon moment. En 1965, André S. Labarthe, producteur de la série avec Janine Bazin, et le réalisateur de télévision Hubert Knapp rencontrèrent Cassavetes, au ■ d'un tournage d'entretiens divers ■ États-Unis. Il parla ■ *Shadows* ■ de *Faces*, ■ le ■ train ■ visionner ■ monter ■ rushes. Trois ■ plus tard, Péquie ■ l'émission retrouvait John Cassavetes ■ Paris, alors que le montage de *Faces* était terminé. L'émission ainsi consacrée à John Cassavetes, autre, fut diffusée sur la deuxième chaîne, le 17 ■ 1969. Elle appartient elle aussi, ■ document irrefutable, à la légende. Cassavetes avait donné à André S. Labarthe une copie (non sous-titrée) ■ *Faces* pour ■ besoins de l'émission. Labarthe la déposa ■ Henri Langlois. C'est la copie ■ la Cinéma-thèque française.

**JACQUES SICLIER**

Mais remontons « cours du temps... En 1957, on remarque, dans un film de Martin Ritt, *L'Homme qui tua le peur*, un acteur séduisant, farouche et nerveux, John Cassavetes dans son premier grand rôle au cinéma : « déserteur de l'armée américaine qui devient l'ami d'un ouvrier noir (Sidney Poitier) et lutte avec lui contre le syndicat des dockers » New-York, liée à la grelle. Il a vingt-sept ans, il est d'origine grecque, il possède une formation théâtrale, il a pratiqué la « Méthode » de Lee Strasberg. On le voit comme un nouveau Bogart mêlé de Marlon Brando et de James Dean. En fait, si Cassavetes a indéniablement acquis une forte personnalité, « cinéma américain a surtout besoin de comparaisons rassurantes : James Dean s'est tué en voiture et Bogart vient « mourir d'un cancer »... Avec Cassavetes en renfort, « the show must go on » et il n'y a pas de rupture dans la mythologie... »

Acteur, Cassavetes le restera, au théâtre, à la télévision, au cinéma. Mais, au moment où il devient célèbre à l'écran, il manifeste son esprit d'indépendance en décidant de faire un film comme réalisateur, sans passer par les grands studios.

« Il le clame haut et fort, raconte Thierry Jousse, dans l'émission radiophonique de Jean Sheperd, « N'hit pas la radio ». L'anecdote est à elle seule typique de l'audace et de la liberté de ton de Cassavetes. Venu à la radio pour faire la promotion de *« l'Homme qui tua la peur, il déclare tout de go que si « les spectateurs ont vraiment envie de voir un film sur des gens authentiques, ils doivent y contribuer par l'argent ». L'appel lancé à la cantonade « coûte » 2 000 dollars. Le film, « d'être financé par une somme coûte 40 000 dollars ».*

Benny, ~~le~~ noir, joue de la trompette et traîne les bars avec ses copains blancs, Dennis et Tom, pour draguer les filles. Benny a un frère, Hugh, chanteur de jazz toujours à la recherche de contrats mirifiques, ~~un~~ pour son imprésario, Rupert. La sœur de Benny et Hugh, Lelia, fille à la peau claire, veut être écrivain. Elle fréquente un intellectuel new-yorkais, mais a une liaison éphémère avec Tony, qui, découvrant qu'elle est métisse, a un ~~moment~~ rejet. Hugh interdit à Tony de revoir ~~elle~~. Finalement, celle-ci ~~retrouve~~ un jeune Noir, Davey, avec lequel elle ~~se~~ bien. On dit « finalement », mais il n'y a pas vraiment de fin, ni de ~~fin~~. Le scénario de *Shadows*, ~~pour~~ pour une improvisation dramatique, prend les personnages en train de vivre, les quitte à un moment quelconque. ~~Il~~ y va continue.

Cassavetes voyait dans ce film, produit et réalisé en 1968, des normes cinématographiques, une expérience qui n'était pas, d'abord, et surtout, distribuée. En somme, il s'agit de la technique, la manière, sa conception du cinéma. Il y eut deux versions de *Shadows* et la deuxième, retouchée, retravaillée jusqu'à donner naissance à *Cassavetes*, les producteurs Maurice M. Endree et Seymour Cassel, qui fut mise en circulation. Noir et blanc, 16 mm gonflé à 35 mm, légère et mobile qui file les plans-séquences, déboule à l'écran l'espace réel des décors, suit les comportements des personnages, « donne à voir » pleins de vie et d'humanité : on croira reconnaître les acteurs de la nouvelle vague française, Truffaut, Godard et Rivette, alors que Cassavetes n'avait pu recevoir d'influences de ce mouvement. Le seul point commun tient dans l'intérêt porté aux techniques de la télévision qui permettraient d'échapper aux contraintes des tournages coûteux. Cassavetes n'a rien « inventé » lui-même, c'est seule la réalisatrice Shirley Clarke, dont personne ne parle plus aujourd'hui, pourrait rapprocher son univers cinématographique.

**Les Shadows**, Cassavetes filme du point de vue de l'acteur, du point de vue de la communauté noire, qui était quasiment impensable à l'époque. Ce qu'on

Il utilise son énergie pour entreprendre *Faces*. Six mois de tournage - dans le garage et dans la pièce d'habitation de sa maison transformée en studio - à plus de deux ans de montage, une improvisation sur un scénario conçu comme une pièce de théâtre... En mars 1968, le film est monté dans une version de 120 minutes. Cassavetes l'épure lui-même, à 129 minutes, en août 1968. Que ce film, présenté avec succès au Festival de Venise et qui marque aux États-Unis, la reconnaissance de l'autonomie et de l'importance du cinéaste, n'ait jamais été montré en France, dans le circuit commercial, en dit long sur les incohérences de la distribution. Comme pour *Shadows*, Cassavetes propulse quelques personnages hors leur histoire. Richard Forst, un homme d'affaires accompagné de son ami Freddie, représente une call-girl de luxe, Jeannie, dans un bar. Les deux hommes vont chez elle. Richard, rentré chez lui, se dispute avec sa femme, Maria, et déclare qu'il veut divorcer. Il revient chez Jeannie, qui reçoit une amie et deux représentants de commerce. Il réussit à passer la nuit avec elle. Pendant ce temps, Maria va dans un night-club avec trois amies et se retrouve un certain Chat, qu'elle ramène avec elle chez elle. Puis elle réussit à rester seule avec lui. Le lendemain matin, mari et femme se retrouvent face à face, après un incident dramatique.

Que ce sujet, intimiste et *a priori* banal, prenne une telle force dans ■ images en noir ■ blanc, souvent surexposées, que ■ freudines ■ la ■ moyenne américaine tournent, ■ l'hystérie ■ froilent la tragédie, l'instant d'une nuit, ■ vient que de la mise en scène et ■ acteurs, ■ raccourcis ■ instantanés, ■ scènes séquences explorent ■ lieux où suivent les ■ hommes ■ femmes, ■ gros plans qui dénudent ■ visages ■ saisissent ■ pulsions, le film, porté par un flot de paroles, parfois empiétées par l'ivresse ou ■ plaisanteries d'hommes en gorgnette - ■ en chaleur - ■ admirable. ■ Rowlands, l'épouse ■ Cassavetes, qui n'avait qu'un ■ de second plan ■ Un enfant attend, ■ ici (en Jeanne) un grand premier

(1) *John Cassavetes*, ■ Thierry Jousse. Editions Cahiers du Cinéma, collection « Auteurs », ■ p. ill. 98 F. Le livre vient d'être réédité. On peut consulter également *John Cassavetes*, ■ Laurence Gavron ■ Denis Lenoir, Editions Rivages/Cinéma, 1986, ■ p. ill. 190 F.

(2) *Shadows*, sortie le 11 février; *Faces*, sortie le 11 mars; *Une femme sous influence*, le 22 avril; *Opening Night*, le 13 mai.

**CINÉMA** 27  
Rencontre **avec** Barbra  
Streisand, réalisatrice  
du « Prince des marées »

**DANSE** 34  
Les ballets **du** Bali  
en tournée européenne  
Lire pages 29 à 32 la sélection  
des rendez-vous de la semaine.



LES MÉANDRES DE LA NOMINATION POUR L'OSCAR DU MEILLEUR FILM ÉTRANGER

## Les circonstances d'un choix

A l'aube du 19 février, l'Académie américaine des arts et lettres du cinéma a annoncé les nominations aux Oscars 1992 qui seront remis le 30 mars. Ce sera l'achèvement d'une procédure simple pour ce qui est des principales distinctions, mais excessivement complexe pour ce qui est de l'Oscar du meilleur film étranger. Procédure qui n'en finit pas de susciter la controverse.

Pour les catégories générales — meilleur acteur, meilleur réalisateur, etc. — le système des Oscars est relativement clair : éligible tout film sorti commercialement à Los Angeles au moins une semaine avant le 31 décembre de l'année écoulée. Chaque profession vote dans sa branche : acteurs, directeurs de photo, réalisateurs, producteurs... Une fois déterminés les noms des cinq « nommés » dans chacune des catégories, c'est l'ensemble de l'Académie des sciences du cinéma (près de cinq mille membres) qui élève les vainqueurs.

L'Oscar du meilleur film étranger, remporté pour la première fois en 1947 par *Sciuscià*, de Vittorio De Sica, est soumis à un autre système, dont la complexité, sinon le flou, a provoqué la controverse. En vérité, dit la scénariste-productrice Fay Kanin, présidente du comité pour le meilleur film étranger, les règles changent d'année en année, en fonction des circonstances.

La définition officielle étant « meilleur film en langue étrangère », toute production anglophone est exclue : en 1979, bien que financé en partie par la France, *Tess*, de Roman Polanski, ne put concourir. Par ailleurs, contrairement à ce qui se passe pour Z, de Costa-Gavras, qui peut postuler à la fois pour le meilleur film étranger et le meilleur film « tout court », devenu « de langue anglaise ».

## LA CASE DÉPART

L'Académie autorise chaque pays à présenter un seul film. Pour être sélectionné, il doit satisfaire à un certain nombre de paramètres :

— **Les dates de sortie.** Les candidatures doivent parvenir à l'Académie avant la mi-novembre. Pour être éligible aux Oscars 1992, un film doit avoir connu au moins une projection payante dans son pays d'origine le 1<sup>er</sup> novembre 1990 ou le 31 octobre 1991 (à vingt-quatre heures près, le *Van Gogh* de Piatat, sorti à Paris le 31 octobre, aurait pu être rejeté). Il doit aussi être présenté dans la version finale de sa sortie dans son pays d'origine — tout « remontage » d'une diffusion internationale devrait donc, en principe, le disqualifier.

— **La langue du film.** Bien que de production entièrement française, *Taxi Blues*, de Pavel Lounguine, fut, en 1991, considéré comme un film soviétique. Selon les règlements, la langue du pays d'origine doit être prédominante. « Dans les tangents », précise Fay Kanin, l'un d'entre nous visionne le film avec un chronomètre et détermine les pourcentages exacts. Il faut un minimum de 50 %, sauf si le sujet même du film exige le contraire.

— **La définition du « meilleur film ».** Le choix relève uniquement des instances nationales. En France, le comité de sélection comporte des représentants du Centre national de la cinématographie, de différentes associations professionnelles (producteurs, réalisateurs, etc.) et d'Unifrance, organisme chargé de la promotion du cinéma français à l'étranger.

« Meilleur film » signifie-t-il « ayant le plus de chance de trouver une sortie américaine » ? Ou « le plus cher » ? Ou « l'année » ? Ou « donnant une image positive du pays » ? En 1981, la Pologne voulut retirer *L'Homme de fer*, de Wajda, qui traitait de Solidarnosc. L'Académie refusa. En 1990, la Chine voulut retirer *Ju Dou*, de Jang Yimou, présenté quelques mois plus tôt au Festival de Cannes. A une protestation signée entre autres par Woody Allen, David Lynch, Sidney Lumet et Martin Scorsese, la Chine répondit que le film — au propos politique encombrant — n'avait pas connu localement de sortie commerciale. « Nous avons vérifié auprès de sources amies. Ju Dou était sorti. Nous l'avons maintenu », raconte Fay Kanin.

## L'AFFAIRE, « EUROPA EUROPA »

Le financement du film d'Agneszka Holland est franco-allemand, une grande partie du personnel artistique est polonaise. L'allemand prédomine, sans atteindre 50 % des dialogues. La France ayant choisi *Van Gogh* et la Pologne la *Double Vie de Véronique*, seule l'Allemagne pouvait donner une nationalité à *Europa, Europa*. Le comité de sélection a choisi un film. Protestations internationales (américaines en particulier), accusant les sélectionneurs d'antisémitisme renaissant, sinon « néo-nazisme ». « A la décharge des Allemands », dit une distributrice, *Europa, Europa* « fait à peine sept mille entrées sur l'ensemble

« Van Gogh », de Maurice Pialat, n'aura jamais l'Oscar du meilleur film étranger. Pour la première fois depuis des lustres, aucun film français ne figure parmi les nominations en 1992.



du territoire. » Il a également échoué au box-office en France, mais les Etats-Unis il vient d'atteindre près de 4 millions de dollars de recettes. Sorti à Los Angeles avant le 31 décembre, *Europa, Europa* pourra qualifier dans toutes les catégories, exceptées celles du meilleur film « tout court ».

Tout membre de l'Académie peut, à sa demande, faire partie du comité de nomination pour le meilleur film en langue étrangère. Le nombre des volontaires varie de deux cent cinquante à quatre cents. Ils sont en principe sensibles aux « cultures étrangères » et disposent d'assez de temps pour pouvoir visionner deux films par jour pendant six semaines. En 1992, trente-six films (donc trente-six pays) étaient en lice. Le comité est divisé en deux sous-comités — groupe rouge, groupe bleu. A chacun est assignée la moitié des candidats. Les membres doivent obligatoirement voir 10 % des films qui leur sont présentés. Chaque membre vote les films de son groupe de 1 à 10. Les bulletins sont rassemblés par l'agence d'experts-comptables Price Waterhouse qui, faisant le décompte puis le total des notes, détermine les cinq finalistes.

## LA NON-CAMPAGNE DE « VAN GOGH »

Tout candidat entame une campagne de presse de relations publiques. Des vidéo-cassettes sont envoyées à des membres peu enclins à se déplacer : le 25 décembre et le 20 janvier (date limite de l'envoi des bulletins de vote), des pavés publicitaires s'évalent sur des pages entières dans les publications corporatives. Une telle campagne coûte cher. Elle est payée par le distributeur — quand le film en a un. Sinon, par le producteur. Cette année, la France est présente sur plusieurs fronts. Nantis de distributeurs américains sortis dans les délais, *Madame Bovary*, de Claude Chabrol, *la Belle Noiseuse*, de Jacques Rivette, étaient éligibles dans les catégories « normales » mais pas dans celle du meilleur film étranger, réservée à *Van Gogh*, qui n'a pas trouvé de distributeur.

*Van Gogh* n'a bénéficié d'aucune campagne de presse, d'aucun envoi de vidéo-cassettes, d'aucune projection supplémentaire. Il n'a même pas été candidat aux Golden Globes, considérés généralement comme un « révélateur ». « Quelle arrogance ! », grommellent certains membres de l'Académie. C'est typique des Français. Ils estiment que les mérites de leur poulain sont évidents. « Quelle campagne relèverait de la pire vulgarité. » « C'est un coup de poker, disait un distributeur avant l'annonce des nominations. Si *Van Gogh* en obtient une, non seulement il décrochera un distributeur américain, mais vous pouvez être sûr qu'il

l'objet d'une campagne d'une intensité rare pour la course aux Oscars. »

Mais, pour *Van Gogh*, pour tous les films français ou à financement en partie français, la course aux Oscars s'est achevée avant d'avoir commencé. Pis : si la France n'avait jusqu'ici le record de films « nommés » (suivie par l'Italie), c'est la première fois depuis longtemps que ne figure parmi les nominations aucune coproduction française.

Certains, en France, crient à l'ostracisme. La magouille, au complot. On n'a pas avalé le coup de *Cyrano* l'an dernier (battu par le *Journey of Hope*) ; on digère mal, que le soviétique *Moscou* n'a pas besoin de larmes ait battu le *Dernier Métro* qui le *Festin de Babette* ait eu au poteau Au revoir les enfants.

## LA FRANCE AU RANG DU LIECHTENSTEIN

« Que *Van Gogh* n'ait été sélectionné, c'est encore que je comprends le mieux, n'est pas un film au goût américain », dit Daniel Toscan du Plantier, président d'Unifrance et producteur du film de Piatat. Mais comment ? Ni *Almodovar* ? Ni *Toto* ? Ni *Double Vie de Véronique* ? Ni *Cheb*, le film algérien ? Renseignements pris auprès de quelques-uns ayant vu les projections, « la réaction à l'égard de Piatat a été glaciale. Ils ont détesté *Almodovar*, mais pas *Kieslowski*. Un point, c'est tout ».

Président de l'Académie Française (et producteur de *Cyrano*), René Cleitman a vu le système : « L'Académie des Oscars est une organisation de professionnels, analogue à celle des Césars. Ce n'est pas un organisme public ni une instance culturelle officielle. Pourtant, au lieu de s'adresser à ses homologues dans les divers pays, elle se pose en Etat. Les pays n'auraient jamais à accepter la règle du film unique. »

Daniel Toscan du Plantier estime que le système est fait pour encourager les petits films des cinématographies marginales. Certes, il leur permet de se faire connaître par la voie mondiale, mais « c'est ramener la France, deuxième producteur du monde, au rang du Liechtenstein ».

« A ceci près, enchaine René Cleitman, que le Liechtenstein aurait plus de chance que la France de l'être. Lui, la majorité des films sont animés par un esprit de type charity business. Ni prémédité ni organisé — il n'y a donc pas lieu de verser dans la paranoïa —, c'est simplement, selon René Cleitman, le reflet d'une tendance culturelle : aux yeux des électeurs (pour la plupart basés à Los Angeles), le seul cinéma qui

## Principales nominations

— FILMS : *la Belle et le Bête*, *Bugsy*, *JFK*, *le Prince des marées*, *le Silence des agneaux*.

— PREMIERS ROLES MASCULINS : Warren Beatty (*Bugsy*), Robert De Niro (*Cape Fear*), Anthony Hopkins (*le Silence des agneaux*), Nick Nolte (*le Prince des marées*), Robin Williams (*Fisher King*).

— PREMIERS ROLES FÉMININS : Geena Davis (*Thelma et Louise*), Laura Dern (*Rambling Rose*), Jodie Foster (*le Silence des agneaux*), Bette Midler (*For the boys*), Susan Sarandon (*Thelma et Louise*).

— SECONDS ROLES MASCULINS : Tommy Lee Jones (*JFK*), Harvey Keitel (*Bugsy*), Ben Kingsley (*Bugsy*), Michael Lerner (*Barton Fink*), Jack Palance (*City Slickers*).

— SECONDS ROLES FÉMININS : Diane Ladd (*Rambling Rose*), Juliette Lewis (*Cape Fear*), Kate Winslet (*le Prince des marées*), Mercedes Ruehl (*Fisher King*), Tandy (*Fried Green Tomatoes*).

— RÉALISATION : Jonathan Demme (*le Silence des agneaux*), Barry Levinson (*Bugsy*), John Singleton (*Boyz n the Hood*), Ridley Scott (*Thelma et Louise*), Oliver Stone (*JFK*).

— MEILLEUR FILM ÉTRANGER : *les Enfants de la nature* (Islande), *le Cours élémentaire* (Tchécoslovaquie), *Méditerranée* (Italie), *le Bœuf* (France), *et concubines* (Chine).

— SCÉNARIO (ORIGINAL) : Lawrence et Meg Kasdan (*le Grand Canyon*), Cécile Klotz (*Thelma et Louise*), Richard LaGravenese (*Fisher King*), John Hughes (*Boyz n the Hood*), James Toback (*Bugsy*).

— SCÉNARIO (ADAPTATION) : Pat Conroy (*Becky Johnston*), Barry Levinson (*Bugsy*), Fannie Flieg et Carol Sobieski (*Green Tomatoes*), Agnieszka Holland (*Europa, Europa*), Oliver Stone et Zachary Sklar (*JFK*), Ted Tally (*le Silence des agneaux*).

compte américain. « Les Oscars sont si loin, si petits, si inoffensifs. Emouvants sans être dérangeants. »

Si, avant les nominations, chaque film (sorti commercialement ou non) bénéficie d'une projection dans les salles de l'Académie, les sélectionnés en ont deux. Du coup, pour ce deuxième volet de la « campagne », la stratégie vise à 180 degrés. Les cinq mille membres de l'Académie vont devoir voter... la condition qu'ils aient vu les cinq films.

L'astuce consiste à réduire le nombre de projections des deux obligatoires et à les fixer à six heures qui incommoderaient au maximum les membres de l'Académie. L'an dernier, dit un membre de l'Académie, personne n'avait vu *Journey of Hope*. Ceux qui n'avaient vu que les quatre autres « nommés » étaient donc automatiquement disqualifiés. Dans les conditions actuelles, le meilleur film étranger est déterminé par une centaine de personnes à peine. Sur cinq mille.

Un corps médiatique plus facile à travailler au corps. Le nom qui revient le plus souvent est celui d'Arthur Cohn. « Eminence grise » ou « lobbyiste », il serait à l'origine des Oscars remportés par *le Ciel et la Terre* (1963), *le Jardin des Finzi-Contini*, de Vittorio de Sica (1973), *la Victoire en chantant*, de Jean-Jacques Annaud (re baptisé *Noir* en France), *le Couleur* en 1977, *le Bataillon* de la Côte d'Ivoire, *la Diagonale du fou*, film suisse de Richard Dembo dont Cohn est crédité producteur, *American Dream*, de Barbara Kopple (documentaire battant pavillon américain) ... *Journey of Hope*. Arthur Cohn n'est sans doute pas participant dans certaines productions, acquiesce aussi, pour d'autres, les droits cinématographiques. Il connaît tous les membres de l'Académie, ceux qui l'entretiennent de rapports privilégiés au long de l'année. « C'est plus qu'un « lobbyiste », dit René Cleitman sans une certaine admiration c'est un professionnel de l'Oscar, et il est le seul au monde. »

Et si Daniel Toscan du Plantier préconise un boycottage des prochains Oscars — « L'action aurait plus d'impact si nous nous y refusions à plusieurs pays », — au fond, dit René Cleitman, « l'Oscar du film étranger n'horripile que quatre personnes par an, les Etats-Unis s'en foutent, on ne peut pas faire de scandale ». Rejoignant en cela nombre de critiques américaines, René Cleitman serait partisan de « remettre dans le pot commun, films étrangers ou pas ». Cela privilégierait sans doute les films américains aux Etats-Unis (et donc les plus populaires), mais cela aurait le mérite d'être simple.

HENRI BEHAR



LE FILM ETRANGER

# choix

## Principales nominations

## RENCONTRE AVEC BARBRA STREISAND, RÉALISATRICE DU « PRINCE DES MARÉES »

# Moi, je, Barbra, personnellement

**Sept nominations aux prochains Oscars, dont celle, prestigieuse, dans la catégorie ■ meilleur film : ■ Prince des marées, de et avec Barbra Streisand, produit par Barbra Streisand, avec ■ l'affiche le fils de Barbra Streisand, sort le 26 février en France. Dans le palace londonien où elle a établi ses quartiers de conquête de l'Europe, la Streisand mêle avec une science inégalable sa vie ■ son œuvre, la promotion et l'émotion.**

## LONDRES

*de notre envoyée spéciale*

**D**ANS le *Prince des marées*, le film qu'elle dirige, produit, joue, promet, défend même quand on ne l'attaque pas, Barbara Streisand est une psychanalyste new-yorkaise peu sûre d'elle-même malgré les apparences, qui montre ses genoux à ses patients – surtout lorsqu'ils ont la carrure tentante de Nick Nolte – pour dissimuler ses propres soucis conjugaux, et dont le rejeton (Jason Gould, son propre fils), est un insupportable teenager qui fait la gueule, joue du violon et a un bon fond. Avant de guérir le beau «prince des marées», qui porte ce surnom énigmatique parce qu'il débarque d'un patelin situé au nord de Caroline du Sud – ■■ son traumatisme d'enfance calamiteux, elle va le séduire. C'est ce qu'on a coutume d'appeler un transfert. Elle soigne d'ailleurs déjà sa sœur, une poétesse suicidaire...

Par toute une série de flash-back, et au fur et à mesure qu'il se confie à ses perspicaces yeux, ■ compris entre les draps d'un lit, ■ revoit ses jeunes années, ■ divorce tragique entre la beauté de la nature qui l'entourait et les ■ ■ ■ dont il était l'objet. La fin est d'un optimisme déprimant. Le prince - qui aura eu le temps d'améliorer le caractère ■ jeune violoniste en l'initiant au football américain - se réconcilie avec son passé, retourne ■ ses marées, à ses enfants blonds et ■ sa femme légitime. Tristesse et dignité de la thérapie, qui retrouve elle aussi son mari, péte d'un petit virtuose et virtuose lui-même. Dernière étreinte adultère et coucher de soleil assorti.

Tout cela devrait donner un gros mélodrame, doux et puritan, plein de cuistries psychanalytiques et de moralisme daté. Eh bien, non. C'est beaucoup mieux que ça. Si Barbara Streisand, actrice, ne s'est pas très bien servie, apparaît — raide, presque timide, disparaissant d'ailleurs un long moment de l'écran — milieu « Histoire — comme pour dire voyez ! quel point une star peut être discrète — elle se montre, pour sa deuxième mise en scène après *Yentl*, une sacrée directrice d'acteurs.

[illegible]

Le rendez-vous est fixé dans un palace du West End. On vous fait remarquer, avant le départ, quel privilège est le vôtre, et la gratitude que vous ferez bien d'exprimer *a priori* : ■■■■■ droit ■■■■ tête-à-tête de trente-cinq minutes, vous vous rendez compte ? Non, on ne se rend pas encore compte. Dans le hall de l'hôtel, la panique vous saisit. Sous l'œil infiniment réprobateur du personnel terriblement stylé, une horde hagarde de Néerlandais, une meute accablée d'Allemands ■■■■ ■■■■ parquées. Tout le monde porte le même petit sac ■■■■ dos noir sigé « Prince of Wales », on dirait des chômeurs en fin de droits ■■■■ qui on ■■■■ promis une embauche précaire sur un chantier : ce sont des journalistes. S'ils sont bien sages, bien patients, ils seront bientôt propulsés pour une vingtaine de minutes dans une salle où se déroulent, à la chaîne, les conférences de presse de Barbara Streisand, Nick Nolte, Jason Gould.

La journaliste de caste supérieure (?), aussitôt baïlé par ses confrères, est dirigée vers la suite 638. Dans les couloirs à la moquette si profonde que le pied s'y enfonce comme dans les sables mouvants, se croisent des agents de la sécurité crachotant des messages codés ■ travers leur walkie-talkie. C'est quoi ? La guerre ? Non, seulement la promesse d'une courte interview. Longue station dans la suite 638. Là, un état-major alternatif bourdonne. On lui fait signer un engagement sur l'honneur qu'elle utilisera les propos sacrés qu'elle va recueillir à l'usage exclusif du rapport qu'il emploiera. Puis la journaliste privilégiée est conduite - sans être fouillée - dans la suite 618, où elle attend ■ nouveau, seule. La suite 618 ■ chinoise. Elle ouvre la porte s'ouvre et Barbara paraît. Elle est parfaite.



« Le drame, c'est que je ne suis pas, mais du tout exhibitionniste ».

Voilà, parfaite. Tailleur noir d'*executive woman*, brushing inflexiblement naturel, maquillage invisible qui laisse voir un teint de jeune fille, regard de tous les bleus disponibles.

Elle... là... «vendre»... film, elle va le vendre. Avec... charme implacable, une très haute technicité, ... à mêler... œuvre à sa vie... réciproquement, on ne... jamais où s'arrête... promotion et où commence l'émotion. Une délicieuse fustet miniature et... sur orbite; celui qui la fera dévier de... trajectoire n'a pas encore sa carte de presse. Pour commencer, un peu d'affabilité diplomatique : « Je n'ai jamais eu le courage d'apprendre votre merveilleux langue, avec ses terribles conjugaisons. Vous savez, je n'ai jamais appris le piano parce que je voulais être capable de jouer immédiatement le deuxième concerto de Rachmaninov... »

On lui dit qu'on a vu son film, qu'on l'apprécie. La surprise la terrasse. « Vraiment ? Ah ! Comme c'est intéressant. » Si l'on ajoute que le personnage du professeur Lowenstein semble avoir été écrit pour elle, la surprise se change en extase. Elle explique que non, le film est adapté d'un best-seller autobiographique de Pat Conroy, ■■■■ qu'effectivement l'auteur lui a avoué qu'il écoutait ses disques pendant l'écriture ■■ son roman. Et lorsqu'on ■■■■ demande pourquoi elle s'est distribuée dans le rôle - si, si, ça arrive -, elle répond « qu'elle ■■ tout de même déjà eu un Oscar comme actrice (dans *Funny Girl*, en 1968) et qu'elle ne voit pas qui mieux qu'elle pouvait incarner une psychanalyste juive, new-yorkaise... ».

En effet. On sait qu'elle ■ toujours aime les défis, mais là, cumuler les ■ de ■ scène, productrice, actrice, ■ mère d'un brillant jeune ■ qui joue son propre fils, ce n'est plus un défi, n'est-ce pas le comble de la schizophrénie? Après le rituel « comme votre question est intéressante », Barbra Streisand répond : « C'est vrai, il y ■ deux personnes en moi. La première aime rester chez elle, manger ■ légumes cultivés biologiquement, étudier, retourner à l'école, voir des amis. C'est une personne très secrète, très privée, qui prend l'habitude de ne pas travailler, qui adore ça. Et l'autre moi éprouve soudain le besoin de se lancer dans une nouvelle aventure, ne peut pas s'empêcher ■ s'y ■ ■ exprimer, communiquer sa vision des choses. Les deux se bagarrent. Tout est très long, très laborieux. Yentl ■ représenté cinq ans de ma vie, et il y a plus de trois ans que le Prince des marées m'occupe ».

Quel ■■■■ moteur qui la fait avancer? « Le désir d'éprouver. J'ai aimé quand les gens, après avoir vu Yentl, m'ont dit : « Ça m'a rapproché de mon père... » Ça m'a aidé à réaliser que c'était important d'être une femme... »

Un silence ravissant s'installe, une sorte de chef-d'œuvre de silence, ■■■■ trop long, ■■■■ trop court, méditatif, le menton est gracieusement appuyé sur la main manucurée, le regard myosotis un peu voilé. Puis la voix reprend, nette comme un constat d'huissier mais disant des choses qui ne vont pas avec, des choses un peu tristes et personnelles : « En fait, je me mets à travailler comme ça quand ■■■■ ■■■■ suis pas ■■■■ ■■■■ ■■■■ je suis heureuse avec quelqu'un, je n'ai aucun autre besoin. Mais quand je suis seule, ■■■■ fait bien que je mette mes sentiments dans un projet... »

Elle parle bien de son travail, de la manière dont elle se dirige « à l'instinct », et « en étant « à leur musique, à leur rythme. A leur humeur du jour, aussi, quand ils arrivent sur le plateau. En quoi cette humeur peut interférer avec la scène, la servir ou, au contraire, lui nuire ». Après, Barbra Streisand, alias Lowenstein, rend grâce à la psychanalyse; avec son aide, dit-elle, elle commence à se persuader que ce qui la fait agir n'est plus uniquement le peu d'estime dans laquelle elle se tient. Alors, alors, elle exagère, le succès, la gloire précoce, Broadway, les concerts triomphants, les films, les musiques, les médailles en tout genre, ce n'est pas mauvais pour l'ego, tout ça.

Le regard se fait glacial, elle évoque « son beau père qui ne lui adressait pas la parole », ■■■■, ■■■■ qui ■■■■ touchait pas, qui lui montrait d'attention qu'en la nourrissant ; elle dit : « J'ai été ■■■■ colère, très en colère pendant des années. Contre tout, même contre mon beau père pour que ■■■■ lorsque j'avais quinze mois. Longtemps, rien n'a pu m'apaiser. Surtout pas le succès. Pourquoi j'ai abandonné ■■■■ scène, pourquoi j'ai renoncé à chanter devant tellement de gens ? Parce que ça ne me satisfaisait pas, ■■■■ même cela me rendait malade, physiquement malade. Je ■■■■ savais pas ■■■■ ■■■■ comporter entre deux chansons, faut-il sauter ? Tiens, pourquoi je saute ?

« En d'autres termes, je peux sentir l'adhésion du public, et j'adore ça. Mais je n'ai pas besoin de l'expression de cette adhésion. Je sais qu'il est là, je ■■■ serais pas célèbre depuis trente ans s'il n'était pas là. » A ■■■ point-là de la conversation, tombe une véritable révélation : « Le drame, c'est ■■■ je ne suis pas, mais pas du tout exhibitionniste ».

Une impressionnante compilation (un coffret rose un dentelle, un peu bonbon) de quatre disques compacts récemment, qui couvre ■■■■ carrière comporte beaucoup d'inédits, ■■■■ Streisand chante ■■■■ tout début, d'une voix déjà magnifique, *"You'll never know"*. C'est un enregistrement amateur, elle a treize ans. Trente-trois ans plus tard, elle donne une nouvelle version ■■■■ même titre, ■■■■ voix d'aujourd'hui se superpose ■■■■ d'hier, c'est comme si elle prenait par la main la petite fille qu'elle a été, c'est émouvant, vraiment. Streisand, l'ordinaire vivants, ■■■■ intelligemment programmée, enfin, baisse


sa garde : « Oui, cette petite fille, je peux enfin l'aimer. Au lieu de penser qu'elle était bizarre, c'est pour ça que je devais être sympathique avec elle. Elle était si bien, si gentille. Mais je ne pouvais tout de même pas couper mon nez, je crois trop à la vérité des choses... »

Lui a-t-on [ ] au [ ] carrière [ ] le corriger, [ ] nez? Celle dont la critique [ ] Kael écrit : « Siireland [ ] la preuve [ ] le talent c'est la beauté », répond avec une franchise formidable : « Non, bizarrement. Seulement [ ] deux fois, on m'a [ ] de supprimer ma bosse. Or je suis attachée à ma bosse sur le [ ] Et puis, c'est une question d'honnêteté. M. qui ai toujours détesté [ ] prénom, je n'ai même pas pu en changer. J'ai juste supprimé [ ] « a », pour faire Barbra, pour être [ ] peu unique ».

C'est à cet instant que le sablier promotionnel achève de couler. Une préposée, ■■■■ des grâces affectées de geisha, interromp la conversation, en ■■■■ glissant dans l'oreille : « Ne vous plaignez ■■■■ ■■■■ supplément. » Barbara Streisand ■■■■ déjà debout, la main sur la poignée, prête pour ■■■■ nouvelle interview, juste le temps ■■■■ glisser qu'elle s'occupe de nombreuses fondations, qu'elle préfère donner ■■■■ argent ■■■■ son vivant, ■■■■ la recherche médicale, à l'écologie, aux causes qui en valent ■■■■ peine. Et que, ■■■■ vouloir généraliser, ■■■■ femmes ■■■■ gardiennes de ■■■■ terre, ■■■■ qu'elles ■■■■ aussi de bonnes maîtresses d'maison... ■■■■

DANIELE HEYMANN

**NOUVEAUTÉ**  
**NANCY**  
1900  
Rayonnement  
de l'Art Nouveau



**304 pages 150 illustr. 290 F**  
tirage de tête limité à 650 ex. num.  
papier vergé, coffret reliure 1390 F  
85 planches couleur collées à la main

**G. KLOPP**  
82 88 56 18 BP 66  
57102 THIONVILLE

REMAIN NOTRE SUPPLEMENT

## Le Monde

### DES LIVRES

## AUJOURD'HUI

**OURS D'OR / GRAND PRIX**  
FESTIVAL DU FILM DE BERLIN 1992

**"DANS LE QUOTIDIEN TERRIFIANT  
DE LOS ANGELES...  
LE FILM LE PLUS PERSONNEL  
DE LAWRENCE KASDAN"**  
C.I.P. Châtaign. - PREMIÈRE

**"CONSTAMMENT SURPRENANT,  
DÉCONCERTANT, AUDACIEUX,  
ORIGINAL, UNE AUTHENTIQUE  
ŒUVRE D'AUTEUR"**  
(M. Pascal) - LE POINT



DANNY KLINE MARY PARKER ALFRE

# GRAND CANYON

TWENTIETH CENTURY FOX LAWRENCE KASDAN GRAND CANYON DANNY GLOVER KEVIN KLINE  
 STEVE MARTIN MARY MCCONNELL MARY LOUISE PARKER ALFRE WOODARD JAMES NEWTON HOWARD  
 AGGIE OVERLAND RODGERS CAROL LITTLETON BO OWEN ROZMAN  
 LAWRENCE KASDAN MEG KASDAN LAWRENCE KASDAN CHARLES DUKIN MICHAEL GRILLO  
 3615 FOX LAWRENCE KASDAN



## BONNES FEUILLES

PARUTION DES MÉMOIRES DE LA CHORÉGRAPHE MARTHA GRAHAM

## Ecrit avec

Habillée en violet, sa couleur fétiche, maquillée comme à l'époque où elle posait pour les visons Blackgamma avec Noreev, Martha Graham, enrhumée, avait finalement décidé de quitter son appartement pour se rendre dans son école, toute proche, où nous l'espérons. C'était en 1987, elle avait déjà quatre-vingt-trois ans, soit soixante-dix-huit ans selon son calendrier personnel. Son amour obsessionnel du jeu de la beauté était toujours fasciné. Ce jour-là, elle reprit les thèmes favoris qu'elle affectionnait : le corps, l'amour, le sexe, non pas comme une vieille femme qui perd la tête, mais parce qu'ils furent les moteurs de sa création et au centre de sa vie.

On l'écouait, penché, pour ne rien perdre de la voix murmurante qui s'échappait de ses lèvres sanglantes. Elle nous parla, comme et toujours, de son père qui exigeait le port des gants et lui interdisait d'embrasser les étrangers. On ne pouvait s'empêcher de penser à cette autre paire de gants qu'elle porta pendant plusieurs années quand la vieillesse l'attaqua, l'obligeant à quitter la scène à soixante-quinze ans. Les soins esthétiques et le maquillage entretiennent l'illusion. Les



Répétition de « Every Soul Is a Circus » à la prairie Bennington, avec Erick Hawkins et John Burden.

## son sang

mains, elles, ne trichent pas. On pensait aussi à sa souffrance, à sa gloire si chèrement acquise, à l'alcool qu'elle ingurgitait pour faire face à ce qui lui valut quelques cures de désintoxication.

Après son père, Martha Graham enchaîna sur les autres hommes de sa vie, pour elle rapidement ne parler que d'Erick Hawkins, danseur de sa compagnie, qui fut son seul et unique mari. On sentait que cet amour la portait et qu'elle en éprouvait l'éternel regret. La chorégraphe nous fit comprendre qu'après « Erick », il n'y en eut pas d'autres. Ron Protas, son mari, dit homme de confiance, de passage dans la pièce, affirme que Martha Graham est toujours restée une redoutable séductrice. Comme si cette femme fatale ne pouvait pas avoir un cœur de minidette ! Elle griffait, c'est vrai, telle une lionne, et possédait une mémoire d'éléphant pour ses ennemis. Ses Mémoires, Blood Memory (que l'on pourrait traduire par Mémoire du sang), sont à paraître début mars aux Editions Actes-Sud. Nous en avons tiré quelques extraits, qui montrent sa pugnacité. Car les génies ont la vie dure !

DOMINIQUE FRÉTARD

## La panthère et ses hommes

« A TOUTES les étapes de ma vie, les hommes m'ont aidés. Je les apprécie sans réserve. Beaucoup ont marqué mon existence. J'aime les hommes. J'adore les hommes. Beaucoup m'ont aidés. »

« Au début, quand ma vie nocturne était encore active, je ne me serais jamais mise au lit sans un maquillage. Mais je n'étais pas dévergondée. Je n'avais qu'un amant à la fois. A part quelques exceptions délicieuses, je n'avais guère le temps d'avoir des amants et d'être amoureuse. Ma philosophie là-dessus ? Quand j'aime, j'aime. Quand je n'aime plus, je pars. C'est tout simple que ça. J'imagine qu'il m'arrivait parfois de ne pas être très gentille. »

« [...] Erick était devenu l'homme de ma compagnie et, peu à peu, un amour très profond s'était développé entre nous. Nous avions vécu huit années ensemble quand Erick a décidé que nous devions nous marier. Je n'en avais pas envie, mais je l'ai fait. Dans la dernière de cette neuvième année, Erick s'est écroulé. C'est clair. Il ne faut jamais s'accrocher. »

« [...] Après notre mariage, nous sommes remontés en voiture. Nous avons été jusqu'à un pueblo indien dans les environs et, là, notre vie a commencé. J'ai gardé mon maquillage. Je ne voulais pas l'épouse de quelqu'un si signifiait l'abandon de mon maquillage. Après notre première nuit conjugale, nous nous sommes réveillés et Erick a dit vers moi en disant : « Enfin, me voilà libre de cette terrible chose. » Je n'avais alors aucune idée de ce qu'il voulait dire, et je ne savais pas le savoir ! »

« [...] Je me souviens d'être allée avec Erick à Gallup, au Nouveau-Mexique, voir les belles tapisseries indiennes dans la main. Ces tapisseries sont sacrées. Elles ne sont jamais touchées et les gens ont leur dessin comporte d'habitude un petit dessin : ça leur donne le sens d'objets en devenir. Ce qui n'y figure pas se rend plus belles et plus mystérieuses. Les Indiens d'Amérique m'ont toujours fascinée, de même que les magiques justes avant le lever du soleil dans les pueblos, ou ma première vision des femmes hapiées avec leurs coiffures de fleurs dont je ne me souviens pas. Appalachian Spring. »

« [...] Le pénitent est une danse inspirée par les Pénitents du Sud-Ouest, une danse qui croit à la purification du péché par une pénitence sévère. Aujourd'hui encore, cette danse pratique est très répandue, bien qu'ils aient été interdits par l'Eglise catholique comme des impies. Dans un pueblo, pendant la danse du rite, j'ai vu une femme fouler de ses genoux nus des feuilles de cactus. El Penitente est présenté à la façon des spectacles de jadis. Isamu Noguchi en a fait le décor original, y compris un écran qui dissimule la jeune fille - Vierge, Madeleine, mère - une fois qu'elle a commis le crime, c'est-à-dire séduit le pénitent. »

« Le pénitent se flagelle avec des feuilles de cactus dans un geste de repentance devant Dieu qu'il a trahi, qu'il est tombé amoureux de la jeune fille. Elle l'a séduit au moyen de la pomme, la pomme qui est la virginité. A un moment de la danse, le pénitent est vêtu comme un dieu, dans un grand manteau noir. Le pénitent tombe, sa créature se met à genoux, en position de contrition, et le saint le gifle au visage. C'est la production originale, Erick était le pénitent et Merce Cunningham la figure du Christ. Il y a quelques années, Misha Baryshnikov a dansé le rôle du pénitent à l'occa-



Martha Graham dans le studio de son école à Manhattan.

sion d'un gala. Il s'était si bien pénétré du personnage qu'il avait été complètement épuisé à la fin. Il a gélé.

« [...] Misha est entré dans ma vie comme un dieu. Nos existences se sont rencontrées ; après son passage à l'Ouest, il est venu aux Etats-Unis, et puis il a dansé dans ma compagnie. [...] Lorsque Misha fut à la tête de l'American Ballet Theatre, j'acceptai de danser avec sa compagnie le droit de danser certains de ses ballets. En principe, je ne suis pas opposée au fait que d'autres compagnies dansent mes ballets. Le problème, c'est que nous ne pouvons pas nous permettre de passer beaucoup de temps à enseigner nos danses aux autres ; il nous resterait plus pour réunir des fonds pour nous-mêmes. »

« [...] Ce que je donne aux danseurs, c'est une technique. La technique est un langage qui élimine la tension. On ne fait que ce qu'on veut faire. Parfois, la technique est enseignée, et cela m'agace énormément. Au Caire, à la suite de quelques représentations que nous avions données avec une troupe locale, on m'a dit après mon départ : « Ici, on enseigne la technique de Martha Graham. » Ils n'avaient rien compris. Cela ne représentait pas pour eux ce que cela représente pour moi - la technique comme une science. Une science qui vous dit ce que signifie l'épaulé. Je peux vous dire où commence le bras, dans le dos, et la manière qu'on éprouve à l'endroit du corps où un mouvement se fait. Je ne sais pas combien d'années il m'a fallu pour apprendre certaines choses. Mais j'aimais ça. J'aimais cet engagement physique avec moi-même. »

« [...] Agnes de Mille (1) auditionnait des groupes nombreux et faisait toujours la première élimination en regardant la démarche des gens. Elle est révélatrice. Je dis à mes danseurs de danser sur la pièce comme si leur

accroché au mur. Si ça ne leur suffit pas, j'ajoute : « Souvenez-vous qu'un jour vous mourrez. » Ça leur aide généralement. »

« Mes danseurs tombent jamais simplement pour tomber. Ils tombent pour s'élever. La première fois que Margot Fonteyn a vu danser, elle a remarqué que bien nos chutes étaient d'ailleurs de celles du Royal Ballet. « Nous tombons comme des sacs en papier, vous tombez comme du la soie. »

« L'art du danseur est basé sur une écoute d'écoute, qui implique tout son être. Quand j'évoque la technique d'écouter son propre corps, je ne manque jamais de rappeler au merveilleux lion au moment de danser les films de la MGM. Quand il se tourne sur le côté, il se tourne complètement. Il écoute pour écouter sa lionne, pour écouter sa propre vie intérieure. Il a la capacité de prendre du recul au lieu d'attendre que quelqu'un le regarde. »

« Il écoute. Quoi ? Lui-même. Et le corps est retenu au point précis où il peut commencer en mouvement. »

« [...] Ce que je n'ai jamais fait en studio, c'est la moindre révérence politique ou religieuse. Il y a un temps pour cela, et ce lieu. Vers la fin de 1933, j'avais été invitée à danser avec ma compagnie au Festival international de danse prévu à Berlin. Les Jeux olympiques de 1936 qui devaient se dérouler à Berlin. [...] Il ne me vint pas une seconde à l'esprit d'accepter. Comment aurais-je pu danser dans l'Allemagne nazie ? [...] Les Allemands déclaraient que, dans ce cas, ils prioritaient une compagnie de moindre renom pour représenter les Etats-Unis. « Faites, répondez-je. Mais souvenez-vous d'une chose : je détiens l'invitation officielle et je la publierai dans le pays, pour démontrer que l'Allemagne a été choisie pour démontrer son choix. » Aucune compagnie américaine ne se rendit à ce festival. Après la

guerre, à Berlin, on a trouvé mon nom sur une liste des gens qui ont été arrêtés lorsque l'Allemagne aurait pris le contrôle des Etats-Unis. J'ai pris cela comme un grand compliment. Et plus tard, lors d'une représentation au Metropolitan House, j'ai choisi pour mon solo une héroïne biblique triomphante, Judith, sur une partition d'un compositeur juif, William Schumann. »

« [...] Tout ce que je fais est en chaque femme. Chaque femme est Médée. Chaque femme est Jocaste. »

« Il arrive un moment où chaque femme devient une mère pour son mari. Quand elle tue, Clytemnestre est n'importe quelle femme. Dans la plupart des ballets que j'ai créés, le triomphe de la femme est absolu, total. Je ne sais pas vraiment pourquoi il en est ainsi, sinon parce que je suis une femme. La seule chose que la femme, comme chez la lionne, il y a un violent désir de tuer si elle ne peut avoir ce qu'elle veut. Beaucoup plus que chez un homme, la femme tue, elle veut. Elle est plus impitoyable que n'importe quel homme. »

« [...] Ce qu'on doit faire, je ne sais pas. Ce qu'on trouve attirant, je ne sais pas. C'est pour ça que j'ai interprété des femmes comme Clytemnestre. Ça vient de ce profond désir de création. Une jeune fille est venue me dire : « Mais je ne suis pas Clytemnestre, jamais je ne tuerais. » Au contraire, lui ai-je répondu, je t'ai déjà vu regarder un homme de telle façon que tu l'as tué, sur place. Si ce n'est pas un homme, ça, alors je n'y comprends rien. Après un instant de silence, elle m'a regardée en disant : « Je crois que vous avez raison. »

« J'ai essayé de montrer ces trois aspects de la femme dans El Penitente, mon ballet de 1940. Toute femme a quelque valeur porte en elle un peu de tout ça : la vierge, la catin-tentatrice, la mère. C'est ça, à mon sens, la réalité commune à toutes les femmes. Pas la politique. [...] Je sais que mes danses et ma technique sont considérées comme profondément sexuelles, mais je suis fière de représenter sur scène ce que la plupart des gens dissimulent au plus profond de leurs pensées. Emily Dickinson (2) l'a dit, à sa façon : nous connaissons tous ces instants où « de petites humiliations gambadent par nos après-midi ensoleillés ». L'artiste n'est pas le reflet de son temps. Il n'est pas en avance sur son temps ; c'est au public, dans l'ensemble, à le rattraper. »

« [...] Je ne peux pas nier que la franchise de mes descriptions m'ait valu parfois quelques ennemis. Au cours de ma première tournée en Asie, à Tokyo, l'une de mes danseuses était sortie avec plusieurs soldats américains et n'avait pas réapparu pour la représentation en matinée. Après le théâtre, dans le taxi qui nous ramenait, je me tournai vers une amie en disant : « De toute façon, elle ne serait pas devenue une grande danseuse. Ses mouvements ne viennent pas du vagin. » Le taxi fit une pause. « Vous comprenez l'anglais ? » demandai-je au chauffeur. « Oui, m'dame. Je suis né à Brooklyn. »

(1) Chorégraphe américaine, de la famille de Cecil B. De Mille, elle vient d'écrire une biographie de Martha Graham, non publiée en France.

(2) Poétesse américaine morte en 1886, inspiratrice de Martha Graham pour son ballet Letter to the World, 1940.

« [...] de Martha Graham, mémoire de la danse, traduit de l'américain par Christine Le Bauf, Editions Actes-Sud, 236 pages, 148 F.

Je suis la











# MUSIQUE

## Classique

Jeudi 27 février

### Chanson

Chaconne

### Saint-Saëns

Hommage pour violon et piano  
Rondo capriccioso pour violon et piano

### Bach

Chaconne de la 2<sup>e</sup> Partita  
Maxim Vengerov (violin),  
Tamara Golov (piano).

Jeune violoniste russe de dix-sept ans, Maxim Vengerov a émigré en Israël après avoir séjourné quelque temps en Allemagne. Certains voient en lui une sorte de nouveau Menuhin. Il est vrai que son aisance, la grâce qui semble l'habiter ont quelque chose de suranné. De là à dire, comme Einstein l'a dit du jeune Yehudi, qu'il était la preuve sur terre de l'existence de Dieu, il y a un pas que les auditeurs de ses deux concerts du Louvre franchiront peut-être.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-22-29. 50 F.

### Scarlatti

Trois sonates

### Beethoven

Sonate pour piano n° 25 « Appassionata »

### Chopin

Impromptu n° 1  
Scherzo n° 1  
Sonata n° 3

Marc Laffont (piano).  
Second prix lors de l'avant-dernière édition du Concours Chopin, Marc Laffont mène une carrière discrète qui le tient un peu à l'écart de ses confrères français du même âge. A la mesure de son jeu élégant, raffiné et sensible, sans débordements. Mais s'il est moins connu que d'autres, s'il n'a pas ses fans, joue-t-il moins bien pour autant ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 35 F à 250 F.

### Vendredi 28

### Schubert

Symphonie n° 4 « Tragic »

### Franck

Variations symphoniques pour piano et orchestre

### Nielsen

Symphonie n° 6  
Jean Hubeau (piano).  
Orchestre national de France.  
Pavle Burghard (direction).  
Un magnifique musicien au piano, peu connu en dehors des cercles professionnels malgré une discographie abondante.

(tant d'élèves du Conservatoire sont passés par sa classe de musique de chambre qu'il est seul à remplir une salle de concert), une symphonie de Schubert qui n'est pas la plus connue, la Sixième de Nielsen, un compositeur peu joué en France (même si sa cote remonte). Le tout est dirigé par un chef de premier plan, lui-même peu célèbre. Difficile, dans ces conditions, d'attirer foule. Et, pourtant, voilà un beau programme.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 40 F à 190 F.

### Samedi 29

### Wagner

Sonata

### Beethoven

Sonata n° 23 « Appassionata »

### Czerny

Étude-ballade n° 7

### Wagner

Mort d'Isolde

### Liszt

Études d'exécution transcrites  
« Appassionata » et « Chaconne »

Michael Levin (piano).  
Tout un programme ! Avec la rare Sonate de Wagner, assez schumannienne d'allure, enregistrée autrefois par Martin Galling pour Vox, jamais rééditée, introuvable. Du Wagner d'avant Wagner, donc, pour commencer. Liszt, pour finir. Et pas le plus facile pour les doigts. Entre deux : l'Appassionata de Beethoven, la Mort d'Isolde de Wagner transcrite par Liszt et une étude-ballade de Czerny, élève de Beethoven et toulousain en chef des pianistes. Un programme intelligent comme sait le composer Michael Levin.

Conservatoire d'art dramatique, 18 heures. De 70 F à 110 F.

### Dimanche 1<sup>er</sup> mars

### Beethoven

Sonata pour piano n° 12 « Marche héroïque »

Sonata pour piano n° 31 op. 110

Georges Thummescher (piano).

Une sonate à variations et une sonate à fugue et contre-fugue, par un pianiste agile de la tête et des doigts.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 50 F.

### Lundi 2

### Bach

Suites n° 1, 3, 6 pour violoncelle seul

Metelav Rostropovitch (violoncelle)

Metelav Rostropovitch au violoncelle dans Bach. Comment résister ? Le prix des places peut-être.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-58-88-83. De 40 F à 500 F.

### Mardi 3

### Couperin

« Les Godis réunis », concert n° 7

### C.P.E. Bach

Sonata pour flûte seule, transcription pour harpelle

### Dutilleul

Trois strophes sur le nom de Sachar

### Rameau

Pièce de clavecin en concert n° 5

### Bach

Sonata pour flûte BWV 1030, transcription pour harpelle, clavecin et violoncelle

Trio Maurice Bourque.

Maurice Bourque est l'un de nos trésors nationaux. Qu'il souffle dans son hautbois, et les violons grenouilles qui courent dans les marais alentours se taisent. Dire qu'il n'y a pas un éditeur de disques qui s'achète l'exclusivité de son art ! S'il était chef ou pianiste...

Nouveau Théâtre Moutier, 20 h 30. Tél. : 43-31-11-88. De 70 F à 100 F.



De Barbara à Heitor Villa-Lobos, de Maurice Ohana à Claude Nougaro, Roland Dyens passe tous les répertoires, du classique à la chanson, au fil de sa guitare. À l'Auditorium des Halles-Châtelet, le 28 février, à 20 h 30.

## Régions

### Grenoble

#### Bach

Concerts pour clavier BWV 1052 et BWV 1055

Trio Concerto

Pierre Hantzi (clavier).

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

Clavésiste inventif, au jeu grave, parfois emporté, Pierre Hantzi est l'interprète typique de la jeune génération baroque : non content de jouer seul ou en soliste des formations baroques les plus en vue, il a décidé de s'associer à d'autres musiciens pour constituer Le Concert français.

## Rock

### Soirées Métallique Jungle

#### Los Mescaleros

En l'absence de stars on a tout le temps d'aller en club cette semaine : pour aller voir les Mescaleros, Lyonnais tout à fait rock (vite, fort, avec pas mal d'agilité) comme leur nom aurait pu le laisser supposer, d'ailleurs.

Le 28, Rex Club, 23 h 30. Tél. : 45-08-93-88.

### Dirty District

#### Parkinson Square

Dirty District n'a renoncé à rien : ni à l'indépendance face aux majors, ni au militantisme musical, ni à ses racines : la fusion reggae-rock de la fin des années 70. Pourtant, on sent dans les derniers enregistrements du groupe une propension à la rigueur, à la recherche qui mériterait qu'on fasse un détour par l'Espace Ohana. En première partie, Parkinson Square, groupe lyonnais très lourd.

Le 27, Espace Ohana, 19 h 30.

### Lynyrd Skynyrd

Pour les souvenirs. Les bons : les guitares grasses et assurées, le rock malin et chaleureux. Les mauvais : la mythologie confédérée et ses complaisances déplorables. L'autoparodie qui a gagné la musique du groupe une fois épuisée l'énergie des débuts.

Le 27, Espace Ohana, 19 h 30.

### Blaine L. Reininger and

#### Virtual Violons

Violoniste qui joue avec Tuxedo Moon, Blaine Reininger praprouit, aux dernières nouvelles, une musique bizarre et furieuse qui maintient l'attention perpétuellement en éveil.

Le 28 et 29, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

### Human Spirit

Human Spirit est issu de la même galaxie que FFF, les Coquines et tous ces gens qui sont allés chercher leur source entre Jamaïque et Bronx plutôt qu'à Londres ou Manchester. Un peu à la traîne (question d'intendance) des précédents, ils pourraient bientôt refaire leur retard.

Le 28, Pigalle, 20 heures.

### Mike Rimbaud

Le Pigall's, fin de siècle bon marché, idées de débâche à peine esquissées est un cadre idéal pour un New-Yorkais à vocation européenne. Mike Rimbaud fait du rock comme d'autres font du folk : sérieusement, fidèlement, sans panache, mais avec amour.

Le 29, Pigall's, 20 heures. 50 F.

### Happy Drivers

#### Pigalle

À l'état ce soir : Pigalle, le groupe néo-réaliste (la nouvelle réalité incluant l'électricité et les convulsions post-punk) de François Hadji-Lazarro et les Happy Drivers, groupe de rockabilly (musique des montages du Sud profond) typiquement parisien.

Le 29, Rio-Orange, Le Plan, 20 h 30. Tél. : 69-43-03-03. 80 F.

### Tourneées

#### Rollins Band

Henry Rollins fut le chanteur de Black Flag. Aujourd'hui il emmène un groupe de rock extrême, mais le spectacle est lui : look culturiste (plutôt genre Sing Sing que club privé), il se met dans des états de transe furieuse tout à fait impressionnants. Le plus étrange reste qu'une major vient de l'engager : serait-ce dans ces régions que se trouve l'avenir du rock ?

Le 2 mars, Lyon, le Transbordeur, 20 h 30, 80 F.

### Festivals

#### Saint-Malo

#### La route du rock

En trois jours un panorama du rock français, de son versant anglophile (et qui le restera, malgré le Parc des Princes, malgré Wembley) avec Little Rabbits (vendredi) ou Chelsea (samedi), au côté néo-alternatif avec les Jaseurs (jeudi) et enfin les travailleurs frontaliers du rock, belges (La Muerte, samedi) ou suisses (Jivaro Quartet, vendredi).

Le 27, 28, 29 février et le 1<sup>er</sup> mars. Ren- seignements : 99-40-42-50.

## Chanson

### Hélène Martin

Une des voix de la chanson française, de beaux textes, des convictions, du réalisme poétique.

Du 26 au 29, Lucerna, 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 84 F à 140 F.

### Tourneées

#### Claude Nougaro

Dix doigts pour le piano, une voix pour le solo. Nougaro se pose à l'Olympia après une tournée d'un an aux quatre coins de la France. Puis repartira, toujours avec Maurice Vander pour compa- gnon de ring.

Le 28 février, Agnès, Stadium municipal, 20 h 30. Le 29 février, à 20 h 30, et le 1<sup>er</sup> mars, à 15 heures, à La Chapelle-sur-Èvre (près de Nantes), Espace culturel Capella.



## ARTS

## Nouvelles expositions

## Collection Caisse des dépôts

La Caisse des dépôts ouvre, rue Jacob, un lieu pour y présenter sa collection d'art contemporain. Le premier accrochage porte sur les acquisitions récentes (1989-1990) d'œuvres de J.-P. Bertrand, de Bolewski, de Frize, d'IFP, de Lavie, de Leccia, de Rutault, de Toroni, de Tosani et de Villemont.

**Caisse des dépôts et consignations.** 56, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 12 heures à 17 heures. Du 26 février au 30 mai.

## Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prostituées, juges et figures de cire avec féroce. Pour illustrer ces débuts mal connus - à tort - de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

**Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie.** place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 27 février au 4 mai. 32 F.

Souvenirs de voyage : autographes et dessins français du XIX<sup>e</sup>

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, ou là-bas, par Delacroix, Chassériau, Corot, Boudin, Gauguin, Redon et quelques autres voyageurs.

**Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Juvard - côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>.** Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Du 28 février au 18 mai. 30 F (prix d'entrée du musée).

## Paris

## Ateliers 92

Quoi de neuf, si ce n'est la jeune génération opérant en France ? Avec ses vingt et un artistes triés sur le volet (des écoles d'art, « Ateliers 92 » peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

**Musée d'Art moderne de la Ville de Paris.** 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 mars. 15 F.

## Larry Clark

New-York a élevé au rang de mythe ce photographe qui, dans les années 60, a tenu une chronique de la jeunesse à travers la drogue, l'alcool, la délinquance, les hippies, le rock'n'roll, la vie communautaire et la prostitution ; et partagé la vie de ceux qu'il photographiait au point de basculer dans la délinquance et faire de la prison.

**Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carreau - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1<sup>er</sup>.** Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi.

## Vente de l'atelier VERGNAUD

Organisée par M<sup>rs</sup> REGIS & THIOLLET, commissaires-priseurs  
Le samedi 29 février à partir de 14 h 30  
à l'Hôtel des ventes d'Argenteuil, 13, rue Diderot  
**EXPOSITION DES ŒUVRES**  
vendredi 28 février de 16 h à 22 h et le matin du jour de la vente.

## Centre culturel suisse

**28 ET 29 FÉVRIER, 20H30 ET DIMANCHE 1<sup>er</sup> MARS, 17H00**  
lit ses amis écrivains : Pierre Bourgeade, Bernard De Costa, Victor Haim, Eduardo Manet, Gérard Mordillat, J.-M. Patte, Robert Poudéron, André Rouyer, J.-J. Veroujean, Eric Westphal

**Entrée libre - Réservation conseillée 42 71 38 38**  
38, rue des Frères-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>

dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 10 F.

## Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

**Musée d'Art moderne de la Ville de Paris.** 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 40 F.

## Les Lantrec de Lantrec

Lantrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Toulouse-Lantrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

**Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine.** 1, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 47-03-01-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F pour les porteurs d'un billet du Grand Palais.

## François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets irréalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser et laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondant en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

**Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>.** Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mars.

## Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décaler le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

**Centre national de la photographie, Palais de Tokyo.** 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-52. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).

## Claude Rutault

Depuis 1973 et sa première Toile tendue sur châssis, peinte de la même couleur que le mur sur lequel elle est accrochée, le parcours d'un artiste qui pose encore et toujours la question du non-peint. Pour compléter le tableau, le musée de Grenoble l'expose aussi.

**Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>.** Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril. 15 F.

## Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne saurient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le châteaudeau Claude Berni est le patron. Pas mal pour un début.

**Renn Espace d'art contemporain.** 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

## Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre. Tous les médias s'en mêlent, l'exposition - 300 peintures, gravures, dessins et affiches - a, à n'en pas douter, un succès monstre.

**Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau.** av. Gai-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au



Zao Wou-Ki exposé à la galerie Artcurial.

48-04-38-86 (de 11 heures à 18 heures), par Minital 3615 Lautrec et FNAC. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin. 60 F.

## Galeries

## Hélène Delprat

Hélène Delprat est un jeune peintre fort actif, qui a pris goût au décor de théâtre, et y travaille beaucoup. C'est cet aspect de son œuvre qu'elle expose aujourd'hui : maquettes, dessins, - costumes, pour Juliette, Romeo, la Belle ou la Bête, - ainsi qu'un ensemble de peintures sur papier réalisées en 1991.

**Galerie Maeght, hôtel Le Rebours.** 12, rue Saint-Merri, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-43-44. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 avril.

## Helmut Dorner

Dans ses travaux sur papier, comme dans sa peinture, cet artiste allemand cultive le fragment et balance entre une gestualité plutôt douce qui traduit son sentiment de la nature et des espaces plus construits, à base de signes.

**Galerie Samia Sacouna.** 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

## La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Dantes. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvres, les solitudes qui viennent s'y briser. Et évidemment, l'exposition prête plutôt aux riches.

**Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense.** 92200 La Défense. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

## Alfonso Ossorio

Ariste singulier originaire des Philippines, qui compte parmi ses amis Pollock et Dubuffet, Alfonso Ossorio (1916-1990) aura véhiculé une part de l'héritage surréaliste et travaillé avec ferveur et mysticisme à des assemblages de papiers déchirés, qu'il nourrissait à la cire avant d'y jeter ses dessins quasi automatiques.

**Galerie Zabriske.** 37, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 avril.

## Jan Saudek

Longtemps dénoncé comme pornographe dans son pays, Jan Saudek, le plus grand photographe tchèque, est aujourd'hui exposé, publié, célébré dans le monde entier. Ses travaux récents ont toujours un goût de souffre, au service d'une vision baroque et lyrique du monde.

**Galerie Thierry Salvador.** 6, avenue Delcassé, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 45-82-36-53. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

## Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez

Une quantité de dessins parfois inédits, des peintures et des sculptures évoquent la rencontre amicale et les échanges entre le sculpteur d'origine espagnole et le

jeune peintre allemand. Qui, dans les parenthèses de la guerre, ont travaillé côte à côte. Un musée n'aurait pas fait mieux.

**Galerie de France.** 50-52, rue de la Verrerie, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

## Zao Wou-Ki

Aux confins de l'Extrême-Orient et de l'Occident, les paysages abstraits d'ombres éclaboussées de lumière d'un peintre passé maître dans l'art de faire de la tache un événement atmosphérique. Artcurial propose un choix de peintures depuis la fin des années 70, Marwan Hoss, vingt-sept encres récentes.

**Galerie Artcurial.** 9, avenue Maïmonide, Paris-8<sup>e</sup>. Tél. : 42-99-18-04. Jusqu'au 28 mars. **Galerie Marwan Hoss.** 12, rue d'Alger, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 42-96-37-96. Jusqu'au 17 avril.

## Régions

## Calais

## Richard Wilson

Un artiste anglais qui, par le biais d'installations d'éléments d'architecture : faux planchers, faux plafonds, fenêtres, balustrades et miroirs, joue du reflet, fait illusion, se plaît à perturber systématiquement l'espace des expositions.

**Galerie de l'ancienne Poste.** 13, boulevard Gambetta, 82103. Tél. : 21-36-67-14. Tous les jours de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 mars.

## Grenoble

## Claude Rutault

*Line notre nulle sur l'exposition Rutault à Paris.*

**Musée de Grenoble, place de Verdun.** 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 mars.

## La Roche-sur-Yon

## Paul-Armand Gette

Peu d'artistes ont la finesse et l'élégance de Paul-Armand Gette, observateur minutieux, qui glisse un œil sur la bordure d'un chemin, la lisière d'une robe ou l'ourlet d'une rose, en amateur de Monet, d'Ingres et de Lewis Carroll.

**Musée municipal.** rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-05-54-23. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

## Le Cateau-Cambrésis

## De Matisse à aujourd'hui

Treize des trente musées du Nord-Pas-de-Calais possèdent des sculptures du vingtième siècle, de Matisse, Maillol et Laurens à Dodeigne et Flanagan. Les meilleures sont réunies, associées à des œuvres du fonds régional d'art contemporain au musée du Cateau-Cambrésis et au musée de Cambrai (pour les plus récentes).

**Musée Matisse, palais Fénélon.** 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 26 avril.

## Lyon

## 11 artistes des figurations critiques

Pierre Gaudibert, qui a conçu l'exposition, a réuni dix peintres : Adam, Arroyo, Cuoco, Erro, Fromanger, Klesen, Monory, Rancillac, Segui, Télémaque, et un sculpteur : Ipousteguy. Qui, du milieu des années 60 au milieu des années 70, ont porté la nouvelle figuration sur le terrain du politique, en se manifestant tout particulièrement au sein de la jeune peinture. Y aller pour voir si ça tient, malgré le décalage.

**Espace lyonnais d'art contemporain.** Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél. : 78-42-27-39. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 5 avril.

## Nîmes

## Jean Degottex

Comment, au milieu des années 50, Jean Degottex s'arracha à l'abstraction lyrique, prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisait son geste pictural, voulut le vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

## Villeneuve-d'Ascq

## Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Ryman notamment ; et à exposer le Land art, et Buren, et Toroni, et Deuze, et bien d'autres, dont Combès et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

**Musée d'art moderne.** 1, allée du Musée, 59680. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

## PRÉCISION

La photo publiée en première page du supplément « Arts et Spectacles » daté jeudi 20 février et légendée « Arrivée du contingent français en Algérie », fera partie d'une exposition « La France en guerre d'Algérie », présentée au Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, 75007 Paris, à partir du 4 avril prochain.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breerette : « Architecture » : Frédéric Edelmann. « Photo » : Michel Garrin.

## DANSE

## White Oak Dance Project

**Pièces contemporaines**  
Quand on est un génie de la danse, on l'est dans le contemporain comme dans le classique, et même en traversant simplement la rue. Au sein de la petite bande qu'il vient de constituer aux Etats-Unis, Mikhail Baryshnikov commence une nouvelle carrière, toute dévouée aux créateurs d'aujourd'hui. Trois programmes, en six représentations. Deux créations mondiales : *Punch and Judy*, de David Gordon. *Oz*, de Paul Taylor. Et des pièces de Martha Clarke, Jane Dudley, Martha Graham (le célèbre *El Penitente*), Lar Lubovitch, Meredith Monk et Mark Morris.

**Théâtre des Champs-Élysées.** les 5, 6, 7, 10, 11 et 12 mars. 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 400 F.

## Béjart Ballet Lausanne

## Pyramide

La dernière apparition du BBL en France, avant sa dissolution en juin prochain. Un voyage initiatique comme Béjart les aime, le tapis volant de la musique, autour de la Méditerranée. On rencontre au passage Isis et Oris, Alexandre, Bonaparte... et la star du chant Oum Kalsoum.

**Palais des Congrès.** jusqu'au 28 février. 20 h 30, le 1<sup>er</sup> mars à 15 heures. Tél. : 47-26-40-40. De 130 F à 320 F.

## Compagnie Claude Brumachon

## Le Palais des vents (I)

**Pelle (2)**  
Duoque a composé de *Eclats d'obsidienne* et *Faunes*, dernière création de Claude Brumachon, le *Palais des vents* se réfère à la façade percée de 953 fenêtres que fit jadis construire le maharajah de Jaipur, afin que ses femmes puissent voir sans être vues les fêtes qui se donnaient dans la ville. On nous promet « une femme de bain nure, une sensualité de hennin, une transparence de fulgurantes violences ». Vu il y a deux ou trois ans, *Pelle* nous avait séduits par la magnifique énergie qu'y déployait un groupe de femmes en marche.

**Théâtre de la Ville.** (1) les 3 et 4 mars, (2) les 8 et 7, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77 de 80 F à 130 F.

## Hommage de la danse contemporaine à Mozart

Quatre pièces s'ajoutent à Héli Fattouhi et Eric Lamoureux, Jean-Marie Côté, William Petit, Corinne Perrin et Thierry Ntanga.

**Théâtre de l'Est parisien.** les 26 et 28 février à 20 h 30, le 27 à 19 heures. Tél. : 43-84-80-80. 80 F.

## Brest

## Brigitte Farges

*J'adore et j'en fais plus*  
En création mondiale, une nouvelle étape du mythe « Ballet du Fargistan », titre générique d'une recherche chorégraphique commencée par Brigitte Farges en 1988. Cinq danseurs, des musiques originales de Jean-Jacques Paix. Vincent Segal (tous deux ex aequo) et Eve Costantini.

**Le Quartz.** 3 et 4 mars. 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. 110 F.

## Saint-Brieuc

## Teandance 6

Le beau *Saint-Georges* de Régine Chopinot - précédé de *Wooden Piece*, une courte performance de Maribel Domaille, la *Chambre de veille* de Patrick Le Doré et *J'adore et j'en fais plus* de Brigitte Farges (voir ci-dessus). Plus une exposition de Guy Delahaye, l'un des grands photographes de la danse.

**Grand Théâtre Louis-Guillou.** du 5 au 8 mars. 20 h 30. Tél. : 98-33-77-50. 90 F.

## Annemasse

## Compagnie Wim Vandekeybus

*Immer des selles Golegon*  
Un spectacle qui fait à la fois rire et frémir ne se manque sous aucun prétexte. La fabuleuse énergie des danseurs de Wim Vandekeybus n'a d'égal que leur adresse dans l'art de jongler avec des œufs. La preuve : ils en cassent quelques-uns pour bien montrer qu'ils sont frais.

**Relais culturel Château-Rouge.** le 28 février, 20 h 30. Tél. : 50-38-14-15. Et à Valence le 3 mars, Théâtre La Balançoire, 20 h 45. Tél. : 75-79-22-20. 110 F.

La sélection Danse a été établie par Sylvie de Nussac.

## EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN

## CARAIBES

Aruba  
La Barbade  
Cuba  
Curaçao  
La Dominique  
Haiti  
Jamaïque  
Martinique  
Paraguay  
Saint-Vincent  
Trinité et Tobago  
Venezuela

Jusqu'au 31 mars 1992. Du lundi au samedi, de 14 h à 19 h. Entrée libre.  
**ESPACE CARPAUX.** 15, bd Aristide-Briand, 92400 COURBEVOIE.  
Rens. : 46-67-71-23.



# LA SÉLECTION

## DE LA SEMAINE

### DISQUES

Claire Gibault, qui vit travailler Van Dam à Lyon dans la production Strosser (diffusée à la télé), a joué les bonnes fées dans le rôle de « répétitrice de français ». La voix de Van Dam a, entre-temps, peut-être un peu perdu de son velouté. Mais son espèce de dureté sèche apporte aujourd'hui de la mécanique au personnage de Golaud, extraordinairement inquiétant et vrai de bout en bout, et surtout dans la scène d'humiliation : *Abba-lou...*

Il paraît que c'est Claire Gibault qui a obtenu de Maria Ewing qu'elle retienne la voix et la main-tienne dans une sorte de soupire permanent, de déchirement. Le personnage passe de cette façon dans une sorte d'au-delà, de sur-réalité angélique, résigné d'embête à quitter terre : magnifique. Pel-léas est un François Le Roux au sommet : entre ténor et baryton sans difficulté, juvénile et grave à la fois, trouble et effrayé de son trouble, la voix exacte du rôle, en résumé, et le personnage, absolu-ment. Autre chanteur français plus fréquent sur les grandes scènes étrangères qu'en France, Jean-Philippe Courtis est un Arkel impres-sionnant. Christa Ludwig campe une Geneviève étonnante, présente vocalement et désinvestie affective-ment. Patrizia Pace, l'italienne mozartienne qui monte, est enfin un Yniold... à accent.

Et l'orchestre ! A lui les images intérieures, certains éléments de décor (les montons d'Yniold, les portes grinçantes du château). A lui surtout l'écho lancinant des passions, plus brûlantes qu'elles ne l'ont jamais été au disque. Entre Karajan (brutal, envahissant) et Boulez (le lyrisme, et la précision, mais la prise de son mettait trop d'espace entre fosse et plateau), Abbado réalise le rêve debussyste d'un orchestre qui enserme les chanteurs comme une chaise, sans les étouffer, mais sans cesser de chanter au premier plan. Il n'y a peut-être que le disque qui puisse tenir cette gageure par des dosages réalisés en studio. Encore fallait-il y penser.

1 coffret de 2 CD Deutsche Grammophon, 435 344-2. L'enregistre-ment de Pierre Boulez vient de ressortir en 3 CD chez Sony Classical, SM3K 47 265.

#### Schoenberg

*Pierrot lunaire*, première symphonie de chambre (transcription Webern)  
Marianne Pousseur (voix), Ensemble Musica oblique, Philippe Herreweghe (direction)

S'il est un disque événement, c'est bien celui-ci. Et pas seulement parce qu'on y croise Philippe Herreweghe, l'homme des grandes machines vocales baroques, sur les rivages ascétiques du *Pierrot lunaire*, l'œuvre qui, lors de sa création à Berlin, en 1912, donna le coup d'envoi de la modernité. Comme il travaille à rendre plus expressif le *stile espressivo* de Monteverdi, Herreweghe s'est penché, sans plus de complexe ni d'a priori, sur les mystères du *Sprech-*



Seckou et Ramata.

gesang, technique du « parlé-chanté » sur laquelle Schoenberg n'a pas laissé de consignes bien claires. Sinon que la version du *Pierrot* qu'il dirigea lui-même en disque en 1940 opte pour l'expres-sionnisme « cabaret allemand ».

Chanteuse (et membre du Colle-gium Vocale) Marianne Pousseur (fille du compositeur) est aussi une actrice. Qui a monté l'an passé, dans une mise en scène de sa sœur Isabelle, un *Pierrot lunaire* filmé par la télévision belge et déjà dirigé par Herreweghe. Elle ne craint pas d'exposer sa voix à tous les excès (cris, gémissements) retrouve quand il le faut une ré-torique vocale ancienne (grelots, hoquets), pour une théâtralisation radicale du texte, ni « parlé » ni « chanté » mais joué, corporellement. Le passage de la première partie à la seconde marque, à la simple audition, le basculement dans l'excès, dans l'hystérie. Des visions cauchemardesques sont dérivées à voix nue. Le dénouement – détournement du chant : parfum d'enfance retrouvée – est bouleversant.

1 CD Harmonia Mundi, HMC 901390.

A. R.

### Jazz

#### Stella Levitt

Mise en scène par son drummer de mari, Al Levitt, enregistrée en 1980, entourée, outre l'époux, de Jacques Pelzer (saxophone alto) – les musiciens français ont bonne mine de se plaindre : est-ce à son

origine belge que Pelzer, ce génie, doit d'être tenu ici dans la méconnaissance ? – entourée éga-lement de Denis Luxion et Ricardo Del Fra, Stella Levitt chante comme elle respire, respire comme elle aime, et aime comme elle chante. Ça commence par un *Somos Novios* en forme d'autobiographie musicale. L'autorité du rythme et la voile angélique de la voix en disent autant que le titre ou le contrechant de Pelzer. Tout le disque est de cette facture, rare, amoureuse, parfaite.

1 CD 590 086 Adda.

#### Quincy Jones

*Bossa Nova*

Un « casting » de luxe, une année de rêve (1963), autant de titres qui ressemblent à des indicatifs (*Soul Bossa nova*, une section de saxo-phones pour l'exemple (Phil Woods, Paul Gonsalves, Roland Kirk, Jerome Richardson), une assise claire au piano (Lalo Schiffrin), et une tonalité générale propre à désespérer les intégristes de la samba et ceux du « jazz ». Bref, un sommet.

1 CD Mercury 814 225-2. Distribué par Polygram.

F. M.

### Rock

#### James

*Seven*

Après cinq ans d'une carrière sinuée en apparence (un titre qui devient un succès presque deux ans après sa sortie, une accumula-tion impressionnante de maisons de disques), James (c'est un

groupe) est arrivé là où il le sou-haitait : deuxième dans la ligne de succession des prophètes du rock'n'roll, après U2, probab-lement avant Simple Minds.

Ce nouvel album porte les mar-ques du grand œuvre tel qu'on le conçoit quand on fait du rock et qu'on le prend au sérieux : immen-sité du son, sérieux des paroles, atmosphère religieuse. Mais il faut aussi se rappeler que James, tout au long de ses années de galère, a accumulé un public d'une loyauté farouche, qui a fini par atteindre la masse critique et ouvrir la voie du succès au groupe. Ce public est venu à James, est resté fidèle parce qu'il se reconnaissait dans les textes du groupe, pleins d'aspira-tions élevées à peine esquissées, de colère et d'émotion. Mais aussi parce que la musique, en prise sur l'époque (danse, guitares hurlantes, James vient de Manchester) tout en restant à distance raisonnable de la mode mécanique, est immé-diatement accessible, quelles que soient ses proportions. Sur *Seven*, James essaie la taille au-dessus et, généralement, s'en trouve bien : dénonciations comme du haut d'une chaire (*Live a Life of Love*, *Born of Frustration*), suppliques irrésistibles (*Don't Wait That Long*, *Next Lover*, *Protect Me*), Tim Booth, le chanteur, sait parler aux fidèles. Gros son, gros rythmes, l'agrément imprévu d'une trompette qui s'insinue dans tous les arrangements, *Seven* portera James encore plus haut.

1 CD Fontana/Phonogram 510832-2.

T. S.

#### Little Nemo

*The World Is Flat*

Le monde est plat, les Français font du rock avec la même facilité que les Anglais. Little Nemo jouera bientôt devant une foule enthousiaste au Town and Coun-try Club de Londres. Pourquoi ne pas rêver, surtout si l'on a choisi de prendre le nom du petit enfant dont la seule raison d'être est le rêve ? Little Nemo, groupe français qui fut étiqueté sous le label *touching pop* (pop à émuvoir), a donc renoncé au principe de réa-lité avec un brio certain. Et pour montrer qu'il n'est pas sectaire, le groupe ne s'est pas limité aux entrelacs de guitares et aux voix douces et tristes qui définissent le (sous) genre.

On entendra du rock dur (*Road to Ixlan*, *Late World Shift*), de la pop qui se serait sentie chez elle dans les hit-parades britanniques de l'été 66. Des souvenirs celti-sants. On entendra beaucoup de choses, toujours élégantes, parfois proches de la force, mais jamais vraiment un groupe, une voix. Juste un long hommage à des héros qui resteront toujours de l'autre côté de l'eau.

Single KO 30938. Distribution Virgin.

V. M.

### Chanson

#### Yves Montand

*Récital*

Enregistré en public en octobre 1959 au Théâtre de l'Etoile, ce *Récital* d'Yves Montand, qu'accompagnait Bob Castella et son orchestre, nous replonge dans un rêve de music-hall. Montand parle, Montand joue, Mon-tand chante les mains sur les banches, le chapeau (de paille) incliné sur l'oreille, fait des claquettes, retombe sur ses pieds avec canne et chapeau (claque) : la *Fête à Loulou*, le *Chai de la voisine*, *Batling-Joe*... En deux CD, un voyage autorisé dans le passé d'un grand chanteur de charme, encore non atteint par la culpabilité politique à cette époque.

2 CD Philips 510883.

#### Marilyn Monroe

*Complete Recording*

Une compilation exhaustive, avec livret, photos, biographie et filmogra-phie. Une cinquantaine de mélodies dérivées au fil des ans, avec bruits de fond, et airs connus. Des *Hommes préfèrent les blondes* au *Milliardaire*, cette jeune femme tragique et belle qui chantait bien, traitait ses parte-naires en grande dame et en duos swingants (un inimmémorable *Incar-nably Romantic* avec Yves Montand). La vie chantée de Marilyn actrice mélange les ambiances, et rien à faire, ça graine un peu. Progrès de la stéréo, ou *sound-track* usées des dialogues de cinéma où l'on s'amuse énormé-ment, où l'on drague abondamment : la fête est toujours aussi tourbillon-nante.

Un coffret de 2 CD Legend Records 5000 distribué par Media 7.

### Musiques du monde

#### Seckou et Ramata

*Bi Abadi*

Ramata Kouyaté, Malienne d'origine, et son mari Seckou Sacko, Gambien, tout deux mandingues et griots, avaient fait impression à la tradi-tionnelle Africa Fête de novembre dernier à Paris. Ils ont aujourd'hui fait un album, comme on devrait faire les enfants, avec patience et tendresse. Ils chantent tour à tour, lui sans éclat, elle en empoignant les sons par leurs bases. Il y a donc finement de la kora sur un fond d'arrangements « modernes », guitare électrique, basse, batterie, et tout pourrait se dérouler sans encom-bres majeures ni surprises essentielles. Mais voilà, il y a de-ci de-là, des ins-tants de flûte, de balafon, des mini-doses de harpe mandingue, des accents de *ngoni* (violon à trois cordes), qui nous font tout à coup baisser la voix et marcher sur des œufs avec un plaisir timide et secret.

1 CD Mande/Iceland 510713 distribué par Polygram.

V. M.

### LES MÉLODIES D'AUGUSTA HOLMÈS

## L'outrancière au coin du feu

Premier enregistrement mondial : dix-neuf mélodies fort joliment accompagnées au piano (par Alicia Mazarin) mais chantées par une soprano châtieuse (Eva Caspou), voix juste mais coincée de fins de soirées mondaines. Augusta Holmes entre au catalogue par la petite porte, une porte vraiment trop esquivée pour ce que l'on sait d'elle.

Nature volcanique qui défraye la chronique des années de guerre (celle de 1870), plaignait à vous dévotuler les transcriptions comme s'il en pleuvait, voix *explicite* qui en fit palpiter plus d'un dont César Franck, son bon maître, et Saint-Saëns), auteur de partitions mirabolantes par l'énormité des effectifs et le patriotisme du ton, première femme jouée à l'Opéra de Paris, temple de la phalocratie, beauté fatale – ni Liszt ni Wagner ne purent y résister, – « déesses », *Walkyrie*, selon Henri Regnault, le peintre, l'ami, cette « outrancière », cette battante, méritait peut-être une intronisation discographique moins popote.

Gérard Gefen, qui a signé la première (et excellente) bio-graphie de la dame (1), s'est acquitté au mieux, vu le for-mat réduit de la collection, du texte de présentation de ces mélodies. On apprend que notre Thésis en aurait composé plus de cent trente, aux différentes périodes de sa vie, avant la période militante des grandes machines huma-nitaires (Irlande, Pologne, Ode triomphale en l'honneur de la

*Révolution*) et après la déception causée par l'échec de la *Montagne noire*, en 1896, à l'Opéra de Paris.

Alors comment, pourquoi ces dix-neuf mélodies-là, sor-ties de la première, la *Chanson du chameau* et son lent balancement qu'Holmes publia à dix-huit ans, et de l'ultime, probablement, ce *Château du rêve* moyenâgeux et quelque peu wagnérien que l'auteur signe peu avant de mourir subit-ement, en 1903 ?

Dédié à Paul Déroulède, le *Chevalier au lion* rappelle éga-lement, par quelques subtilités harmoniques et une belle tonalité héroïque, ce qu'Augusta prit au style frankiste, elle qui ne figura même pas – d'Indy l'en aurait évincée par misogynie et jalousie – dans la liste officielle des élèves du papa. Mais les dix-sept autres opus, sérénades sentimentales, fausse ballade de marins, parodie de chanson de bédasses, et même le *rondel*, déjà débussyste si l'on veut, restent désespérément des ouvrages de dame au coin du feu. Il semble que la terrible irlandaise – qui sut anachor Cécile Mendès à Judith Gautier pour lui faire cinq enfants en dehors des liens sacrés du mariage – mit, ailleurs, plus de « virilité ».

ANNE REY

(1) *Augusta Holmes l'outrancière*, par Gérard Gefen, 278 pages, Editions Belfond, 98 F.

\* 1 CD Accord/Musidisc 201 252.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

### DINERS

#### RIVE DROITE

LE CORSAIRE  
1, bd Exelmans, 16° 45-20-87-85 et 45-25-33-25  
Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F et carte. Fermé samedi.

#### RIVE GAUCHE

NOS AMIS LES GAULOIS 46-53-46-47 et 46-12-12  
38, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4° Climatol  
Unique au monde. Cadre fin 17°. Ambiance exceptionnelle. Menus 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

O'BRASIL 43-54-98-56  
10, rue Gustave, 6° T.L.J.  
Tout le Brésil dans le capharnaüm. Animation avec NORMANDO « chanteur-guitariste ». Après le dîner, DISCOTHÈQUE jusqu'à l'aube. 3 MARS : CARNAVAL PMR 200 F.

RESTAURANT THOUMIREUX 47-85-48-75  
79, rue Saint-Dominique, 7°  
Spécialité de coq au vin et de cassoulet au croûte de canard. Service jusqu'à 23 h. 20. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

#### LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE  
La bonne adresse du quartier.  
HUITRES toute l'année.  
POISSONS DU MARCHÉ.  
Plus traditionnelle. Vins à découvrir.  
DÉCOR « Brasserie de luxe »  
JARDIN D'HIVER.  
T.J., de 11 h 30 à 2 heures du matin.  
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.



## DANSE



LES ARTISTES BALINAIS DU VILLAGE DE SEBATU EN TOURNÉE EUROPÉENNE

Il y a au cœur de l'île de Bali un village de 1 800 habitants ceinturé de rizières sur le flanc d'un volcan. On y détient encore les secrets de quelques-unes des plus belles danses traditionnelles qui ont fait s'extasier tant de voyageurs occidentaux qui découvraient les mystérieuses beautés d'un art désormais menacé. En tournée européenne, un spectacle en forme de témoignage d'un temps où les rois étaient des esthètes.

SEBATU (BALI)

de notre envoyé spécial

C'EST beau la pluie sous l'équateur. Le vert brille d'un feu argent. Les hommes vont et viennent comme à l'habitude. Compagnes de toujours, les eaux tempétueuses glissent sur leur peau brune. A peine si l'un ou l'autre protège son visage d'une feuille de bananier, arrachée sur le bord du chemin, quand les femmes, prévoyantes, coquettes, sortent de leur sarong une ombrelle de bois léger qu'elles opposent en expertes à la mousson d'été. Rarément a-t-on plus qu'à Bali l'impression, et bientôt la certitude, pour peu qu'on s'éloigne des côtes où le tourisme international a supplanté la malaria, d'une si parfaite communion des hommes et d'un environnement pourtant excessivement tourmenté.

Les volcans d'Indonésie refusent de prendre leur retraite. Le climat, à l'avenant, en pleine saison des pluies, joue toutes les gammes qu'au Nord on apprend dans les livres et, ici, dans sa chair. Les nuages, en virtuoses, dessinent sans faiblir des figures tantôt amicales, tantôt menaçantes, que les plus fantasques exégètes de l'hindouisme n'auraient jamais pu dessiner. Le Ramayana, geste divin et qui inspire tous les arts balinaïses et qu'Avignon nous a aidés à lire il y a deux ans, n'est finalement que le reflet, un peu timide, de conflits autrement inquiétants et subtils aux confins des hémisphères.

Les Balinaïses opposent à ces déchaînements une philosophie souriante. Et, puisqu'il est hors de propos d'imaginer domestiquer jamais de tels emportements, il s'agit d'être humble, sinon exemplaire, dans sa vie terrestre. Si les nuages meurent, si les laves sont inmanquablement englouties par l'océan, les hommes, eux, ne meurent pas. Le ciel s'en formalise. Mais comment viendrait-il à bout de mille, d'une infinité de vies? Les Balinaïses ont créé de leurs mains, de leur sueur, de leur cœur, un paysage où les rizières sont reines, et décidé d'une existence où l'art se conjugue au présent de la paysannerie.

Cette façon de sculpter les montagnes, comme ils sculptent le bois, pour faire fructifier la moindre parcelle fertile, relève bien de l'art. Cette façon de disposer ici un mangouier, là un papayer, relève à n'en pas douter du savoir-faire d'un peintre émané. Et cette manie qu'ils ont tous, et dès le plus jeune âge, de bouger, de danser, de chanter, de la maison à l'école, de l'école au *wantilan*, ce toit posé au centre du village pour abriter les activités communautaires, du *wantilan* au temple où commencent toutes les espérances... Si l'on n'avait pas abordé l'île par son aéroport, par sa couronne d'épines de béton empuanti par les gaz d'échappement, si l'on avait atterri par mégarde aux portes du village de Sebatu, accroché au flanc de la chaîne volcanique qui donne à l'île son armature, alors on aurait pu croire aux témoignages de grands anciens qui prétendaient, il n'y a pas si longtemps encore, avoir goûté à Bali un peu de ce paradis terrestre

## Taksu, le feu sacré

qui s'ingénie ailleurs à disparaître à mesure qu'on l'approche.

Cet après-midi-là, il y a juste quelques jours, Sebatu s'apprêtait sous une pluie battante à recevoir une poignée d'hôtes occidentaux. Jean-Luc Languier, producteur français indépendant formé à la dure école du théâtre public, venu de Paris, voulait vérifier que le spectacle des artistes du village de Sebatu qu'il commandait était prêt à s'embarquer pour l'Europe. Pour être villageois, éloignés de presque tout, farouchement attachés à leurs traditions, les artistes de Sebatu, c'est-à-dire la quasi-totalité des 1 800 habitants du village, ne redoutaient pas l'épreuve. Il faut dire que, s'ils se refusent à se produire pour les touristes qui fréquentent leur île en prédateurs, ils ne redoutent pas d'en imposer aux Européens. La France, plusieurs d'entre eux la connaissent pour y avoir présenté un spectacle au début des années 70, déflagration dans le monde culturel parisien qui valut à leur formation musicale, leur *gamelan*, un Grand Prix du disque de l'Académie Charles-Cros en 1973 (lire l'encadré ci-dessous).

Il faut dire qu'à Sebatu, si loin du pas martial des militaires qui règnent à Djakarta, on est dépositaire de quelques-uns des secrets les mieux gardés de l'art balinaïse de la danse et de la composition. Cela grâce à la mémoire d'un homme qui avoue quatre-vingts ans et qui pourtant déboule aux abords du *wantilan*, assis en amazone sur le porte-bagages d'une moto bruyante... Tandis que, dans une sorte de coulisse étroite, de très jeunes filles agenouillées sur le sol se maquillent à l'aide de minuscules miroirs individuels, tenant une dernière main à la disposition des fleurs de frangipanier qui ornent leurs coiffures, I Ketut Cemil fait donc son apparition dans une joyeuse péroration. Il parle un dialecte local qu'un de ses proches traduit en indonésien pour le profit d'une jeune ethnologue, Agnès Korb, directrice des cours adjointe à l'Alliance française de Denpasar, capitale de Bali, qui traduira pour nous en français le témoignage du vieillard et ceux de ses « disciples ».

« Un jour, confie Cemil, un émissaire du palais de Gianyar est venu me voir pour me demander de danser pour le roi. C'était dans les années 20. On nous appelait quelquefois au moment des cérémonies religieuses ou des fêtes dans les temples. Pour tout salaire, le roi nous offrait à manger ce jour-là et nous faisait cadeau de notre costume. Vers 1937, avant que les Hollandais n'aient quitté l'île, j'ai dansé lors d'une immense cérémonie pour la crémation de l'un des rois de Gianyar. Tous les rois de Bali étaient présents; c'est le plus grand honneur qui m'ait jamais été fait. » Si Cemil, qui a passé sa vie entre la danse et la culture du riz, celle du maïs et des patates douces, garde une certaine nostalgie de cette époque révolue, il se souvient aussi d'un niveau de vie extrêmement faible: « Honnêtement, il est plus facile de vivre aujourd'hui, d'acquiescer des biens, de se soigner. J'ai quelquefois la tête qui tourne et les bruits des touristes me donnent la migraine... mais ça m'amuse beaucoup aussi. » Cemil se désolait pourtant du déclin de la vie artistique balinaïse. « Je n'ai pas eu d'enfant, alors j'en ai adopté un. Il travaille dans la rizière mais ne pratique aucun art. Mes petits-enfants non plus. Dans mon village, il n'y a qu'un

petit *gamelan* pour les cérémonies. Je suis le seul artiste. Une grande partie de la tradition s'est perdue avec ma génération. J'essaie de la perpétuer avec les gens de Sebatu. » A cette fin, Cemil leur a enseigné le dessin sophistiqué d'une danse très ancienne que les artistes de Sebatu sont désormais les seuls à posséder: le *nandir*, qui ouvre le spectacle. « A l'époque féodale, avant 1906, expliquait Jacques Brunet, ethnologue français et conseiller artistique de la tournée, elle était réservée à la cour des rois et exécutée par des garçons impubères. D'une extrême difficulté, elle exige une pureté de style aujourd'hui oubliée. Elle évoque une cour d'amour entre des couples d'abeilles et de bourdons, thème simple servant uniquement de support à une chorégraphie proche de la danse pure. » Cemil a permis également aux artistes de Sebatu d'acquiescer les bases d'une danse, née du *nandir* vers 1915, le *legong-kraton*, merveille, une fois encore, de l'âge d'or de la danse balinaïse. D'une telle difficulté qu'elle est, désormais, une exclusivité du village, dans la forme originelle qu'il a su restituer et qui clôt le spectacle. Fondé sur des légendes balinaïses — les amours du roi de Lasem et de la princesse Langkesari — le *legong met* en scène, longuement, en quatre séquences de près de dix minutes, de très jeunes filles qui n'ont d'autre but que de manifester la beauté des ébènes et du monde. Car, à la différence des mudras de la danse indienne, la gestuelle de la danse balinaïse a perdu quasiment toute signification, à l'exception de gestes introductifs simples, immédiatement compréhensibles par tous. Cela dit, il reste que les figures imposées par les différentes chorégraphies sont bien sûr d'une exorbitante difficulté.

Il faut voir de très jeunes gens, sous l'œil impitoyable de leurs professeurs, casser les bras, casser le bassin, casser le genou, bomber le torse, rechercher à chaque instant la maîtrise de la motricité de l'œil et de chacun des doigts... Les danses traditionnelles balinaïses, qu'on peut classer en trois grandes catégories, danses d'offrandes, danses rituelles et danses séculaires, exigent une disponibilité totale d'un corps que l'on torture pour mieux le libérer de ses moindres pesanteurs.

Ni Gusti Agung Ayu Wedani, issue d'une famille de haute noblesse, vingt-quatre ans, étudiante en agronomie à l'université de Denpasar, est l'une des danseuses de la troupe, choisie pour son excellente présentation lors d'un des nombreux concours de danse qui ont lieu régulièrement dans l'île. Elle se souvient des difficultés qu'il lui a fallu surmonter: « J'ai commencé à danser à six ans, avec mon père et mes frères et sœurs. La danse balinaïse est une combinaison constante du physique et du mental. Après avoir fait l'apprentissage par imitation des positions de base, figées, il faut faire un effort permanent de concentration afin de rendre toutes les subtilités des chorégraphies. La danse balinaïse ne laisse pratiquement aucune place à l'improvisation. Si l'on nous arrive de créer de nouvelles danses, ces créations sont plus nouvelles par les thèmes abordés que par les gestes. On ne peut se permettre que quelques variantes sur la gestuelle de base. » Une gestuelle de base que possède parfaitement, lui-même, I Nyoman Budiharta, vingt et un ans, jeune lycéen de terminale, issu d'une famille roturière où la danse a toujours tenu une place importante: « Comme tous les

membres de la troupe, je dois consacrer plusieurs heures chaque jour à l'apprentissage des danses. Dans ma famille, mon grand-père, mon père ont toujours dansé après le travail dans les rizières. Dans la cour de notre maison, ils ont construit un pavillon traditionnel et un préau pour perfectionner leur art. C'est là que j'ai appris à danser et c'est là que, comme ma sœur, je donne des cours trois fois par semaine à de jeunes enfants et, quelquefois, des représentations pour des étrangers. » Pour lui comme pour ses compagnons, la danse traditionnelle est l'essence de la vie. A Bali, même si par les antennes paraboliques ont défilé les images, les sons des artistes occidentaux, même si l'un ou l'autre ne cache pas son goût pour tel ou tel groupe rock anglo-saxon, les arts traditionnels sont encore une pratique courante qui ne suscite aucune ironie chez les adolescents, au contraire. A la moindre apparition d'un danseur en costume traditionnel, à la première note jaillie d'un *gamelan* sur la place d'un village ou à l'entrée d'un temple, les jeunes gens parquent leurs mobylettes et remettent leurs Walkman pour retrouver quelques-unes des sensations qui transcendent les générations. Tous ont le *taksu*, cette inspiration divine, immatérielle, qu'on pourrait traduire par « feu sacré ». C'est ce feu, cette transcendance, la perfection et le raffinement des artistes de Sebatu, qui donnent au spectacle présenté en Europe une force et une beauté bouleversantes.

OLIVIER SCHMITT

\* « Ballets de Bali-Les artistes du village de Sebatu ». A l'Opéra Garnier du 4 au 7 mars à 19 h 30. Le 8 mars, matinée à 14 h 30. Réservations : 41-42-93-11. Tournée : Grenoble (10 mars), Saint-Etienne (12), Strasbourg (14), Lyon (du 16 au 18), Metz (20), Caen (21), Copenhague (du 23 au 25), Lausanne (du 27 au 29), Toulouse (31 mars et 1<sup>er</sup> avril), Evreux (2 avril), Lille (3), Le Mans (4), Brest (7), Angers (8), Bordeaux (9), Nîmes (10), Le Blanc-Mesnil (12; concert), Conflans-Sainte-Honorine (du 13 au 15) et Cannes (du 18 au 20).

## Les secrets du gong-kebyar

Le village de Sebatu abrite une des meilleures formations musicales balinaïses. Elle fut formée dans les années 20 et n'a cessé depuis de susciter admiration et nombreuses invitations. Le *gamelan* de Sebatu, ou *gong-kebyar*, réunit trente musiciens autour de métalophones, gongs, tambours et flûtes. La maîtrise de ces instruments nécessite de longues heures d'apprentissage quotidiennes (de deux à six heures). Le *gong-kebyar* de Sebatu se répartit en deux groupes d'instruments installés de part et d'autre de la scène.

A droite, la plupart des instruments à lames métalliques sont accordés dans l'aigu et obéissent aux injonctions rythmiques du musicien placé au centre, derrière le *pengender*, qui commande aux *tantilan*, ornements à la mélodie. A gauche, les métalophones sont accordés dans les graves et accompagnés par un *rayon*, qui réunit quatre percussionnistes, et trois gongs suspendus, dont le *hamong*, qui accompagne les mouvements des danseurs. Entre les deux groupes d'instruments, les tambours dirigent le *gong-kebyar*. L'entente entre le *tantilan* du *pengender* et le premier tambour doit être si parfaite qu'ils ne se quittent jamais des yeux.

Les métalophones expriment les sentiments les plus forts, dont la gamme s'étend de la douceur la plus exquise à la violence la plus absolue. La flûte, puis le *rebab* (voisin du luth arabe), deux instruments introduits tardivement, donnent à la musique sa sensibilité et excitent l'attention des auditeurs.